



Rapport Annuel 2015



Rapport Annuel
2015

BANQUE CENTRALE DES COMORES

www.banque-comores.km

GRANDE-COMORE

Siège: place de France BP: 405 Moroni

Tél: +269 773 10 02 Fax: +269 773 03 49

ANJOUAN

Agence BP: 365 Mutsamudu

Tél: +269 771 00 35 Fax: +269 771 06 55

MOHELI

Agence Fomboni

Tél: +269 772 06 90 Fax: +269 772 06 93

SOMMAIRE



PRINCIPALES EVOLUTIONS ECONOMIQUES

- 10 Chapitre I: L'environnement économique international
- 12 Chapitre II: Situation économique, financière et monétaire aux Comores
- 30 Chapitre III: Actions du secteur privé et les interventions des partenaires au développement



LE SYSTEME BANCAIRE ET FINANCIER

- 42 Chapitre I: Evolution du secteur bancaire et financier
- 46 Chapitre II: Activités de la supervision bancaire
- 50 Chapitre III: Lutte contre le blanchissement d'argent et le financement du terrorisme



L'ORGANISATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE

- 56 Chapitre I: L'organisation
- 60 Chapitre II: Les activités
- 64 Chapitre III: Les comptes annuels

ANNEXES



En couverture: extension
du siège de la Banque
2 mai 2015: pose
de la première pierre

Son Excellence, Azali ASSOUMANI
Président de l'Union des Comores

Monsieur le Président de l'Union des Comores,

Tout d'abord, permettez-moi de vous présenter au nom du personnel de la Banque et à mon nom propre, nos sincères félicitations, à l'occasion de votre élection à la magistrature suprême de notre pays.

Je voudrais, par la suite, de l'honneur que j'ai, vous présenter, conformément aux dispositions légales, notamment l'article 63 des statuts de la Banque Centrale des Comores, le rapport annuel de notre institution, qui retrace l'évolution de la situation économique, monétaire et financière de notre pays, la situation du système bancaire ainsi que la gestion de la Banque Centrale des Comores au cours de l'année 2015.

Dans un contexte international marqué par l'effondrement des cours des matières premières, notamment du pétrole, l'activité économique mondiale s'est légèrement contractée, le taux de croissance passant de 3,4% en 2014 à 3,1% en 2015.

Les pays avancés ont affiché globalement une reprise modeste, tandis que la situation est plus mitigée au sein des pays émergents et en développement, sous l'influence principalement du ralentissement de la croissance en Chine. En Afrique sub-saharienne, le ralentissement de la croissance a été très marqué, avec un taux passant de 5,1% en 2014 à 3,4% en 2015.

Aux Comores, le ralentissement de l'activité observé au second semestre de l'année 2014 s'est poursuivi tout au long de l'année 2015, accentué par la persistance des difficultés énergétiques et la faible exécution du plan d'investissement public. Le taux de croissance du PIB qui était projeté à 3,2% est ressorti à 1% en 2015 contre 2,1% en 2014 et après 3,5% en 2013. Cette croissance a été soutenue par la demande intérieure privée, qui a bénéficié d'un accroissement du financement bancaire et du maintien à un niveau élevé des transferts courants de la diaspora.

Dans ce contexte de ralentissement de l'activité économique, le taux d'inflation a été contenu à 1,3% en 2015 après 1,5% en 2014.

Dans le domaine des finances publiques, l'Etat a bénéficié en fin d'année d'une importante aide budgétaire du Royaume d'Arabie Saoudite et des ressources de la vente d'une licence de téléphonie mobile. Ces ressources ont permis notamment :

- * d'apurer les arriérés de salaires et pensions du budget 2015,
- * de réduire l'endettement bancaire intérieur de l'Etat,

* de subventionner la MAMWE (société nationale en charge de la production et de la distribution de l'électricité),

* de boucler le financement de certains investissements publics engagés.

Les agrégats macroéconomiques se sont parallèlement améliorés, en particulier :

- la réduction du déficit du solde primaire tombant de 2,1% du PIB en 2014 à 1,4% en 2015 ;

- l'amélioration du solde courant de la balance des paiements, qui est passé d'un déficit de 9,1% du PIB en 2014 à un excédent de 0,6% en 2015 ;

- l'accroissement de 17,1% de la masse monétaire, induite par la consolidation des avoirs en devises ;

Dans le domaine de la politique monétaire, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores a maintenu tout au long de l'année le taux de constitution des réserves obligatoires à 15%, en liaison avec la faible croissance économique, la maîtrise de l'inflation, la croissance modérée de la masse monétaire et le niveau satisfaisant de la liquidité du système bancaire.

Pour améliorer les conditions d'exercice de l'activité bancaire et financière et conforter la stabilité du secteur, les réformes structurantes suivantes ont été réalisées par la Banque, dont certaines ont bénéficié de l'appui technique et financier de nos partenaires :

* la mise en production de la Centrale de Risques et des Incidents de paiement, qui offre aux établissements de crédit une meilleure visibilité sur la solvabilité, le niveau d'endettement des demandeurs de crédit, prévenant ainsi le surendettement des ménages et contribuant ainsi à l'amélioration du financement bancaire de l'économie. Il permet aussi de réduire les incidents de paiements, en identifiant les mauvais payeurs, et d'améliorer l'utilisation des moyens de paiement,

* l'introduction effective des Taux Effectifs Globaux, pour renforcer la transparence des relations entre les établissements de crédit et leurs clients,



* la mise en place du fonds de développement du secteur bancaire pour soutenir les projets structurants du secteur bancaire, fonds qui a bénéficié d'une 1ère dotation de 1 million d'euros du Trésor français,

* la normalisation au standard international du Relevé d'Identité Bancaire (RIB) comorien, avec la création d'un IBAN national, facilitant le traitement des opérations nationales et internationales,

* la rénovation du cadre légal et réglementaire qui était nécessaire pour mettre à la disposition du secteur bancaire un cadre modernisé, renforçant la sécurité et la stabilité du secteur, tout en renforçant le pouvoir d'intervention de la Banque centrale pour garantir cette stabilité, en particulier la mise en place du texte réglementant le système et les moyens de paiement, notamment la monétique et les paiements électroniques,

* la mise en circulation d'une nouvelle pièce de 250 FC,

* l'adhésion des Comores au Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA).

La Banque a aussi inscrit notamment dans son plan d'action pour les 5 ans à venir, les grands chantiers suivants :

* la modernisation des instruments de politique monétaire, par l'émission des bons de la Banque Centrale, pour la régulation de la liquidité et qui serviront aussi de support de garantie sans risque pour les opérations de prêts entre la BCC et les établissements de crédit ainsi que pour les prêts interbancaires,

* l'amendement de ses statuts pour se conformer à la nouvelle Loi bancaire, et renforcer la gouvernance et la stabilité financière en intégrant la mission de prêteur en dernier ressort,

* le renforcement des capacités d'intervention de la BCC par l'élargissement de son espace, avec la construction d'un nouveau bâtiment au siège et la consolidation de son niveau d'expertise avec les recrutements des jeunes cadres bien formés, capables d'accompagner le développement des activités de la Banque. Grâce à l'accompagnement de la Banque de France, les jeunes comoriens résidants en France participent à nos concours et intègrent de plus en plus les services de la BCC,

* la création d'un centre de formation et d'un centre de documentation et d'information ouvert aux universitaires et aux chercheurs,

* l'innovation des systèmes et moyens de paiement. Le projet d'un système de paiement et de règlement en temps réel et de monnaie électronique est déjà engagé avec l'appui de la Banque Mondiale,

* un plan d'action (avec l'appui financier — subventions et lignes de financement - de l'Agence Française de Développement) visant à diversifier l'offre du secteur bancaire et financier et l'adapter aux besoins de financement du secteur productif comorien,

* une étude, en partenariat avec la Banque Mondiale, sur la mise en place d'un instrument d'épargne destiné à la diaspora,

* un règlement sur la transparence des conditions bancaires et la protection des consommateurs des services financiers, est projeté pour une mise en œuvre en 2017.

En termes financiers, en dépit d'un environnement financier international marqué par la baisse des taux d'intérêt, le bilan de la Banque à fin 2015 s'est consolidé avec accroissement de 19% (111,2 milliards FC en 2015 contre 93,4 milliards FC en 2014).

En revanche, le résultat de l'exercice a enregistré une baisse de 50% par rapport à celui de 2014, passant de 515 millions FC à 257 millions FC en 2015. En 2014, des opérations exceptionnelles ont été enregistrées et ont porté sur les plus-values liées à la vente des actions que la BCC détenait sur la BDC et un gain de change sur opération en DTS.

Nonobstant, ces plus-values, le résultat de l'exercice 2014 serait de 188 millions FC et 257 millions FC pour 2015.

Avant de terminer, je voudrais remercier le Gouvernement comorien ainsi que les membres du Conseil d'Administration de la BCC pour l'accompagnement manifesté dans ces grands chantiers de réformes, et saluer l'engagement et le dévouement du personnel de la Banque pour la réalisation de ces réformes.

Pour conclure, je me permets de reprendre un point de votre allocution du 26 mai 2016 : « mettre notre pays sur la voie de l'émergence ». Dans cette perspective, les questions du financement des programmes de développement et d'investissement constituent un enjeu majeur, et la réussite du programme en cours avec le FMI constitue une première étape pour pouvoir mobiliser à nouveau, dans un contexte d'éligibilité, les ressources auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Vous souhaitant bonne réception de notre rapport annuel, je vous prie de croire, Monsieur le Président de l'Union des Comores, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Le Gouverneur,
Mzé Abdou Mohamed Chanfiou



PRINCIPALES EVOLUTIONS ECONOMIQUES

CHAPITRE I

L'environnement économique
international

Chapitre II

Situation économique,
financière et monétaire
aux Comores

Chapitre III

Actions du secteur privé et
les interventions des partenaires
au développement



L'environnement économique international

Effondrement des cours des matières premières,

Légère contraction de l'activité économique mondiale
de 3,4% en 2014 à 3,1% en 2015,

Evolution contrastée selon les pays : reprise modeste
dans les pays avancés et situation plus mitigée
au sein des pays émergents et en développement.

Principaux taux de croissance du PIB (en glissement annuel)

| | 2014 | 2015 (est.) | 2016 (prév.) |
|---|------------|-------------|--------------|
| Monde | 3,4 | 3,1 | 3,2 |
| États-Unis | 2,4 | 2,4 | 2,4 |
| Royaume-Uni | 2,9 | 2,2 | 1,9 |
| Japon | 0,0 | 0,5 | 0,5 |
| Zone euro | 0,9 | 1,6 | 1,5 |
| Pays émergents et en développement | 4,6 | 4,0 | 4,1 |
| Chine | 7,3 | 6,9 | 6,5 |
| Inde | 7,2 | 7,3 | 7,5 |
| Afrique sub-saharienne | 5,1 | 3,4 | 3,0 |

Portée par la demande privée, qui a tiré profit des améliorations constatées sur le marché du travail et par la reprise du marché immobilier, l'économie américaine a maintenu son dynamisme, avec un taux de croissance de 2,4% comme en 2014. Au dernier trimestre de l'année, l'activité économique a montré des signes de ralentissement, le raffermissement du dollar ayant pesé négativement sur les exportations américaines. En décembre 2015, la Fed a augmenté, pour la première fois depuis décembre 2008, son taux directeur en le relevant de 25 points de base, de 0,25% à 0,50%. Au niveau budgétaire, le solde primaire est passé de 1,1% à 1% du PIB, tandis que la dette publique est restée stable à 111% du PIB.

Au Japon, l'activité s'est inscrite en légère hausse de 0,5% contre une croissance nulle en 2014. Cette évolution résulte d'une consommation privée atone malgré un taux de chômage faible de 3,4% et du recul des investissements des entreprises, les exportations n'ayant pas profité de la dépréciation du yen. Sur le plan des finances publiques, le déficit budgétaire s'est réduit représentant 5,5% du PIB contre 6,8% en 2014, tandis que le taux d'endettement public s'est élevé à 230% du PIB contre 226% en 2014.

Au Royaume-Uni, après 1,7% en 2013 et 2,9% en 2014, la croissance économique du pays s'est élevée à 2,2% du PIB en 2015, soutenue par la consommation privée. Cette croissance s'est déroulée dans un contexte marqué par un chômage contenu en contrepartie d'un gel des salaires et du développement du travail à temps partiel (5,6% après 5,7% en 2014), d'un ralentisse-

ment de l'indice des prix à la consommation (0,1% après 1,5% en 2014) et de déficit budgétaire élevé (3,6% après 4,3% en 2014).

Dans la zone euro, la croissance économique est repartie à la hausse, passant de 0,9% en 2014 à 1,6%. Cette croissance, qui a touché quasiment tous les pays membres, a bénéficié d'une part d'un raffermissement de la demande privée, sous l'effet notamment de la baisse des prix du pétrole et de l'embellie sur le marché du travail, et d'autre part, de la reprise des investissements, le niveau relativement faible de l'euro ayant favorisé les exportations de la zone euro. Au niveau des prix, le taux d'inflation a poursuivi sa tendance baissière amorcée en 2012, avec un taux de 0% en moyenne en 2015 contre 0,4% en 2014.

Au niveau des **économies émergentes**, les pays importateurs de matières premières (notamment l'Inde, la Turquie et les pays d'Europe centrale et orientale n'appartenant pas à la zone euro) ont affiché une activité plus robuste, tandis que la croissance est restée très faible dans les pays exportateurs de matières premières (Brésil, Russie).

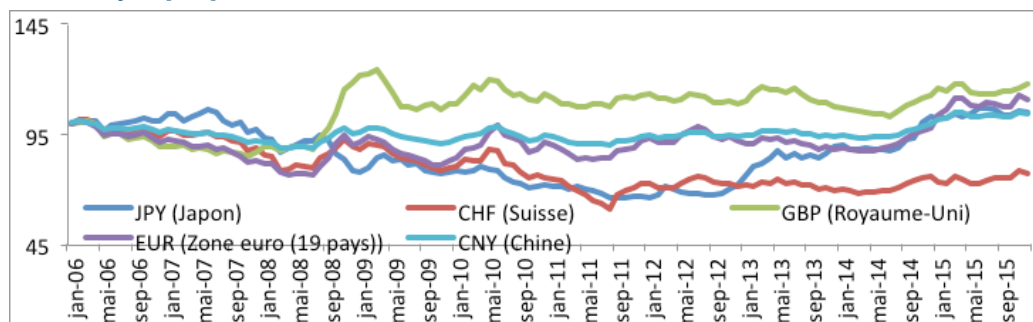
Dans un contexte de réorientation de l'économie au profit des services et de la consommation, l'économie chinoise affiche une croissance annuelle de son PIB en volume de 6,9% en 2015 contre 7,3% en 2014. Les autorités ont mis en œuvre un stimulus budgétaire (hausse des dépenses d'infrastructure) et monétaire (baisse des taux de référence des emprunts et des dépôts et du coefficient des réserves obligatoires des banques), afin de limiter l'ampleur du ralentissement. En août et en décembre 2015, la Banque Populaire de Chine a ajusté



sa politique de change, en dépréciant le renminbi. Pour sa part, l'Inde a affiché une croissance de 7,3% après 7,2% en 2014, soutenue par la consommation privée tandis qu'en Russie, l'activité est entrée en récession avec un taux de croissance négatif de 3,7%, en liaison avec la diminution des cours des matières premières, associée à l'impact des sanctions internationales suite au conflit avec l'Ukraine.

En **Afrique sub-saharienne**, l'activité économique a sensiblement ralenti en 2015, avec un taux de croissance estimé à 3,4%, après 5,1% en 2014. Cet affaiblissement s'explique principalement par la chute des cours de nombreux produits de base. En effet, la plupart de ces pays, qui sont des exportateurs de matières premières, ont accusé de fortes réductions de leurs recettes d'exportations, fragilisant leurs comptes courants et leurs équilibres budgétaires.

Cours de change des principales monnaies vis-à-vis du dollar US



Source : OCDE

Note : Taux de change, unités de monnaie nationale par dollar US (moyenne mensuelle), Indices janvier 2006 = 100.

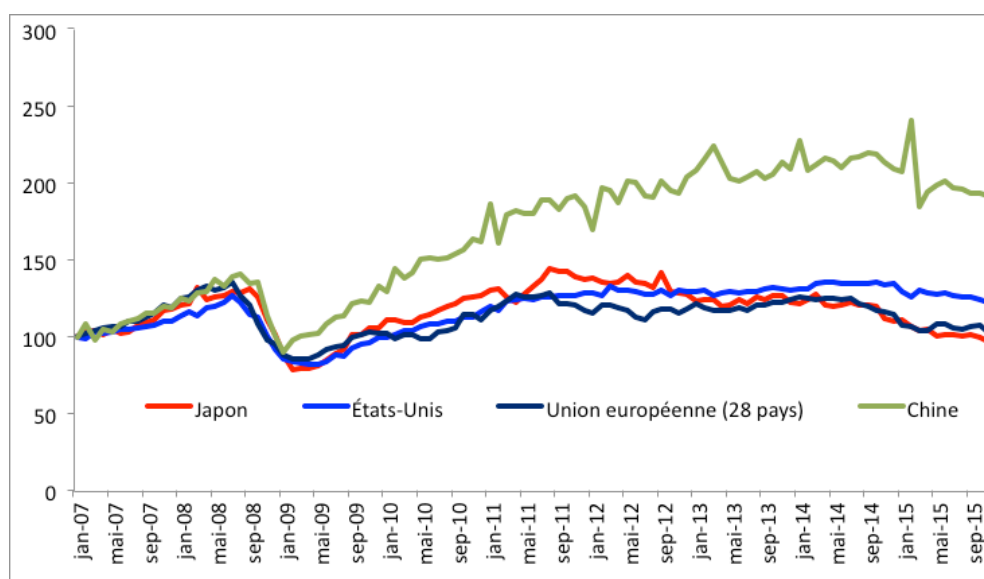
Sur le marché des changes, l'euro qui a enregistré une dépréciation vis-à-vis du dollar US, a évolué en 2015 au gré des anticipations des décisions de politique monétaire, s'appréciant temporairement dans le courant de l'année avant de s'affaiblir à nouveau vers la fin de l'année. La livre sterling et le yen ont enregistré des mouvements similaires à ceux de l'euro.

Au niveau des échanges internationaux, le ralentissement observé dans les économies émergentes a fortement impacté la croissance du

commerce mondial, en liaison avec la réduction de leurs importations.

Le ralentissement de la Chine, un des grands consommateurs de matières premières au monde, a fortement influencé l'évolution des cours mondiaux. Ainsi, l'indice global du prix des matières premières qui avait accusé une forte baisse de 17% en 2014 a poursuivi sa tendance baissière en 2015, de même que les cours pétroliers, en chute depuis la mi-2014, qui sont passés sous la barre des 40 dollars US.

Indices des échanges internationaux de biens



Source : OCDE

Note : Données mensuelles corrigées des variations saisonnières, moyenne des exportations et des importations, en volume, indices janvier 2007 = 100

Des embrevades séchées pour une conservation de longue durée

La situation économique, financière et monétaire aux Comores

Ralentissement du taux de croissance du PIB,
à 1% en 2015 contre 2,1% en 2014 et après 3,5% en 2013,
en liaison avec la recrudescence des délestages dans la distribution
de l'énergie électrique, et la faible exécution du plan d'investissement public,

Encaissement de ressources extérieures importantes en fin
d'année 2015 (aide budgétaire du Royaume d'Arabie Saoudite et produit
de la vente d'une licence de téléphonie mobile), qui ont permis notamment
d'apurer les arriérés constitués sur la gestion courante du budget 2015,
de réduire la dette intérieure de l'Etat auprès du système bancaire,
qui ont permis d'améliorer certains
indicateurs macro-économiques:

* réduction du déficit primaire (1,4% du PIB contre 2,1% en 2014),
même si l'exécution du budget 2015 s'est soldée par un déficit budgétaire
de 6,6 milliards FC (2,7% du PIB) en hausse par rapport à son niveau
de 5,2 milliards FC (2,2% du PIB) en 2014,

* amélioration du solde extérieur courant de la balance des paiements
qui est passé d'un déficit de 9,1% du PIB en 2014 à un excédent de 0,6% en 2015,

* fort accroissement de la masse monétaire (+17,1%),

Evolution contenue du niveau général des prix, avec un taux d'inflation
de 1,3% en moyenne en 2015 après +1,5% en 2014.

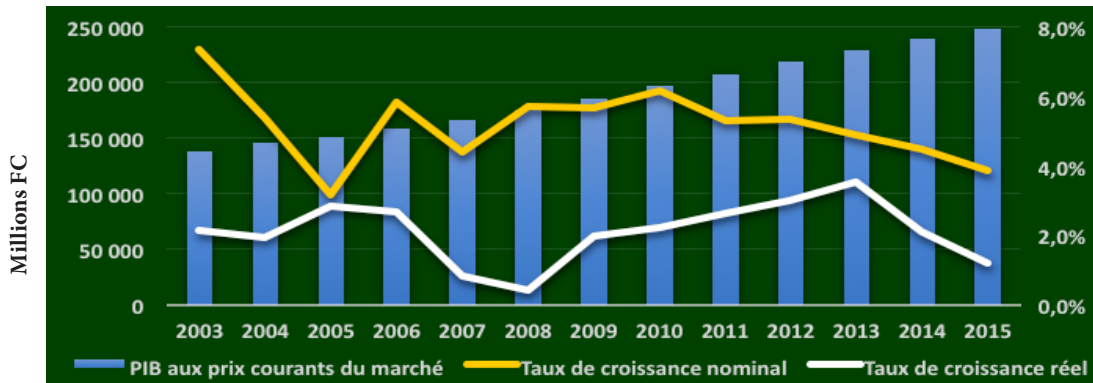


2.1 CROISSANCE

En 2015, le taux de croissance du PIB est évalué à 1,0%, en liaison avec les difficultés récurrentes dans la production de

l'électricité, qui ont fortement impacté l'activité économique. Cette activité a été soutenue une nouvelle fois encore par la demande intérieure, notamment privée.

Evolution du PIB et du taux de croissance



Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

Comme en 2014, la consommation finale est demeurée le principal soutien de la croissance comorienne, avec notamment des contributions de 2,8% après 3,3% en 2014. Cette évolution a essentiellement concerné la consommation privée, qui a bénéficié de l'accroissement des crédits bancaires à l'économie (+16,3%) et du maintien à un niveau élevé des transferts des mi-

grants (70,4 milliards FC en 2015 après 70,7 milliards FC en 2014).

Dans un contexte budgétaire difficile, la consommation publique s'est également distinguée avec une contribution de 1,6% contre 2,0% en 2014, en liaison avec l'accroissement de 8,9% des dépenses courantes de l'Etat et, dans une moindre mesure, de l'apurement des arriérés de salaires des fonctionnaires en fin d'année.

Contribution de la demande globale à la croissance du PIB réel

| | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|-------------|--------------|-------------|
| CONSOMMATION FINALE | 2,4% | 3,3% | 2,8% |
| Ménages et ISBLM | 1,7% | 1,3% | 1,3% |
| Administrations publiques | 0,8% | 2,0% | 1,6% |
| Formation brute du capital fixe | 2,6% | -0,9% | 0,4% |
| Ménages et ISBLM | 0,4% | -0,1% | 0,2% |
| Administrations publiques | 2,0% | -0,8% | 0,0% |
| Sociétés | 0,2% | 0,0% | 0,1% |
| Variation des stocks | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| EXPORTATIONS | 0,1% | 0,5% | -0,6% |
| IMPORTATIONS | -0,4% | 0,4% | 0,0% |
| PIB (Emplois) | 3,0% | 2,1% | 1,0% |

Source : INSEED (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques)

Par ailleurs, les investissements y contribuent à hauteur de 0,4% alors qu'ils avaient affiché une contribution négative de 0,9% en 2014. Cette évolution s'explique d'une part par la réalisation de certains investissements publics (travaux d'aménagement et d'entretien des infrastructures routières, adduction d'eau), et d'autre part, par les dépenses effectuées par les opérateurs économiques pour pallier aux problèmes de l'énergie.

En revanche, au niveau de la demande extérieure nette, l'impact positif de l'année dernière a été annihilé, sous l'effet de la réduction du déficit commercial, induite par la baisse de la valeur des importations, en dépit de la contraction de la valeur des exportations.

En termes d'évolution sectorielle, le secteur primaire qui représente plus du tiers du PIB, a été porté par l'agriculture de rente, qui grâce au girofle, à la vanille et aux essences d'ylang-ylang, four-

nit l'essentiel des recettes d'exportations. L'élevage, l'agriculture vivrière et maraichère et la pêche, orientés uniquement à la satisfaction de la consommation locale, sont demeurés insuffisants.

Diverses actions, dans le cadre de la mise en œuvre la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D), ont été menées au cours de l'année 2015 au profit de ce secteur, principal moteur de la croissance comorienne :

- renforcement du cadre et des capacités institutionnelles du secteur agro-pastoral avec :

- la mise en service de 9 Centres Ruraux de Développement Economique (CRDE), grâce à l'appui du PNUD et de la BID à travers les projets CRCCA (Capacités d'adaptation et de Résilience du secteur Agricole aux Changements Climatiques) et PIDVA,
- la mise en place en progressive des Chambres insulaires d'agriculture,

- le lancement des travaux préparatifs pour le Recensement Général de l'Agriculture,
- intensification des productions, avec :
 - la réhabilitation des citernes et des micros bassins,
 - la distribution d'intrants : 17.814 boutures de manioc, variété H52 (améliorée), 702.014 boutures de légumineuses et 21.728 boutures de graminées fourragères, création de cinq (5) pépinières contenant des cultures vivrières (manioc, bananier, taro, ig-

name et patate douce), des cultures de rente (vanille, girofle et ylang-ylang), des plants forestiers et des plants fruitiers dans 5 CRDE pour la multiplication de semences de variétés locales,

- l'appui du PNUD à travers le projet CRCCA, la construction en cours de 3 citernes de 150 m³, de 18 micro bassins et de 2 tank de 1000 m³ chacun, afin d'améliorer la disponibilité en eau et de permettre l'intensification des cultures maraichères dans les zones de production,

Contribution de l'offre globale à la croissance du PIB réel (en %)

| Secteurs/branches | 2012 | 2013 | 2014 | 2015* |
|---|------------|------------|-------------|-------------|
| Primaire | 2,0 | 2,0 | 1,0 | -1,5 |
| Agriculture, élevage, pêche, sylviculture | 2,0 | 2,0 | 1,0 | -1,5 |
| Secondaire | 0,4 | 0,4 | -0,1 | -0,4 |
| Industries manufacturières | 0,1 | 0,1 | 0,000 | -0,1 |
| Electricité, gaz, eau | 0,0 | 0,0 | -0,04 | -0,2 |
| Bâtiments et travaux publics | 0,3 | 0,3 | -0,04 | -0,1 |
| Tertiaire | 0,6 | 1,1 | 1,20 | 2,9 |
| Commerce, hôtels, bars, restaurants | 0,8 | 0,9 | 0,6 | -0,8 |
| Banques, assurances, AI, SRE | 0,2 | 0,2 | 0,6 | 1,0 |
| Transports et télécommunications | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| Administrations publiques | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 3,1 |
| Autres services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Production bancaire imputée | -0,8 | -0,4 | -0,2 | -0,4 |
| PIB (TOTAL RESSOURCES) | 3,0 | 3,5 | 2,1 | 1,0 |

Source: INSEED

- mise en place d'une unité de production des poussins à Mohéli, qui a permis la production de 1.300 poussins en 2015, grâce à l'appui de l'ONG KAFACI.

Au niveau de la pêche, l'année 2015 a été marquée :

- par l'élaboration de 13 cadres institutionnel, juridique et politique du secteur,
- par la promotion des infrastructures d'appui au développement du secteur, en mettant en place 21 infrastructures, parmi lesquelles la finalisation des infrastructures de la Société Nationale de Pêche (SNP), notamment la réalisation d'un quai de débarquement. En effet, cette dernière, en attendant l'opérationnalisation des différentes unités de production (glaces, traitement de poisson, désalinisation,...), dont la fin des travaux est prévue pour la fin juin 2016, a lancé ses activités de manière temporaire sur la période août 2015-janvier 2016, avec l'introduction de 5 bateaux industriels en provenance de Sri Lanka. Cette période « test » a permis aux dirigeants d'identifier des difficultés structurelles, liées notamment à l'étroitesse du marché local, et de la nécessité de mettre l'accent sur l'exportation. Toutefois, les possibilités d'exportation, qui existent, sont fortement corrélées à la mise en place d'un laboratoire de certification des normes et de la qualité et à la disposition d'une ligne aérienne,

afin de servir les principaux marchés dans les meilleurs délais.

Le secteur secondaire, encore très embryonnaire, a été fortement pénalisé par la recrudescence des délestages dans la fourniture de l'électricité. Ce secteur a toutefois pu bénéficier de la poursuite de certains grands chantiers de travaux publics, portant notamment sur l'entretien du réseau routier (financé par le Fonds d'Entretien Routier et le projet PADDST de l'Union Européenne) et la réhabilitation du secteur de l'eau (travaux d'adduction d'eau au profit de 5 localités : Moroni et ses environs, Mbéni, Mutsamudu, Ouani, Domoni et Fomboni).

A travers la mise en œuvre de la SCA2D, le gouvernement comorien, avec l'appui des partenaires au développement, a mis l'accent sur le renforcement des infrastructures et des capacités de gestion énergétiques au cours de l'année 2015. Les activités suivantes ont été réalisées :

- Acquisition et installation de trois groupes électrogènes, sur financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers le Projet d'Appui au Secteur de l'Énergie aux Comores (PASEC),
- Réalisation des études de surface (géophysique, géochimie et géologique) de la centrale géothermique et sur le risque géothermique, cofinancée par le PNUD et le Gouvernement Comorien, l'Union Africaine, et le Gouvernement de la Nouvelle Zélande.



- Mise en place de l'équipe de l'Unité Centrale de Gestion du Projet (PASEC), avec le recrutement de six cadres seniors et d'un cabinet conseil d'ingénierie,
- Élaboration du plan de redressement de la Mamwe et recrutement des cadres seniors (consultant) pour appuyer le secteur de l'énergie, sur financement de la Banque Mondiale à travers le Projet de Renforcement du Secteur de l'Énergie (PRSE).

Par ailleurs, d'autres activités sont en cours, comme la mise en place d'une centrale solaire photovoltaïque de 1 MW dans les régions de Wachi-Dimani et de 6 micro-réseaux solaires à Mohéli. Pour la construction et la mise en œuvre de la centrale au fuel lourd, les études géotechniques, topographiques et extension réseau, incluant les dispositifs d'atténuation des effets environnementaux, sont en cours de réalisation.

Au niveau de la branche « Bâtiment et Travaux Publics », les principaux travaux engagés ont concerné l'entretien courant et périodique des routes, la réhabilitation des puits et l'adduction d'eau.

En 2015, aucun kilomètre de route neuve n'a été construit, les travaux

engagés dans ce domaine ayant été menés pour réhabiliter des routes existantes (Tsidjé et Mdé-Vouvouni à Ngazidja et Koki à Ndzuani) ou pour réaliser des travaux confortatifs. Ces travaux ont été financés conjointement par le Fonds d'Entretien Routier (FER) et le Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur des Transports (PADDST), mais vu l'état de dégradation avancée des routes, le fonds disponibles n'a pu entretenir que 228 km sur les 600 km programmés.

L'année 2015 a enregistré la signature des conventions de financement. Ainsi, le Fonds Saoudien de Développement (FSD) et le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) ont signé chacun une convention de financement pour la construction des routes RR202 (Dindri-Lingoni), RN1 (Aéroport Hahaya – Mistamiouli) et RN 31 (Wanani – Drémeani). L'appel d'offre et les études de faisabilité devront être lancés courant 2016.

Par ailleurs, il convient également de relever que la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH) a lancé au cours de l'année 2015 la construction sur fonds propres, d'un BAC de 3.500 m³ de dépôt de produits d'hydrocarbure à Moroni et d'un dépôt d'hydrocarbure à Hoani, Mohéli.

**Production d'électricité et d'eau de la Mamwe
Grande-Comore et Mohéli)**

| | 2014 | | 2015 | |
|--------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------------------|
| | Nombre d'abonnés | Production | Nombre d'abonnés | Production |
| Electricité | Non Communiqué | 42,5 GWH | 49.349 | 31,9 GWH |
| Eau* | Non Communiqué | 3.582.319 m³ | Non Communiqué | 3.592.410 m³ |

Source : MAMWE

* Uniquement à la Grande-Comore

Source : MAMWE * Uniquement à la Grande-Comore

Le secteur tertiaire a tiré la croissance à hauteur de 2,9%:

Les transports

- *Les infrastructures aéroportuaires*

Les efforts sont poursuivis pour améliorer la compétitivité et la sécurité du transport aérien :

- Réhabilitation du balisage de l'aéroport de Bandar Salam (Mohéli), victimes d'actes de vandalisme. Le 1er vol inaugural a eu lieu le 19 novembre 2015,

-Acquisition sur financement du Gouvernement Chinois d'une station automatique météorologique installé à l'aéroport d'Ouani (Anjouan) et de 20 stations climatologiques manuelles, en cours d'installation au niveau national.

Par ailleurs, d'autres actions sont en cours :

-Les travaux de construction du siège de l'Agence pour la Sécurité

de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA),

-La construction d'un Centre Directeur des Opérations d'Urgence à l'AIMPSI,

- La réhabilitation de l'ancienne aérogare pour accueillir les vols domestiques,

-La construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport de Bandar Salam à Mwali.

En revanche, d'autres actions, comme le renforcement de la chaussée aéronautique de l'AIMPSI, la construction d'un hangar pour le fret, l'acquisition des équipements pour la piste ou encore la construction d'un périmètre intermédiaire de l'AIMPSI, sont en suspens faute de moyens.

En effet, bien que bénéficiant d'appuis de la Chine, de l'Irak et du PNUD, la principale contrainte observée au niveau du secteur est la

faiblesse de la mobilisation de fonds, au regard de la lourdeur des investissements et des impératifs d'ordre réglementaire et sécuritaire imposées par la certification de l'aéroport et les règlements nationaux et internationaux. Les ressources internes ne pouvant pas supporter des tels investissements, la mobilisation de ressources extérieures supplémentaires demeure un impératif pour les autorités.

- *Les infrastructures maritimes et portuaires*

Au niveau des transports maritimes, les travaux d'aménagement et de modernisation du port de Moroni se sont poursuivis, avec notamment le pavage (dallage) de la terre-plein de la zone concession, tandis qu'au port de Mutsamudu, l'accent est mis sur le renforcement de l'éclairage, un impératif pour la sécurisation du port et sa certification. Par ailleurs, l'Autorité Portuaire des Comores a financé la construction d'un nouveau bâtiment administratif pour le port de Mboigoma (Mohéli), mais également la construction de la tour de contrôle du port et d'une digue de protection.

Sur le plan réglementaire, la loi relative au code de la marine marchande comorienne, a été promulguée le 26 octobre 2015. La ratification des conventions internationales, et les textes d'application dudit code sont programmés en 2016.

Par ailleurs, l'Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM), personne morale de droit public, dotée d'une autonomie de gestion et in-

vestie d'une mission de service public, a été créée avec pour mission la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de Marine marchande.

En termes d'activité, les seules informations disponibles dans ce secteur concernent l'activité de fret au port de Moroni. Mesurée par les entrées de conteneurs, cette activité a globalement diminué, le nombre de conteneurs traités passant de 8.958 à 8.745 (équivalents 20 pieds), soit une baisse de 2,3%. Pour les entrées hors conteneurs, le port enregistre une forte baisse également, notamment au niveau des entrées de véhicules.

Les télécommunications

Des actes de vandalisme, motivés par la recherche du cuivre qui compose les câbles, sont régulièrement portés contre le réseau filaire, occasionnant un désintérêt du produit. Le nombre d'abonnés au réseau filaire s'inscrit ainsi régulièrement à la baisse, affectant parallèlement les abonnements au service « ADSL ».

Cependant, grâce à la mise en service de l'internet mobile 2G/3G, la dynamique du secteur des télécommunications demeure. En effet, alors qu'ils n'étaient que 35.730 abonnés en 2014, le nombre d'abonnés à ce service s'élève à 154.898 membres, induisant parallèlement une hausse de 22% des abonnés au réseau mobile. Pour la clé Internet « MPESSI », le nombre d'utilisateurs a cru de 6,2% en 2015.

Evolution du nombre d'abonnés à Comores Telecom selon les services

| Année | Abonnés Fixe | | Abonnés Mobile | Abonnés Internet | | | Abonnés Mobile Reseller (transfert de crédit) |
|-------|--------------|--------|----------------|------------------|--------|-----------------|---|
| | RTC | CDMA | | ADSL | MPESSI | Internet Mobile | |
| 2010 | 16 883 | 4 202 | 176. 140 | 324 | | | 448 |
| 2011 | 15 984 | 3 771 | 235 985 | 436 | 46 | | 785 |
| 2012 | 16 131 | 3 259 | 293 111 | 665 | 5 949 | | 1329 |
| 2013 | | 30 799 | 308 473 | 1 353 | 9 746 | | 1 682 |
| 2014 | | 26 316 | 378 047 | 1 102 | 9 816 | 35 730 | 2 333 |
| 2015 | 10 426 | 2 968 | 460 761 | 1 043 | 10 426 | 154 898 | 3 170 |

Source: ComoresTelecom

Parallèlement, le service « Abonnés Mobile Reseller » continue à être sollicité. En effet, cette activité, qui consiste pour la société « Comores Telecom » à sous-traiter le service de transfert de crédit par téléphone, voit son activité croître régulièrement: les abonnements ont augmenté de 35,9% en 2015, après des hausses de 38,7% en 2014 et de 26,5% en 2013.

Par ailleurs, le secteur a enregistré à la fin de l'année, l'arrivée d'un nouvel opérateur, suite à un processus d'appel d'offre international. La nouvelle société TELCO, filiale de TELMA (Madagascar), prévoit de lancer son activité au cours du 2nd semestre 2016.

Sur le plan institutionnel, la Société « Comores Cables », créée par décret n°13-086/PR du 27 juillet 2013, s'est vue délivrée en novembre 2015 une autorisation d'exploitation. Mais l'opérationnalisation de « Comores Cables » est prévue d'être effective au début 2016, après la tenue du Conseil d'Administration de Comores Telecom, qui devra approuver et valider la cession de certains actifs de Comores Telecom.

La branche « Commerce, Restaurant, Hôtel »

Au niveau du secteur touristique, aucune infrastructure majeure n'a été réalisée en 2015. Même si le nombre de lits a légèrement augmenté grâce au développement du petit hébergement, aucun grand hôtel de standing international n'a encore vu le jour.



Arrivées aux frontières selon les motifs

| MOTIF | 2011 | 2012 | 2013* | 2014* | 2015* |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Loisirs | 3.965 | 1.202 | 1.562 | 1.743 | 2.007 |
| Affaires | 3.501 | 4.157 | 3.350 | 4.334 | 4.178 |
| Visites Familiales | 9.537 | 15.194 | 15.266 | 16.786 | 18.465 |
| Autres | 1.762 | 731 | 1.729 | 1.240 | 1.332 |
| TOTAL | 18.765 | 21.284 | 21.907 | 24.103 | 25.981 |

* Estimations BCC

Source: Direction Nationale du Tourisme et de l'Hôtellerie

Malgré ce défi d'infrastructures d'accueil et le nombre restreint des vols internationaux, les entrées touristiques en Union des Comores ne cessent d'augmenter ces cinq dernières années, grâce notamment aux visites familiales de la diaspora comorienne installée à l'extérieur, en particulier celle provenant de la France. En termes statistiques, les données disponibles ne concernent que les flux des entrants au niveau de l'aéroport international de Moroni Prince Saïd Ibrahim, répartis par motif de visite.

Les services bancaires et financiers

Le système bancaire et financier comorien compte actuellement dix in-

stitutions agréées par la Banque Centrale des Comores, réparties ainsi : quatre banques, trois institutions financières décentralisées (IFD) ou microfinance et trois intermédiaires financiers. Au 31 décembre 2015, le total du bilan du système bancaire s'est établi à 108,1 milliards FC contre 96,1 milliards FC en 2014. Cette situation s'explique essentiellement par une progression de 16,3% de l'encours de crédit, se situant à 68,8 milliards FC contre 59,1 milliards en décembre 2014, tandis que le total des dépôts a cru de 13,6%, s'établissant à 86 milliards FC contre 75,7 milliards à fin 2014. A fin 2015, le système déclare 318.659 comptes de dépôts ouverts contre 293.980 comptes en 2014, et 49.368 comptes de prêts en 2015 contre 38.222 en 2014.

2.2 INFLATION

L'activité économique s'est déroulée dans un contexte d'évolution contenue du niveau général des prix, l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) indiquant une hausse de 1,3% en moyenne après +1,5% en 2014, en dépit

de l'appréciation du dollar par rapport au franc comorien (+19,6%).

Ce résultat masque toutefois deux évolutions opposées : les prix alimentaires se sont inscrits en hausse (+2,4%) et les prix des autres biens et services ont diminué (-0,1%).

Indice des prix à la consommation

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015* |
|--------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Taux d'inflation annuel (en %) | 4,7 | 4,9 | 3,8 | 1,8 | 6,3 | 1,6 | 1,5 | 1,3 |

Sources: INSEED, * Provisaires,

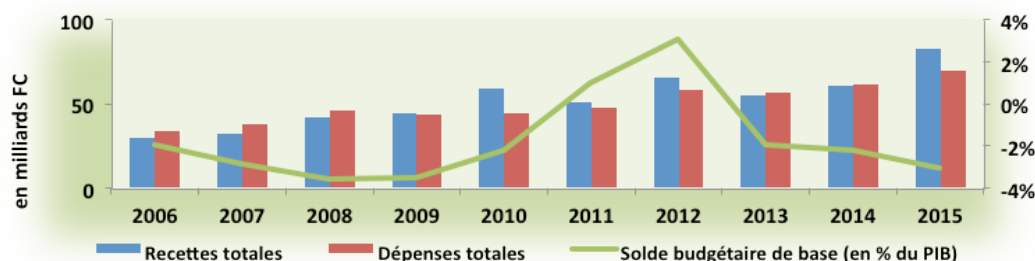
2.3 EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.3.1 Exécution du budget 2015

L'exécution du budget 2015 s'est soldée par un déficit budgétaire de

6,6 milliards FC (2,7% du PIB) en hausse par rapport à son niveau de 5,2 milliards FC (2,2% du PIB) en 2014.

Evolution des recettes et des dépenses de l'Etat et du solde budgétaire de base (en % du PIB)



Source : Ministère des Finances, Cellule des Réformes Economiques et Financières (CREF)

Le montant total des recettes a augmenté de 38,6%, s'élevant à 83,8 milliards FC en 2015 contre 60,4 milliards FC en 2014, représentant respectivement 33,9% du PIB contre 25,2%. Parallèlement, les

dépenses totales se sont accrues de 13,1%, s'établissant à 69,9 milliards FC, en liaison avec la hausse de 9,8% des dépenses courantes de 38,3 milliards FC en 2014 à 45,4 milliards FC en 2015.

En termes de ratios, le déficit du solde primaire s'est réduit de moitié, ressortant à 2,3 milliards FC contre 5 milliards FC en 2014, tandis que le solde global dons inclus, après deux années successives de déficit, est ressorti excédentaire à 13,9 milliards FC.

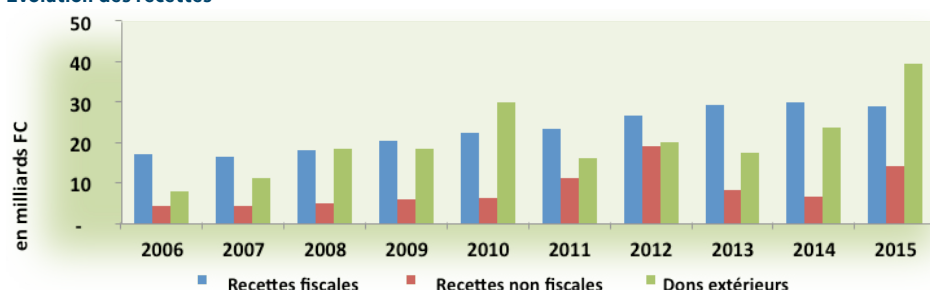
Les recettes totales enregistrées représentent un taux de réalisation de 127,2%. Cette performance s'explique essentiellement par l'augmentation des concours extérieurs et de l'encaissement du produit de la vente d'une licence d'exploitation des services de téléphonie mobile à une société étrangère. En conséquence, la part des ressources intérieures est passée de 60,8% à 52,9% entre 2014 et 2015, soit une baisse de 13%.

En revanche, en raison du recul des recettes sur le commerce in-

ternational, les recettes fiscales n'ont progressé que de 2,1%, contribuant à maintenir la pression fiscale à 12,4%. La hausse des recettes fiscales a résulté essentiellement de la hausse des recettes sur les droits d'accises qui ont augmenté de près de 3 milliards FC. Toutefois, les recettes sur les impôts directs et les impôts sur les biens et services se sont légèrement améliorées après des évolutions stagnantes en 2013.

Après un repli de 16,7% en 2014, les recettes non fiscales ont doublé pour s'établir à 13,8 milliards FC. Cette amélioration s'explique principalement par l'encaissement de la vente d'une licence de téléphonie mobile. En excluant cette opération, ces recettes auraient accusé une baisse de 0,8%.

Evolution des recettes

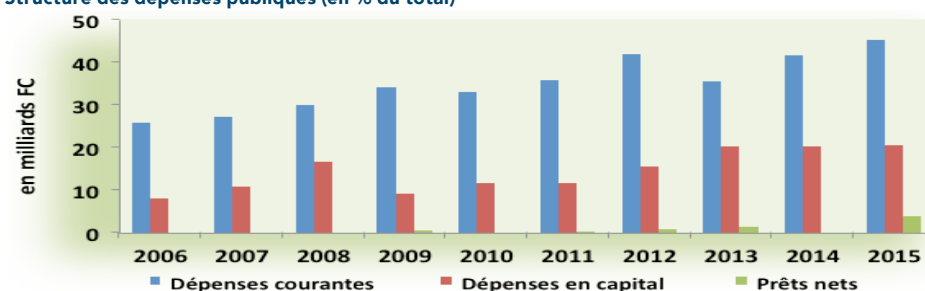


Source : Ministère des Finances, CREF

Les dépenses totales et prêts nets, exécutées à hauteur de 99,6%, affichent une hausse de 13,1%. Cette hausse a con-

cerné essentiellement les dépenses courantes qui ont progressé de 9,8%, les dépenses en capital ne s'accroissant que de 0,7%.

Structure des dépenses publiques (en % du total)

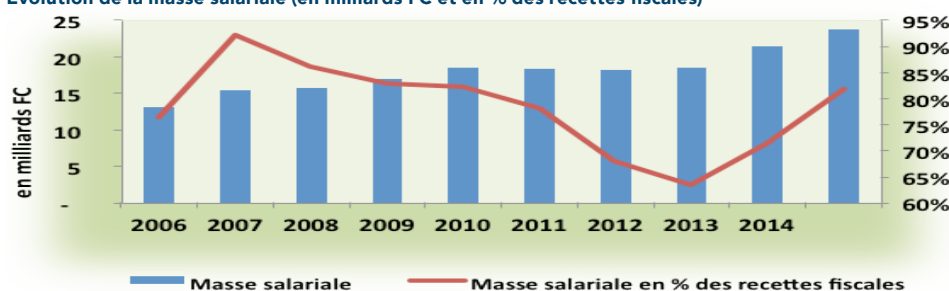


Source : Ministère des Finances (CREF) et Retraitement BCC

La masse salariale, premier poste de dépenses budgétaire (33,9%), absorbe 53,5% des recettes intérieures (58,3% en 2014). En 2015, ce poste affiche une hausse de 10,7%, passant de 21,4 milliards FC en 2014 à 23,7 milliards FC en 2015, en liaison d'une part avec la régularisation rétroactive des salaires por-

tant sur la période octobre 2013-mai 2014, conformément à l'accord conclu en mars 2014 avec le syndicat des enseignants, et d'autre part, avec l'impact en année pleine (2015) des augmentations d'effectifs réalisées en 2014 au niveau des gouvernorats.

Evolution de la masse salariale (en milliards FC et en % des recettes fiscales)



Source : Ministère des Finances (CREF) et Retraitement BCC

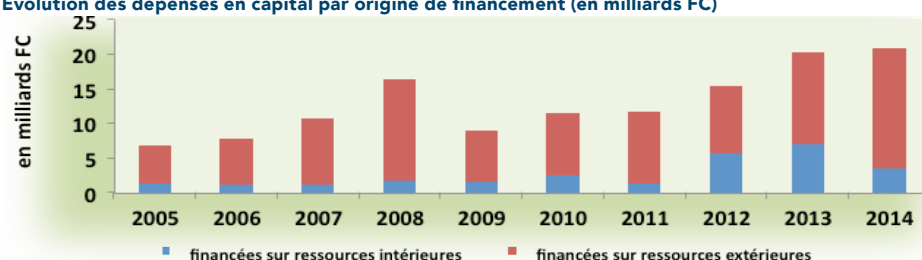


Les dépenses au titre des biens et services, exécutées à hauteur de 125%, ont enregistré une hausse de 2,5%, sous l'effet des dépenses liées aux préparatifs des élections harmonisées du Président de l'Union et des Gouverneurs des îles, qui se sont déroulées aux mois de février et d'avril 2016.

La rubrique « Transferts » s'est fortement accrue également, passant de 5,1 milliards FC à 6,9 milliards FC, en liaison avec les subventions accordées par l'Etat à l'entreprise publique d'électricité et d'eau (MAMWE) pour se fournir en gazole.

Pour leur part, les charges des intérêts de la dette sont passées de 0,2 milliard FC à 0,6 milliard FC. Les dépenses en capital exécutées à hauteur de 73,7%, affichent une quasi-stabilité, s'élevant à 20,4 milliards FC contre 20,3 milliards FC en 2014 comme en 2013. Cette situation masque toutefois des évolutions opposées, les dépenses en capital financées sur ressources intérieures s'inscrivant en hausse (+13,2%) et celles financées sur ressources extérieures se contractant de 1,9%. La faible exécution des dépenses en capital s'explique par les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources pour le financement du Plan d'Investissement Public.

Evolution des dépenses en capital par origine de financement (en milliards FC)



Source : Ministère des Finances (CREF) et Retraitement BCC

| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|---------------|---------------|----------------|
| Recettes totales (dons inclus) | 55.061 | 60.450 | 83.761 |
| Recettes intérieures | 37.416 | 36.752 | 44.324 |
| Recettes fiscales | 29.236 | 29.940 | 30.567 |
| Recettes non fiscales | 8.180 | 6.812 | 13.757 |
| Recettes exceptionnelles | - | - | - |
| Dons extérieurs | 17.645 | 23.698 | 39.437 |
| Aides (budgétaire et non budgétaire) | 2.397 | 3.897 | 23.464 |
| Financement de projet (y compris assist. tech., autres dons) | 15.249 | 19.801 | 15.973 |
| Dépenses totales et prêts nets | 57.025 | 61.788 | 69.858 |
| Dépenses courantes | 35.403 | 41.511 | 45.588 |
| Dépenses courantes primaires | 32.857 | 38.319 | 45.364 |
| Personnel | 18.582 | 21.423 | 23.713 |
| Biens et services | 9.047 | 11.808 | 12.099 |
| Transferts | 5.227 | 5.087 | 6.896 |
| Intérêts sur la dette (intér. et extér.) | 504 | 199 | 465 |
| (Dont extérieure) | (284) | (40) | (465) |
| Autres dépenses (y.c assist.tech. hors projet) | 2.043 | 2.994 | 2.415 |
| Dépenses exceptionnelles | - | - | - |
| Dépenses en capital | 20.321 | 20.277 | 20.413 |
| Financées / ressources intér. (budgétaires) | 7.116 | 3.470 | 3.929 |
| Financées / ressources ext.(dons, emprunts) | 13.206 | 16.807 | 16.484 |
| Financées / fonds de contrepartie | - | - | - |
| Prêts nets | 1.300 | 0 | 0 |
| Solde primaire (hors dons) | -2.556 | -5.036 | -2.313 |
| Solde global base engagement (dons inclus) | -1.963 | -1.337 | 13.903 |
| Dons exclus | -19.609 | -25.035 | -25.534 |
| Arriérés | -2.122 | -630 | -4.290 |
| Intérêt sur dette extérieure | 24 | -385 | -116 |
| Sur dette intérieure | -2.146 | -245 | -4.174 |
| Variation dette flottante | -21 | 1.256 | 573 |
| Solde Global (base caisse) | -4.085 | -1.967 | 9.613 |
| Ajustement Spécial | 300 | 0 | 0 |
| Financement | 3.726 | 3.209 | -5.328 |
| Extérieur (net) | -175 | -40 | 6.988 |
| Tirages sur prêts | 0 | 0 | 6.783 |
| Amortissement de la dette | -294 | -575 | -279 |
| Financement exceptionnel | 0 | 2.407 | 0 |
| Dette Extérieure Discussions en cours | 34 | 0 | 0 |
| Variation des arriérés (en principal) | 84 | -1.872 | 484 |
| Intérieur (bancaire et non bancaire) | 3.902 | 3.249 | -12.316 |
| Ecart de financement | 79 | -2.497 | -4.285 |

Tableau des opérations
financières consolidées de l'Etat
et des Administrations
publiques (en millions FC)

Source : Ministère des Finances (CREF) et Retraitement BCC

2.3.2 Loi de finances 2016

La loi de finances 2016 est élaborée sur la base d'un taux de croissance de 2,2%, et une inflation de 2%. Elle s'est fixée pour objectif de réduire significativement le déficit primaire et de le ramener à 0,1% du PIB, avec une hausse de 17,9% des dépenses totales et une hausse de 8,8 des recettes intérieures.

Elle table sur :

-des recettes fiscales de 34,5 milliards FC, en augmentation de 12,4% par rapport à la réalisation de 2015,

-des recettes non fiscales à 13,9 milliards FC, en hausse de 0,7%

par rapport à la réalisation de 2015,

-des recettes extérieures à 25,6 milliards FC dont 4 milliards FC d'aides budgétaires, en baisse de 35,2% par rapport à la réalisation de 2015,

-une masse salariale à 24,7 milliards FC, en hausse de 4,1% par rapport à la réalisation de 2015,

-des dépenses pour transferts à 8,9 milliards FC, en hausse de 29,3% rapport à la réalisation de 2015,

-des dépenses en capital à 27,9 milliards FC, en hausse de 36,7% par rapport à la réalisation de 2015, et dont 86,4% proviendraient des ressources extérieures.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

| BUDGET GENERAL <small>(en millions FC)</small> | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------------|----------------|
| | LdFR 2015 | LdF 2016 | Projet de LdFR 2016 | Ecart |
| Recettes fiscales | 30 540 | 34 352 | 26 951 | -7 401 |
| Recettes non-fiscales | 15 158 | 13 857 | 11 829 | -2 028 |
| Recettes exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recettes externes | 18 921 | 25 552 | 22 947 | -2 605 |
| Total des recettes | 64 619 | 73 761 | 61 727 | -12 034 |
| Dépenses courantes | 43 741 | 49 259 | 52 985 | +3 726 |
| Rémunération du personnel | 24 026 | 24 693 | 26 444 | +1 751 |
| Biens et services | 10 121 | 11 756 | 12 674 | +918 |
| Transferts | 6 541 | 8 915 | 9 942 | +1 027 |
| Intérêts de la dette | 642 | 636 | 682 | +46 |
| Dépenses courantes sur financement extérieur | 2 411 | 3 259 | 3 243 | -16 |
| Dépenses en capital | 25 336 | 33 118 | 34 656 | +1 538 |
| Sur financement propre | 4 389 | 3 787 | 5 174 | +1 387 |
| Sur financement extérieur | 16 457 | 24 121 | 24 159 | +38 |
| Financées sur fonds de contrepartie | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dette publique | 641 | 0 | 0 | 0 |
| Prêts | 3 849 | 5 210 | 5 323 | +113 |
| Total des dépenses | 69 077 | 82 377 | 87 641 | +5 264 |
| Solde Primaire | 621 | -942 | -15 454 | |

Sources : Loi de Finances Rectificative 2015 et Loi de Finances 2016 et Projet de Loi de Finances Rectificative 2016

2.3.3 Evolution des critères de convergence

Les Comores participent aux initiatives et programmes d'intégration régionale, notamment l'intégration régionale des pays membres de la Zone Franc, la mise en œuvre des programmes de la

coopération monétaire et financière du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), avec les projets de création d'une monnaie unique et d'une banque centrale africaine.

De la Zone Franc

Evolution des critères de 1er rang de la Zone Franc

| Critères de 1 ^{er} rang | Normes | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|--------|------|------|------|--------|------|
| Solde budgétaire de base (en % du PIB) | ≥0 | 1,0 | 3,1 | -1,9 | -2,2 | -2,7 |
| Taux d'inflation (moyenne annuelle) | ≤3% | 1,8 | 6,2 | 1,6 | 1,5 | 1,3 |
| Encours de la dette publique ¹ (en % du PIB) | ≤70 | 56,0 | 52,0 | 29,6 | 28,2 | 30,1 |
| Non Accumulation d'arriérés (intérieurs et extérieurs) | =0 | 0 | 0 | +24 | +1 011 | 0 |

Sources : Ministère des Finances (CREF) et INSEED et Retraitement BCC

En 2015, sur les quatre critères du 1er rang retenus au niveau de la Zone Franc, les Comores en ont rempli trois, contre deux en 2013 et 2014. En effet, seul le critère relatif au

solde budgétaire de base n'a pas été respecté, son déficit s'établissant à 2,7% du PIB contre un déficit de 2,2% en 2014.



Les critères de 2nd rang ont évolué comme suit :

- **Le taux de couverture extérieure de la monnaie** à fin décembre 2015 s'est amélioré, s'établissant à 69,8% contre 59,3% contre 62,9%, en relation avec l'accroissement des avoirs extérieurs ;
- **La masse salariale** représente 78% des recettes fis-

cales contre 71,6% après 63,8% 2014 (norme $\leq 35\%$) ;

- **Le taux de pression fiscale** est resté stable à 12,4% contre 12,5% en 2014 contre 12,8% en 2013 (norme $\geq 17\%$) ;
- **Le solde extérieur courant** s'est fortement amélioré, affichant un excédent représentant 0,6% du PIB contre un déficit de 9,1% en 2014.

Du COMESA et de l'ABCA

Evolution des critères de 1er rang du COMESA et de l'ABCA

| Critères de 1 ^{er} rang | Normes ABCA | Normes COMESA | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|-------------|---------------|------|------|------|------|------|
| Déficit budgétaire global (hors dons) (en % du PIB) | ≤ 3 | ≤ 4 | 6,3 | 5,6 | 8,6 | 10,5 | 10,3 |
| Taux d'inflation (moyenne annuelle) | ≤ 3 | ≤ 3 | 1,8 | 6,2 | 1,6 | 1,5 | 1,3 |
| Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (en % des recettes intérieures) | =0 | =0 | 15,5 | 11,5 | 15,6 | 15,9 | 6,2 |
| Les réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services) | ≥ 6 | ≥ 5 | 6,0 | 6,1 | 5,4 | 5,6 | 8,2 |

Evolution des critères de 1er rang de la Zone Franc

En plus du critère de 1er rang relatif au taux d'inflation, les Comores respectent cette année également le critère relatif aux réserves extérieures, aussi bien selon les normes du COMESA que celles de l'ABCA.

Le non-respect du critère relatif au non-financement budgétaire par la banque centrale s'explique par l'existence du mécanisme des avances statutaires de la BCC au Trésor, dont le plafond est

2.4 EVOLUTION DU SECTEUR EXTERIEUR

En 2015, le compte des transactions courantes de la balance des paiements affiche un solde excédentaire de 0,6% du PIB, en liaison avec la hausse des recettes de services et des transferts courants, et dans une moindre mesure par le recul de la valeur totale des importations.

En effet, le volume des échanges commerciaux a diminué, ra-

fixé à 20% de la moyenne des recettes intérieures des trois dernières années. Toutefois, une forte réduction a été enregistrée en 2015, en liaison avec les remboursements effectués suite à l'encaissement des ressources exceptionnelles extérieures. En revanche, le critère relatif au déficit budgétaire n'a pas été respecté, traduisant les difficultés récurrentes dans l'exécution du budget.

menant le degré d'ouverture de l'économie à 36,3% du PIB et le taux de couverture des importations par les exportations à 9,2% contre 41,2% et 10,8% respectivement en 2014.

Au niveau de la balance commerciale, cette situation s'est traduite par une diminution du déficit commercial de 6,3% pour se situer à 27,6% du PIB, en dépit d'un repli des exportations.

| | 2014 | 2015* |
|---|-------|-------|
| Taux de couverture (Exports FOB/ Imports FOB) | 10,8% | 9,2% |
| Degré d'ouverture (Exports FOB + Imports CAF) / PIB | 41,2% | 36,3% |

Source : BCC, DEEMF

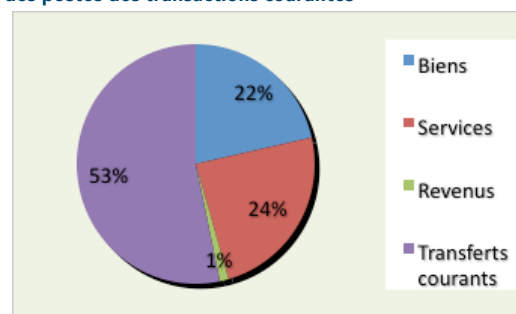
Concernant, le compte de capital et d'opérations financières, son solde s'est contracté pour ne représenter que 1,7% du PIB con-

tre 8,6% du PIB en 2014, en liaison avec la hausse des avoirs de réserves de la BCC.

2.4.1 Le compte des transactions courantes de la balance des paiements

En 2015, le compte des transactions courantes est ressorti excédentaire de 1,6 milliard FC contre un déficit de 21,7 milliards FC en 2014, en liaison avec la contraction de 5 milliards FC du déficit commercial (-6,3%), la forte amélioration du solde des services (passant d'un déficit de 5,1 milliards FC en 2014 à un excédent de 0,5 milliard FC 2015) et la consolidation de 12,4 milliards FC des transferts courants nets.

Structure de la variation positive des postes des transactions courantes



Source : BCC, DEEMF

Balance des Paiements (en millions FC)

| | 2014 | 2015* |
|--|----------------|----------------|
| Compte des transactions courantes | -21 743 | +1 557 |
| Biens | -79 471 | -74 480 |
| Crédit | 9 603 | 7 519 |
| Débit | -89 074 | -81 999 |
| Services | -5 165 | 468 |
| Crédit | 31 599 | 37 123 |
| Débit | -36 764 | -36 655 |
| Revenus | 1 426 | 1 708 |
| Crédit | 2 362 | 2 461 |
| Débit | -936 | -753 |
| Transferts courants | 61 467 | 73 861 |
| Crédit | 82 469 | 97 602 |
| Débit | -21 003 | -23 740 |
| Compte de capital et d'opérations financières | 20 548 | 4 267 |
| Compte de Capital | 22 218 | 16 484 |
| Crédit | 22 208 | 16 484 |
| Débit | 0 | 0 |
| Transferts de capital | 22 218 | 16 484 |
| Crédit | 22 218 | 16 484 |
| Débit | 0 | 0 |
| Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits | 10 | 0 |
| Crédit | 10 | 0 |
| Débit | 0 | 0 |
| Compte des opérations financières | -1 670 | -12 217 |
| Investissements directs | 1 735 | 2 087 |
| A l'étranger (par des résidents) | 0 | 0 |
| Dans l'économie déclarante (par des non-résidents) | 1 735 | 2 087 |
| Investissements de portefeuille | 0 | 0 |
| Avoirs | 0 | 0 |
| Engagements | 0 | 0 |
| Autres investissements | 4 087 | 6 961 |
| Avoirs | 5 161 | -1 444 |
| Engagements | -1 074 | 8 405 |
| Avoirs de réserve | -7 492 | -21 264 |
| Or monétaire | -36 | 5 |
| Droits de tirages spéciaux | 1 212 | -288 |
| Position de réserve au FMI | -22 | -23 |
| Devises étrangères | -8 416 | -20 977 |
| Autres créances | -231 | 18 |
| Erreurs et omissions nettes | 1 195 | -5 824 |
| * Chiffres provisoires | | |

Source : BCC, DEEMF

La balance des biens

La balance commerciale comorienne est structurellement déficitaire, en raison d'une part, de la faiblesse du tissu productif local, et d'autre part, de la faible diversification des exportations, limitées aux seuls produits de rente (vanille, essences d'ylang-ylang et girofle).

En 2015, le déficit commercial a diminué de 5 milliards FC, s'établissant à 74,5 milliards FC, soit 31,1% du PIB contre 33,2% en 2014. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse de 7,9% des importations à 82 milliards FC, en dépit d'une baisse de 21,7% des exportations à 7,5 milliards FC.

Au niveau des **exportations**, seule la vanille affiche une évolution positive,

avec des quantités exportées en hausse de 26,6%, évaluées à 1,1 milliard FC contre 0,6 milliard FC en 2014. Cette situation reflète l'accroissement des prix à l'exportation, qui se sont établis à 32.135 FC le Kg en 2015 contre 23.940 FC en 2014, soit une hausse de 34%, en liaison avec l'appréciation du dollar US et la remontée du cours mondial de la vanille.

Les essences d'ylang-ylang, qui affichent des prix moyens à l'exportation en hausse, de 30.657 FC le Kg en 2014 à 33.604 FC en 2015 (soit une hausse de 10%), ont subi la baisse de 12,5% du volume commercialisé, notamment de la qualité Extra, principale qualité exportée, portant les recettes d'exportation des essences d'ylang-ylang à hauteur de 862 millions FC contre 900 millions FC en 2014.

Au niveau du girofle, en dépit également d'une amélioration des prix à l'exportation de 1.682 FC le Kg à 1.809 FC (+7,5%), les quantités exportées ont chuté de 3.100 Tonnes en 2014 à 1.700 Tonnes en 2015 (-44,7%), ne rapportant que 3,1 milliards FC contre 5,1 milliards FC en 2014.

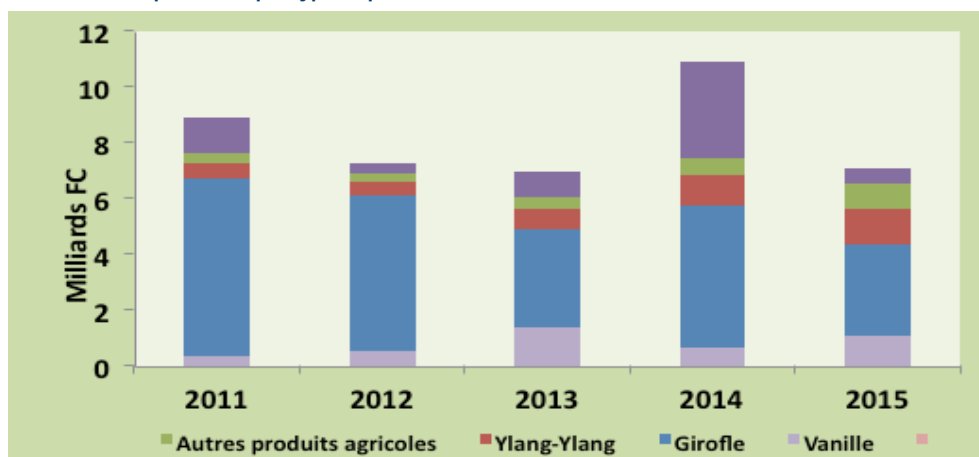
Par ailleurs, dans une moindre mesure, le recul des **exportations** trouve également une explication dans le caractère exceptionnel de l'année 2014 qui avait enregistré le rapatriement des engins de Colas.



Le girofle rapporte 3,1 milliards Fc en exportation



Evolution des exportations par type de produit

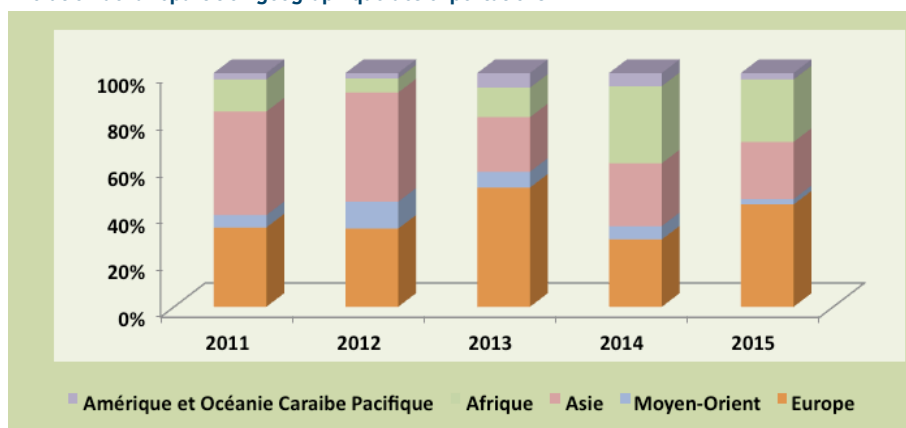


Source : BCC, DEEMF

En termes de répartition géographique, l'Europe consolide sa 1ère place dans la destination des produits comoriens, avec un gain de 15 points de pourcentage en part de marché, pour atteindre 43,8% du total des exportations. L'Asie conforte sa 2ème place avec une part de 24,5%. La forte progression de la part de l'Europe est à relativiser avec le recul des expor-

tations à destination de Madagascar, qui avaient enregistré en 2014 le rapatriement des équipements de Colas. Cette baisse des exportations à destination de Madagascar explique également celle des exportations à destination des pays du COMESA à 1,7 milliard FC contre 3,3 milliards FC en 2014.

Evolution de la répartition géographique des exportations



Source : BCC, DEEMF

Au niveau des importations, la valeur CAF a diminué, en liaison avec le fléchissement des achats de biens d'équipements, des produits pétroliers et des autres produits, et, en dépit de la hausse des produits alimentaires et des biens intermédiaires.

En données FAB, la valeur des importations des biens d'équipements s'est établie à 20,3 milliards FC, en baisse de 24,6% par rapport à 2014, en liaison avec le recul de 34,5% des importations des véhicules et autres engins de transports. En effet, ces importations ont représenté à 8,4 milliards FC seulement en 2015 contre 12,8 milliards FC en 2014. Par origine, ce repli a fortement concerné les importations en provenance des Emirats (3 milliards FC), celles en provenance de la France ne diminuant que de 0,9 milliard FC.

Concernant les importations des produits pétroliers, la valeur

totale des achats a également diminué de 14,2% à 17,9 milliards FC, en dépit de la hausse 8,1% des quantités importées.

Cette évolution traduit la baisse observée sur le plan mondial du cours du baril, même si elle a été limitée en raison de plusieurs facteurs :

- une baisse plus faible du prix des produits dérivés du pétrole (cas des carburants importés aux Comores),
- le coût élevé du fret maritime jusqu'aux Comores,
- les faibles chargements (9.717 tonnes en moyenne par cargaison) ne permettant pas des économies d'échelle,
- l'appréciation du dollar par rapport au franc comorien.

Les importations de produits alimentaires ont, en revanche, augmenté de 3,8%, s'établissant à 34,6 milliards FC. En effet, alors que le coût moyen d'approvisionnement des produits alimentaires a baissé de 10%,

la valeur globale importée affiche une hausse de 15%. Cette évolution s'explique d'une part par la hausse de 28% des quantités importées et d'autre part, par la remontée du dollar face au franc comorien.

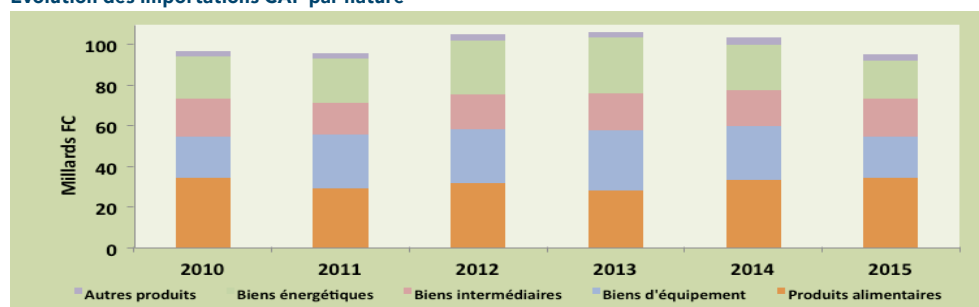
| Evolution de l'Indice global des produits alimentaires | | |
|--|----------------|----------------|
| | Indice courant | Indice déflaté |
| 2013 | 209,8 | 158,5 |
| 2014 | 201,8 | 152,0 |
| 2015 | 164,0 | 123,2 |

Source : FAO

A titre d'exemple, les importations de riz se sont accrues de 2,1%, passant de 11,9 milliards FC en 2014 à 12,1 milliards FC en 2015, tandis que les quantités associées s'accroissaient de 20,1%, entraînant ainsi une baisse de 15% du coût moyen d'approvisionnement.

Par ailleurs, les importations des biens intermédiaires se sont accrues de 5,6% à 18,7 milliards FC, notamment au niveau des matériaux de construction, 19,1% pour la ferraille à 3 milliards FC, 4,3% pour le carrelage à 1,4 milliard et 3,2% pour le ciment à 7 milliards.

Evolution des importations CAF par nature



Source : BCC, DEEMF

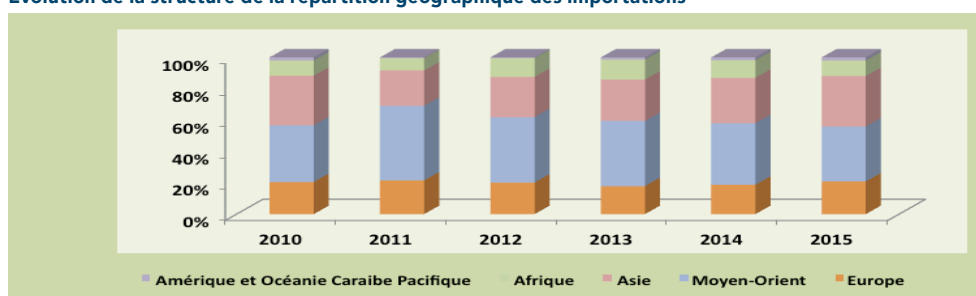
Quant aux importations des autres produits, elles ont diminué de 30,6% à 2,7 milliards FC, en relation notamment avec le repli des achats des produits pharmaceutiques de 54,8% à 0,7 milliard FC et des produits cosmétiques de 13,7% à 0,9 milliard FC.

L'Asie a consolidé son 2ème rang de fournisseurs avec un gain de 3,3 points de pourcentage dans sa part de marché pour s'établir à 32,2% en 2015, bien que la valeur soit restée stable à 30,7 milliards FC, en liaison avec la bonne tenue des importations du riz et du ciment.

Par provenance, les pays du Moyen-Orient, avec une valeur importée de près de 33,3 milliards FC demeurent au 1er rang des fournisseurs, bien que leur part dans le total des importations ait diminué de 39,3% en 2014 à 35%, en liaison avec le recul des importations en provenance des Émirats Arabes Unis, impactées par la dépréciation du Franc Comorien par rapport au dirham des Émirats Arabes Unis.

Profitant de la dépréciation du franc comorien par rapport au dollar, l'Europe a consolidé sa 3ème place, avec une part à 20,9% contre 18,7% en 2014. La valeur des importations en provenance de l'Europe a augmenté de 4% à 19,9 milliards FC, dont 18,1 milliards FC en provenance de la Zone Euro.

Evolution de la structure de la répartition géographique des importations



Source : BCC, DEEMF



La balance des services

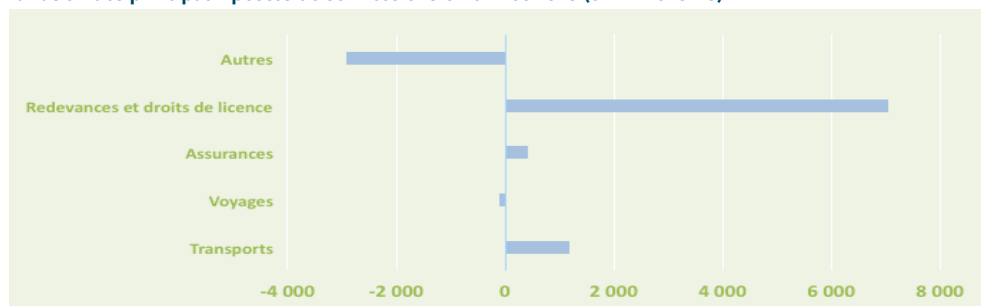
L'évolution de la balance des services est ressortie excédentaire à 0,5 milliard FC contre un déficit 5,2 milliards FC en 2014, en liaison essentiellement avec le produit exceptionnel enregistré au niveau des services de redevances et droits de licence, suite à l'encaissement du produit de la vente d'une licence d'exploitation des services de téléphonie mobile à une société étrangère.

En revanche, le solde du poste « voyages » a enregistré une baisse de 1,1% à 8,6 milliards FC en 2015, résultant

d'une hausse de 1,4% des recettes à 17,9 milliards FC et d'un repli de 3,9% des dépenses à 9,4 milliards FC.

Le solde déficitaire des transports s'est atténué de 6,6% à 16,6 milliards FC. Cette évolution trouve son origine dans la baisse des dépenses (-6%) plus accentuée que celle des recettes (-1,5%). Les dépenses à ce titre ont diminué de 1,2 milliard FC, suite à la baisse considérable des dépenses pour fret de marchandises, en corrélation avec la baisse du volume des importations.

Variation des principaux postes de services entre 2014 et 2015 (en millions FC)



Source : BCC, DEEMF

La balance des revenus

Le poste excédentaire des revenus a augmenté à 1,7 milliard FC contre 1,4 milliard FC en 2014, en liaison avec une amélioration des rémunérations de salaires et des flux créditeurs et une contraction des flux débiteurs.

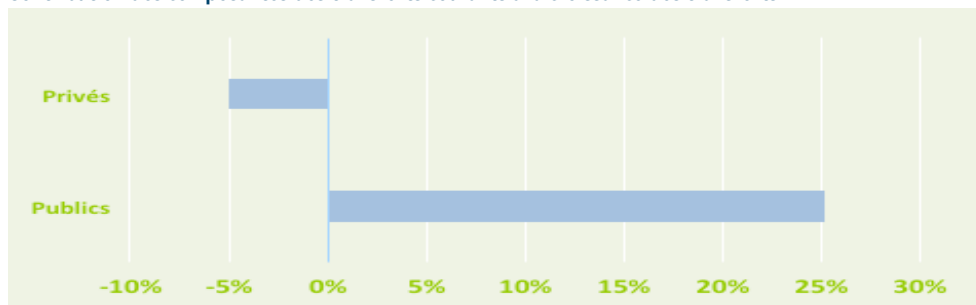
La balance des transferts courants

L'excédent de la balance des transferts courants s'est consolidé en 2015 pour se situer à 74,9 milliards FC contre 61,5 milliards FC en 2014, en liaison avec une hausse plus accentuée du rythme

des recettes (+18,3%) que celle des dépenses (+13%). Les transferts courants publics sont passés de 15,5 milliards FC à 27 milliards FC, en liaison avec le don Saoudien reçu à la fin de 2015.

Les transferts courants nets privés ont en revanche diminué de 6,2% à 46,7 milliards FC. Ce repli des transferts nets privé trouve son origine dans l'augmentation de 13,2% des sorties transferts, en dépit d'une évolution stable des entrées de fonds à 70,4 milliards FC.

Contribution des composantes des transferts courants à la croissance des transferts



Source : BCC, DEEMF



2.4.2 Le compte de capital et d'opérations financières

En 2015, l'excédent de la balance des opérations en capital et financières s'est contracté de 16,3 milliards FC pour se situer à seulement 4,3 milliards FC.

L'excédent du compte de capital s'est contracté de 5,2 milliards FC pour revenir à 16,5 milliards FC en 2015, en liaison avec les difficultés rencontrées dans la mobilisation des ressources pour le financement du Plan d'Investissement Public qui se sont traduites par un faible taux d'exécution des dépenses en capital.

En revanche, l'excédent du compte financier hors réserves s'est amélioré de 3,2 milliards FC pour se situer à 9 milliards FC en 2015.

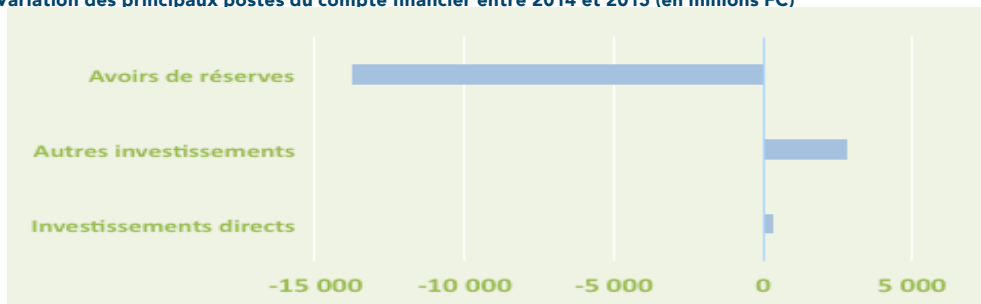
La balance des investissements directs s'est établie à 2,1 mil-

liards FC contre 1,7 milliard FC en 2014, traduisant l'arrivée du nouvel opérateur mobile et ce, en dépit de la contre-performance de la sphère productive, dont l'accroissement des charges d'exploitation pour pallier aux difficultés énergétiques a impacté les profits, et par ricochet les bénéfices réinvestis.

En ce qui concerne la balance des autres investissements, son excédent a continué à se maintenir à un niveau élevé soit 7 milliards en 2015 contre 4,1 milliards FC en 2014, en liaison avec les tirages effectués sur les emprunts effectués pour la construction d'une centrale à fuel lourd et du projet de fibre optique.

Les avoirs de réserve de la BCC ont augmenté de 21,3 milliards FC, permettant ainsi d'améliorer le ratio de couverture des importations des biens et services, qui s'établirait à 8,2 mois contre 5,6 mois en 2014.

Variation des principaux postes du compte financier entre 2014 et 2015 (en millions FC)



2.5 EVOLUTION DU SECTEUR MONETAIRE

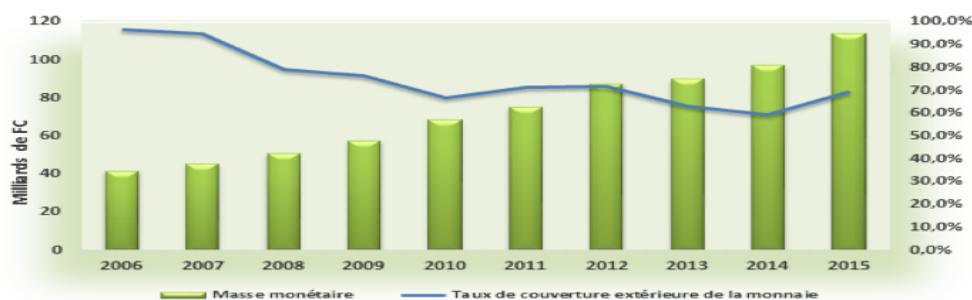
La croissance des agrégats monétaires a été fortement influencée par l'aide budgétaire de l'Arabie Saoudite et l'encaissement du produit de la vente d'une licence de téléphonie mobile, tous deux enregistrés en décembre 2015.

En effet, jusqu'à novembre 2015, l'augmentation de la monnaie en circulation était limitée à 8% par rapport à fin 2014, tirée par l'accroissement du Crédit Intérieur. A fin décembre 2015, la masse monétaire s'est élevée

à 113,8 milliards FC, affichant une hausse de 8,3% par rapport à novembre 2015 et de 17,1% par rapport à son niveau de fin décembre 2014.

Cette évolution a résulté de l'accroissement du crédit au secteur privé (+16,3%), mais aussi et surtout de la consolidation des avoirs extérieurs nets (+37,9%). En conséquence, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est fortement amélioré, s'établissant à 69,8% contre 59,3% en 2014, permettant ainsi de couvrir 8,2 mois d'importations de biens et services contre 5,6 mois en 2014.

Évolution de la masse monétaire et du taux de couverture extérieure de la monnaie



Source : BCC, DEEMF

2.5.1 Evolution de la masse monétaire

Les composantes de la masse monétaire ont évolué comme suit :

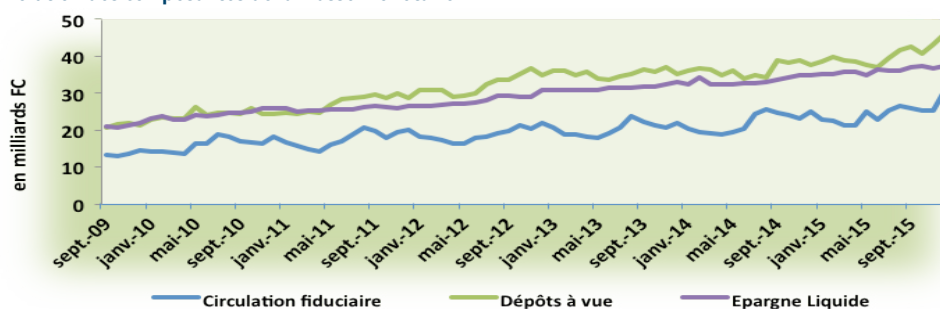
- l'agrégat « M1, Moyens de paiements » a enregistré une forte
- la circulation fiduciaire a atteint 30,4 milliards FC contre 24,7

hausse de 22,7% sur un an, et de 11,7% entre novembre et décembre 2015, en liaison avec l'évolution de ses sous-composantes :



- milliards FC à fin décembre 2014, soit une hausse de 23,1%, en relation avec le paiement de trois mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires. Sur un mois, entre novembre et décembre 2015, la circulation fiduciaire affiche une hausse de 20,5%,
- dans cette même tendance, les dépôts à vue ont augmenté de 22,5% par rapport à décembre 2014, s'élevant à près de 46 milliards FC
- en décembre 2015 contre 37,6 milliards FC en décembre 2014.
- L'agrégat « M2 - M1, Epargne liquide » a enregistré une hausse de 7,2%, portant le niveau de l'épargne à 37,4 milliards FC après 34,9 milliards FC en décembre 2014. Sa part dans M2 s'est établie à 32,9% en 2015 contre une part de 35,9% en 2014.

Evolution des composantes de la masse monétaire



Source : BCC, DEEMF

Evolution de la masse monétaire (en millions FC)

| EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE | Encours (millions FC) | | | | | Variation (%) / Déc 2015 | |
|---|-----------------------|---------|---------|---------|---------|--------------------------|---------|
| | déc-14 | mars-15 | juin-15 | sept-15 | déc-15 | déc-14 | juin-15 |
| M1 / Moyens de paiements | 62 252 | 59 869 | 59 997 | 68 337 | 76 379 | 22,7 | 27,3 |
| Circulation Fiduciaire hors BEF | 24 693 | 21 036 | 22 810 | 25 796 | 30 387 | 23,1 | 33,2 |
| Dépôts à vue | 37 560 | 38 834 | 37 188 | 42 541 | 45 992 | 22,5 | 23,7 |
| Banque Centrale | 1 008 | 652 | 740 | 1 700 | 2 039 | 102,4 | 175,3 |
| Banques et Etablissements Financiers | 36 552 | 38 182 | 36 447 | 40 841 | 43 953 | 20,2 | 20,6 |
| M2 - M1 / Epargne Liquide | 34 886 | 35 945 | 36 466 | 36 977 | 37 380 | 7,2 | 2,5 |
| M2 / Masse Monétaire | 97 139 | 95 815 | 96 464 | 105 314 | 113 759 | 17,1 | 17,9 |

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

2.5.2 Les contreparties de la masse monétaire

Inscrits dans une tendance baissière tout au long de l'année, s'établissant à 51 milliards FC à fin novembre 2015 après 57,6 milliards FC à fin décembre 2014, les avoirs extérieurs nets ont enregistré une forte hausse en décembre 2015 pour s'établir à 79,4 milliards FC, soit +37,9% par rapport à décembre 2014 et +53,8% par rapport à novembre 2015.

Cette évolution de la position extérieure nette résulte es-

sentiellement de la hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale, du fait de la comptabilisation des concours financiers extérieurs reçus en décembre 2015.

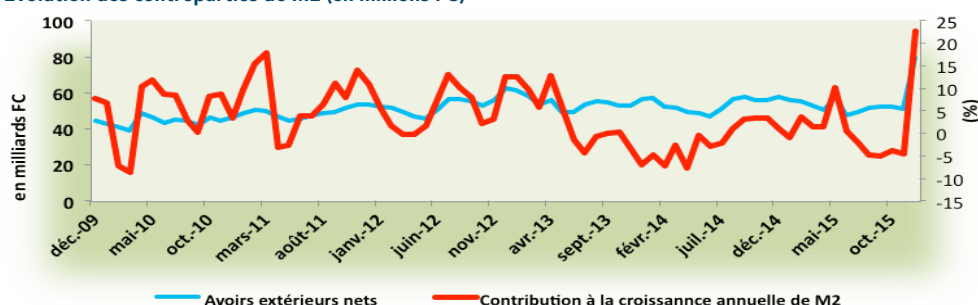
La position extérieure nette des autres établissements financiers s'est consolidée, s'établissant à 1,8 milliard FC en décembre 2015 contre 0,6 milliards FC en décembre 2014, suite à l'amélioration des avoirs bruts, les engagements extérieurs se contractant légèrement sur la période.

Evolution des contreparties de M2 (en millions FC)

| EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2 | Encours (millions FC) | | | | | Variation (%) / Déc 2015 | |
|--|-----------------------|---------|---------|---------|---------|--------------------------|---------|
| | déc-14 | mars-15 | juin-15 | sept-15 | déc-15 | déc-14 | juin-15 |
| AVOIRS EXTERIEURS (NETS) | 57 566 | 52 612 | 47 111 | 52 507 | 79 363 | 37,9 | 68,5 |
| Banque Centrale des Comores | 56 996 | 53 923 | 47 789 | 50 720 | 77 525 | 36,0 | 62,2 |
| Banques et Etablissements Financiers | 570 | -1 311 | -678 | 1 787 | 1 837 | 222,5 | -370,9 |
| CREDIT INTERIEUR | 67 525 | 70 374 | 76 027 | 79 223 | 64 417 | -4,6 | -15,3 |
| Créances nettes sur l'Administration Centrale | 8 457 | 9 460 | 10 673 | 12 506 | -4 264 | -150,4 | -139,9 |
| Créances brutes (sur l'Administration Centrale) | 16 203 | 16 812 | 17 134 | 17 097 | 12 062 | -25,6 | -29,6 |
| Dépôts (de l'Administration Centrale) | 7 746 | 7 352 | 6 460 | 4 591 | 16 325 | 110,8 | 152,7 |
| Crédits à l'économie | 59 068 | 60 914 | 65 354 | 66 716 | 68 680 | 16,3 | 5,1 |
| Autres Sociétés Financières | 21 | 20 | 20 | 0 | 0 | | -100,00 |
| Adm. États Fédérés et Locales | 166 | 153 | 140 | 128 | 110 | -33,8 | -21,5 |
| Sociétés Non Financières Publiques | 861 | 788 | 859 | 756 | 797 | -7,4 | -7,3 |
| Autres Sociétés Non Financières | 30 743 | 31 394 | 33 038 | 33 218 | 35 094 | 14,2 | 6,2 |
| Autres Secteurs Résidents | 27 277 | 28 559 | 31 297 | 32 614 | 32 679 | 19,8 | 4,4 |
| AUTRES POSTES NETS | -27 953 | -27 172 | -26 674 | -26 415 | -30 020 | 7,4 | 12,5 |
| Total des Contreparties | 97 139 | 95 815 | 96 464 | 105 314 | 113 759 | 17,1 | 17,9 |

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Evolution des contreparties de M2 (en millions FC)

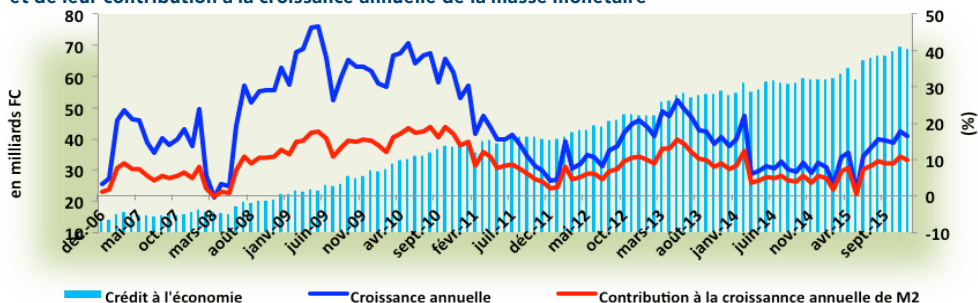


Source : BCC, DEEMF

Le crédit intérieur a enregistré une contraction de 4,7%, passant de 67,5 milliards FC à fin décembre 2014 à 64,3 milliards FC à fin décembre 2015, en relation avec la forte réduction de la dette intérieure bancaire de l'Etat (-25,6%), accompagné d'une hausse de 110,8% de ses dépôts,

concourant au renforcement de la position nette du gouvernement auprès du secteur bancaire, devenue excédentaire de 4,3 milliards FC, alors qu'elle était débitrice de 9,8 milliards FC en novembre 2015.

Evolution des crédits à l'économie, de leur taux de croissance annuelle et de leur contribution à la croissance annuelle de la masse monétaire



Source : BCC, DEEMF

En revanche, au niveau des crédits à l'économie, la tendance haussière observée ces dernières années s'est poursuivie. En effet, l'encours des crédits au secteur privé est passé de 59,1 milliards FC à fin décembre 2014 à 68,6 milliards FC à fin décembre

2015, après un pic de 69,5 milliards FC au mois de novembre 2015. Ces concours sont essentiellement orientés vers les entreprises privées (51,2% du total des financements contre 52% en décembre 2014) et les ménages (47,5% contre 46,2 en décembre 2014).

Evolution des crédits par échéance

| EVOLUTION DU CREDIT SAIN PAR ECHEANCE | Encours (millions FC) | | | | Variation (%) / Déc 2015 | | |
|---|-----------------------|---------|---------|---------|--------------------------|--------|---------|
| | déc-14 | mars-15 | juin-15 | sept-15 | déc-15 | déc-14 | juin-15 |
| Crédit à court terme (y compris les découverts) | 30 443 | 30 407 | 33 521 | 34 311 | 34 973 | 14,9 | 4,3 |
| Crédit à moyen terme | 16 199 | 16 969 | 15 881 | 15 963 | 17 377 | 7,3 | 9,4 |
| Crédit à long terme | 1 029 | 1 140 | 3 092 | 2 824 | 3 044 | 195,8 | -1,6 |

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

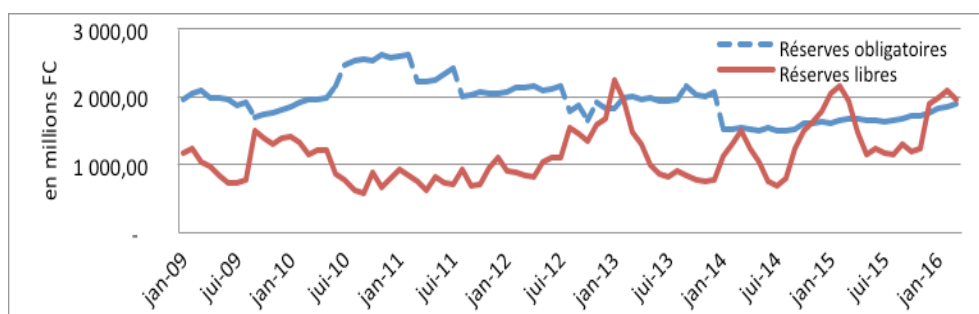
En termes d'échéances, les crédits à court terme ont progressé sur la période, passant de 30,4 milliards FC en décembre 2014 à près de 35 milliards FC en décembre 2015, soit une hausse de 14,9%. Les crédits à moyen et long terme se sont également inscrits en hausse, passant respectivement de 16,2 milliards FC à 17,4 milliards FC (+7,3%) et de 1 milliard FC à 3 milliards FC (+195,8%).

2.6 LA CONDUITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La Banque centrale des Comores dispose essentiellement de trois

instruments de régulation de la liquidité, les taux d'intérêt, les réserves obligatoires et les plafonds de refinancement, mais recourt régulièrement au seul mécanisme de réserves obligatoires.

Ce dispositif, assis sur les dépôts de la clientèle, s'applique uniformément à l'ensemble des établissements de crédit (Banques, IFD, SNPSF). Le taux de constitution est fixé à 15% depuis le 1er janvier 2014, l'évolution modérée des fondamentaux de l'économie comorienne (taux de croissance, taux d'inflation, liquidité du système bancaire) justifiant son maintien.

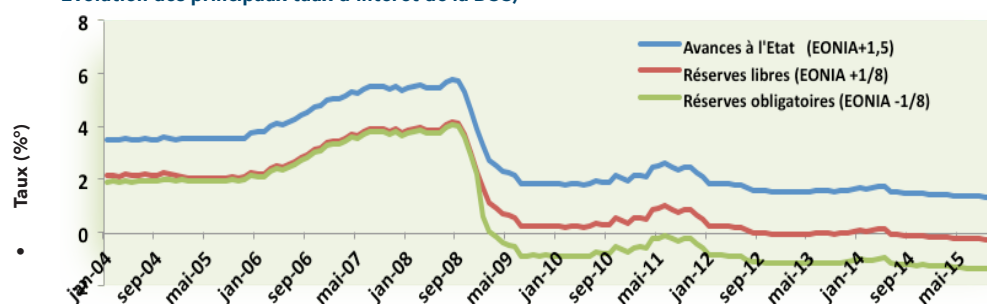


Source : BCC, DEEMF

Les réserves obligatoires sont rémunérées au taux EONIA -1,25 et les réserves libres EONIA-1/8. La baisse des taux d'intérêt (EONIA en territoire négatif) a fortement impacté les charges générées par ces dépôts auprès de la BCC, la rémunération n'étant plus servie sur les dépôts de ce fait. En effet, le taux pour la rémunération des réserves obligatoires est ressorti à -1,36% en moyenne en

2015 contre -1,15% en 2014, après -1,16% en 2013 et -0,97% en 2012. Pour les réserves libres, le taux est resté négatif toute l'année contrairement à l'année 2014 où il avait affiché positif sur les 5 premiers mois de l'année, avant de chuter, et s'est établi à -0,23% en moyenne en 2015 contre -0,03% en 2014 comme en 2013.

Evolution des principaux taux d'intérêt de la BCC)



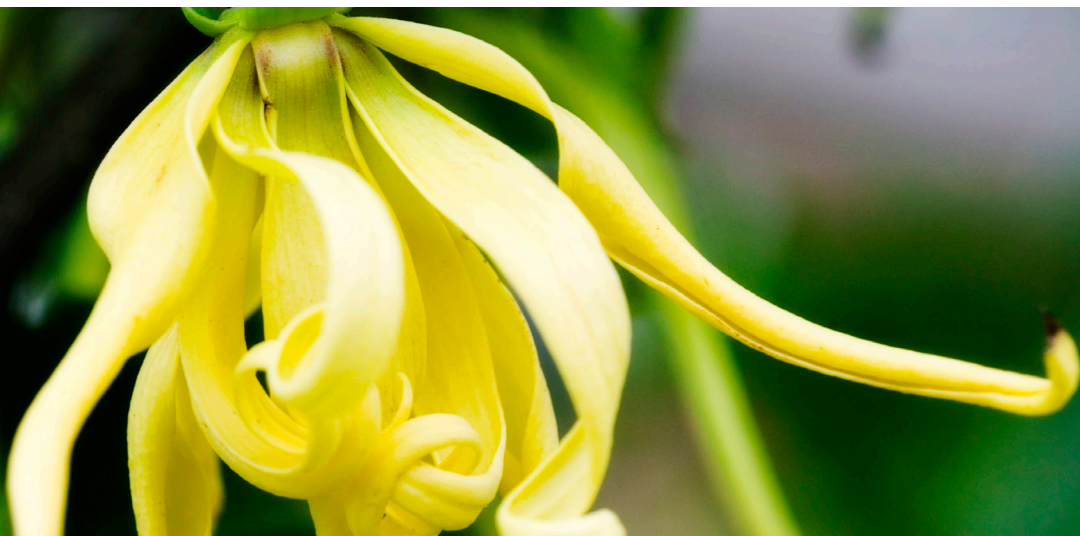
Source : BCC, DEEMF

Au niveau des autres taux de la BCC, à savoir le taux d'escompte et le taux d'intérêt sur les avances à l'Etat, tous deux indexés à EONIA majoré de 1,5 point, ils sont ressortis à 1,39% en moyenne en 2015 contre 1,6% en 2014, en liaison avec la baisse de l'EONIA.

Par ailleurs, dans le cadre de ses travaux de modernisation des outils de politique monétaire, la Banque centrale a publié un règlement

obligeant les établissements de crédit à calculer et à communiquer à leurs clients emprunteurs un « taux effectif global » sur chaque contrat de crédit. Les premières déclarations ont commencé en décembre 2015. Dans l'attente d'une série longue, qui permettra d'arrêter des taux de l'usure sur les différents types de crédit, le Conseil d'administration de la Banque centrale a maintenu la fourchette des taux débiteurs à [7% - 14%], édictée par le Ministre des Finances.

Euro Overnight Index Average (EONIA) : taux calculé par la BCE et diffusé par la FBE (Fédération Bancaire de l'Union Européenne). Il résulte de la moyenne pondérée de toutes les transactions au jour le jour de prêts non garantis réalisées par les banques retenues pour le calcul de l'euribor.



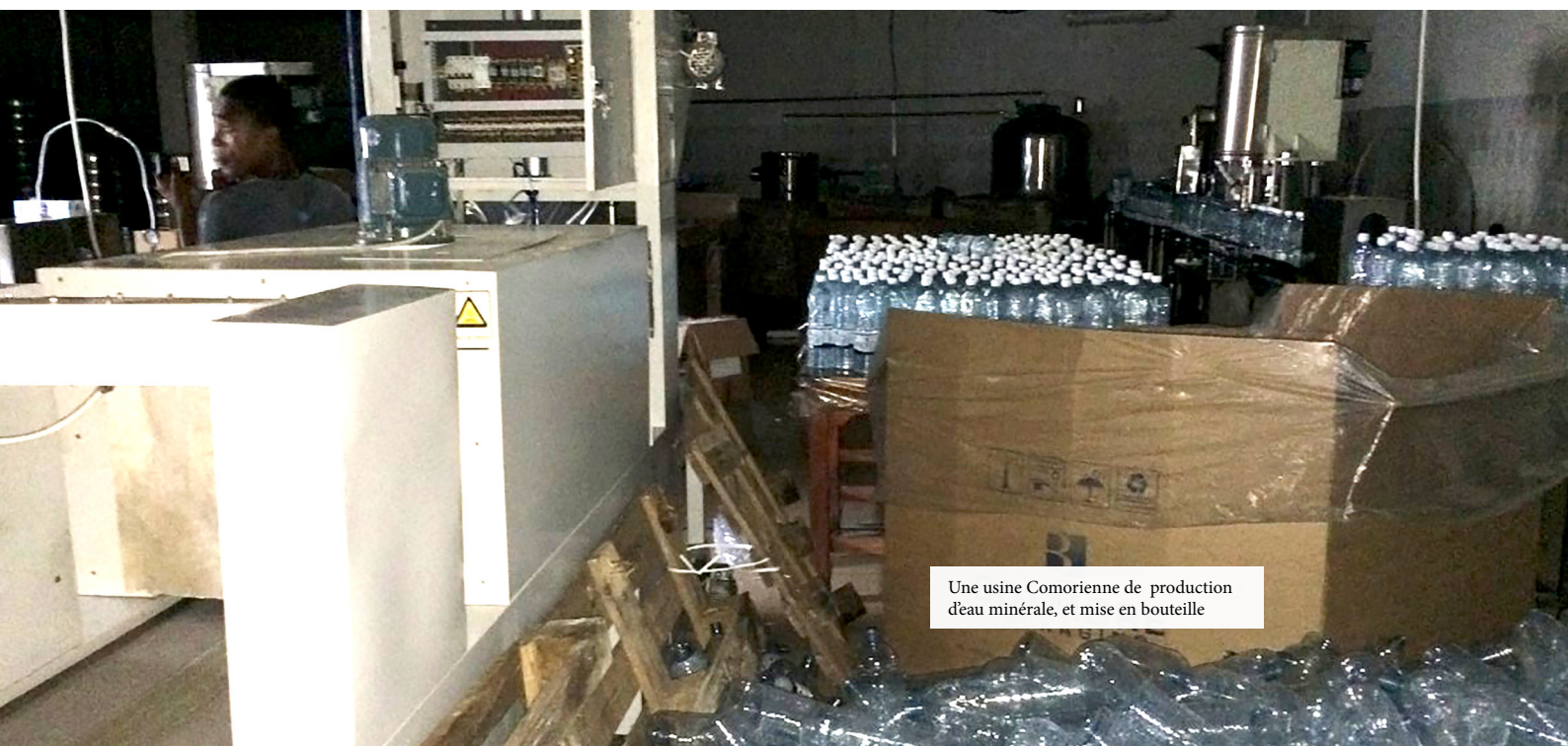
Les actions du secteur privé et les interventions des partenaires au développement

Confronté à de nombreuses contraintes, liées en particulier aux formalités administratives, aux facteurs de production et à l'accès aux marchés, le secteur privé va tirer bénéfice des mesures en cours de réalisation, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la SCA2D :

- la création d'un centre de gestion agréé,
- la mise en place de la Commission Nationale sur la Concurrence,
- l'élaboration du code de commerce,
- la mise en œuvre des coopératives agricoles à travers le projet « Amélioration de la compétitivité des exportations des produits de rente » financé par le PNUD,
- l'opérationnalisation du crédit-bail,
- l'élaboration de la politique nationale d'investissement :
avec l'appui de la BID, un bureau d'étude a été recruté pour appuyer le gouvernement à se doter de cette politique nationale d'investissement moderne qui sera en adéquation avec les orientations du Gouvernement en matière de politique économique.

Au niveau du climat des affaires, l'Union des Comores a gagné quelques points au niveau du classement 2015 du Doing Business, passant de la 159ème place à la 154ème, grâce notamment aux critères relatifs à l'accès au crédit avec la mise en place de la Centrale des Risques et des Incidents de Paiement, et à la création d'entreprises, avec la réduction du capital social de 750 000 KMF à 100 000 KMF pour la création d'une SARL.

Par ailleurs, les partenaires au développement continuent à apporter leurs appuis multiformes à l'Union des Comores :santé, environnement,routes, énergie, finances publiques,...



Une usine Comorienne de production
d'eau minérale, et mise en bouteille



3.1 ACTIONS DU SECTEUR PRIVE COMORIEN

3.1.1 L'organisation du secteur privé

a. Le MODEC

Le Mouvement des Entreprises Comoriennes, MODEC, est une association à but non lucratif et apolitique, dont la mission principale est la représentation et la défense des intérêts du secteur privé comorien.

Il a été créé le 8 février 2014 par la fusion de plusieurs organisations du secteur privé. Ses adhérents sont des entreprises privées ou groupements d'entreprises, des cabinets de professions libérales, des organisations professionnelles nationales, des groupements interprofessionnels.

Le MODEC est représenté dans 8 instances nationales : Autorité de Régulation des Marchés Publics, Caisse Nationale des Solidarités et de Prévoyance Sociale, Fonds d'Entretien Routier, Commission Nationale de lutte contre la corruption, le Conseil Scientifique de l'Université, la Maison De l'Emploi, le Conseil Consultatif du Travail et de l'Emploi et l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, et assure le secrétariat exécutif de la plateforme public privé.

A fin juin 2015, le MODEC compte 184 entreprises, dont 84 affiliées directement, et représente différents secteurs (agriculture et pêche, industrie de fabrication, énergie, TIC, BTP construction, commerce, Tourisme, Exportation, services).

b. L'UCCIA

L'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des Comores (UCCIA) et les chambres régionales (CCIA) sont des établissements publics autonomes, à caractère professionnel, créés par la loi N° 95-01 1/AF du 23 juin 1995.

L'UCCIA a comme principales missions d'appuyer la création et le développement de l'entreprise aussi bien sur le plan local qu'à l'échelle internationale, à travers des services administratifs, de formation, d'information et de mise en réseau. Elle joue un rôle d'interface public-privé, de conseil envers l'Etat,

3.1.2 Les différentes actions entreprises au profit du secteur privé

Le secteur privé comorien est confronté à de nombreux obstacles liés en particulier aux formalités administratives, aux facteurs de production et à l'accès aux marchés. Même si des efforts ont été récemment réalisés avec la simplification des procédures de création d'entreprises, certaines contraintes demeurent, notamment :

- Le système fiscal jugé lourd et complexe par les opérateurs économiques;

d'accompagnement et d'appui à la communauté d'affaires. Elle représente, au niveau national et international, les intérêts de toutes les Chambres Régionales. Elle représente les intérêts communs des opérateurs économiques dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, de la pêche, et des prestations de service.

Elle a développé en son sein plusieurs services, notamment :

- **La Cour d'arbitrage des Comores, CACOM**, qui a pour mission de régler les litiges pouvant opposer les différents opérateurs économiques, en proposant des solutions acceptables à toutes les parties, en vue d'éviter les procédures judiciaires, souvent longues et onéreuses.

En 2015, la CACOM a accueilli 18 dossiers à la médiation et 7 dossiers à l'arbitrage contre 15 dossiers à médiation et 6 dossiers à l'arbitrage en 2014.

- **Le Centre de Formalités Administratives des Entreprises, CFAE** : ce centre, mis en place en 2012, a pour but de regrouper en un seul endroit l'ensemble des services concourant à la création d'entreprise. En 2015, les CFAE ont enregistré la création de 190 entreprises, après 163 en 2014 et 159 en 2013. En 2015, une réforme a été introduite par le gouvernement, ramenant le capital minimum d'une SARL de 750.000 FC à 100.000 FC afin de réduire les coûts de la création d'entreprise.

- **L'Institut Consulaire de Formation**, afin de mieux valoriser les compétences des opérateurs économiques. L'institut a dispensé plusieurs formations en 2015 comme en 2014 :

- Management de l'Entreprise: 24 participants
- Gestion des Ressources Humaines: 18 participants
- Hygiène en Restauration: 10 participants
- Nutrition et diététique: 08 participants

- Les divergences d'interprétation sur les avantages octroyés par le Code des investissements;

- L'accès à l'énergie électrique, en quantité et en qualité suffisantes;

- L'insuffisance en quantité et en qualité des ressources humaines;

- La mauvaise qualité des infrastructures de transport routier, maritime et aérien;

- L'absence d'un cadre législatif et réglementaire clair sur la concurrence.

Toutefois, dans le cadre de la mise œuvre de la SCA2D, des actions sont en cours pour renforcer le secteur privé comorien, notamment :

- la création d'un centre de gestion agréé: L'ANPI, la Chambre de commerce et l'AMIE essaient toutefois d'encadrer dans la mesure du possible les entreprises, en leur donnant des informations et parfois des formations spécifiques;
- la mise en place de la Commission Nationale sur la Concurrence,
- l'élaboration du code de commerce,
- la mise en œuvre des coopératives agricoles à travers le projet « Amélioration de la compétitivité des exportations des produits de rente » financé par le PNUD,

- l'opérationnalisation du crédit-bail,

- l'élaboration de la politique nationale d'investissement : avec l'appui de la BID, un bureau d'étude a été recruté pour appuyer le gouvernement à se doter de cette politique nationale d'investissement moderne qui sera en adéquation avec les orientations du Gouvernement en matière de politique économique.

Par ailleurs, au niveau du climat des affaires, l'Union des Comores a gagné quelques points au niveau du classement 2015 du Doing Business, passant de la 159ème place à la 154ème, grâce notamment à deux critères :

- l'accès au crédit avec la mise en place de la Centrale des Risques et des Incidents de Paiement,

- la création d'entreprises, avec la réduction du capital social de 750 000 KMF à 100 000 KMF pour la création d'une SARL.

La médiation et l'arbitrage sont deux modes alternatifs de règlement des litiges commerciaux. La médiation est un mode amiable de règlement de litige avec l'appui d'un médiateur désigné par les parties alors que l'arbitrage est un mode juridictionnel de règlement de litige sous l'autorité d'un ou plusieurs arbitres désignés par les parties et dont la sentence est impérative et définitive.

3.2 INTERVENTIONS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

3.2.1 L'Agence Française de Développement

Conformément au Document cadre de partenariat signé entre la France et les Comores pour la période 2012-2014, confortés par le Document de Programmation Conjointe (DPC) France / Union

Européenne pour les Comores sur la période 2015-2020, les financements de l'AFD se sont concentrés sur trois secteurs (santé, eau-environnement, secteur financier et productif) :

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---------------|--------|------|---------|--------|--------|---------|--------|--------|--------|
| Autorisations | 1,6 M€ | 3 M€ | 11,5 M€ | 4,9 M€ | 5,2 M€ | 22,5 M€ | 1,3 M€ | 3 M€ | 8,7 M€ |
| Décaissements | 1,5 M€ | 2 M€ | 6 M€ | 5,7 M€ | 5,3 M€ | 6,5 M€ | 9,9 M€ | 5,4 M€ | 4,6 M€ |

Au niveau de la santé, une enveloppe de 19,6 M€ a été dégagée, visant notamment :

- deux importants projets nationaux d'appui à l'amélioration de la santé maternelle et infantile (financés dans le cadre de l'initiative Muskoka en faveur de l'atteinte des OMD 4 et 5 ciblant les hôpitaux de référence du pays : réhabilitation /reconstruction, équipement des structures de santé, formation du personnel, appui à la gestion hospitalière et financement de la santé),

- un projet d'appui à l'amélioration de la qualité des soins et au renforcement des capacités d'organisation de Caritas Comores,

- un projet de renforcement de la santé maternelle sur l'île d'Anjouan visant à contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

En 2015, un nouveau programme PASCO III a été consenti pour un montant de 7 M€, dont les priorités sont le renforcement des capacités du Ministère de la santé, le renforcement de l'offre de soins et de la qualité des services offerts aux femmes enceintes et



aux enfants et le financement de la santé basé sur la performance.

Au niveau de l'eau potable et de l'environnement, 22,1 M€ de subventions ont été octroyés pour :

- i) la poursuite des appuis aux deux fédérations de gestion communautaire de l'eau d'Anjouan et de Mohéli (UCEA et UCEM),
- ii) la réalisation de quatre projets d'adduction d'eau potable sur l'île de la Grande Comore, à Anjouan et sur le plateau de Djandro à Mohéli.

Un nouveau programme est en instruction, pour un montant de l'ordre de 6M€, avec comme objectif principal le renforcement de la Gouvernance du secteur de l'Eau (efficacité et légitimité de l'action publique) dans le cadre de la réforme du secteur adoptée en 2015. Il vise à structurer et à opérationnaliser les outils de mise en œuvre de cette réforme sectorielle.

Sur le plan institutionnel, l'agence continue d'appuyer la Direction Générale chargée du secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'AFD intervient également dans le secteur de l'environnement depuis 2014, avec un projet de soutien au Parc Marin de Mohéli (3 M€), visant à protéger la biodiversité exceptionnel du parc.

En 2015, les principales actions ont porté sur le suivi des projets actifs du portefeuille (AEP Djandro, GECEAU, Sima, AEP Domoni), les évaluations décentralisées sur les projets passés (PAGEC et ReSEAU), et le lancement des projets dans le secteur de l'environnement (Parc Marin de Mohéli), avec les premières études relatives à la constitution du fonds fiduciaire de conservation et la mise en œuvre du projet d'appui au développement du PMM.

Au niveau du secteur financier et du secteur productif, l'AFD a dégagé 11,6 M€ pour:

- i) la relance de l'activité de crédit de la Banque de Développement des Comores - BDC - (financement d'une expertise permanente et de la refonte de son système d'information en vue de sa privatisation)
- ii) un appui à la professionnalisation et à l'évolution stratégique de la Caisse des MECK de Moroni (microfinance),
- iii) un appui au système d'information et à la professionnalisation du réseau des SANDUK d'Anjouan (microfinance) avec la mise en place d'une ligne de crédit,
- iv) des actions de renforcement et de diversification des filières agricoles pilotées par la Vice — Présidence chargée du Ministère de la Production et de l'Environnement,

v) le désenclavement et le développement économique de la région pauvre et isolée de Jimilimé sur l'île d'Anjouan.

En 2015, l'AFD s'est attachée particulièrement à :

- Evaluer les projets passés (CKM1073 et CKM1077 - l'URSA, CKM1066 - Meck Moroni),
- Assurer le suivi des projets actifs du portefeuille (CKM3010 - BDC),
- Lancer un projet régional (CZZ 1680 - PRCC-OI),
- Instruire un programme de diversification de l'offre financière et non financière visant à dynamiser le secteur productif (CKM1086 - ASP Microfinance, étude de faisabilité réalisée fin 2015, octroi prévu en 2016 pour un montant approximatif de 4 M€),
- Lancer une étude sur les perspectives de concours en faveur du secteur privé et en non souverain aux Comores.

Autres domaines d'interventions:

Renforcement des Capacités :

- octroi de deux nouveaux concours sur le Fonds d'Etude et de Renforcement des Capacités (CKM1087 pour un montant de 500 k€ et CKM1088 pour un montant de 420 k€), permettant de soutenir des études pour de futurs projets et des actions de renforcement de capacités pour les autorités.
- formation continue aux cadres comoriens à travers l'institut de formation de l'AFD, le Centre d'études financières, économiques et bancaires (CEFEB). Depuis sa création, plus de 70 stagiaires comoriens ont participé à des formations dispensées en France pour des cycles longs et/ou des sessions spécialisées à l'intention des dirigeants d'entreprises et des directeurs financiers.

Gouvernance financière : Dans le cadre du transfert à l'AFD des projets « Gouvernance » soutenus par l'Etat français, l'AFD a initié fin 2015 un programme de consolidation des administrations financières (projet PROCAF, 0,8 M€), visant le renforcement des capacités des régies financières de l'Etat comorien.

Climat : mobilisation de l'Agence sur la thématique du changement climatique, dans un contexte de COP21. Déploiement d'un plan d'actions, comprenant l'animation de conférences, l'organisation d'un débat citoyen sur le changement climatique et la présentation de l'exposition « 60 solutions face au changement climatique ».

Coordination inter-bailleurs : démarrage fin 2015 des réunions des Groupes Techniques Sectoriels réunissant acteurs publiques, société civile et PTF, afin de procéder à un bilan de la première année de mise en œuvre de la SCA2D et de renforcer à l'avenir la coordination de l'aide. Désignation de l'AFD en tant que chef de file sur le secteur privé et, par délégation de la Banque Mondiale, sur le secteur de l'eau.

Insertion régionale, les Comores bénéficient également de plusieurs projets financés par l'AFD à travers la Commission de l'Océan Indien (COI) : projet de surveillance épidémiologique dans les îles du sud-ouest de l'Océan Indien (6 M€), le projet de renforcement des capacités commerciales (PRCC-OI) pour le développement du commerce régional (2,4 M€), le projet de lutte contre les catastrophes naturelles (2 M€). Par ailleurs, le FFEM intervient aussi en finançant la COI pour un renforcement de capacités dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques (3,6 M€), ainsi qu'en appui au Parc Marin de Mohéli, dans le cadre du soutien au réseau des aires marines protégées (300 k€).

3.2.2 Le groupe de la Banque Africaine de Développement

Le portefeuille de la BAD aux Comores pour l'année 2015 comprend 8 projets actifs:

Le Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI) a pour objectif d'améliorer la capacité des institutions du secteur public à fournir des services de qualité, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de développement du pays. Ce projet a été clôturé le 31 octobre 2015, avec un taux d'exécution de 99,96% du budget total prévu. Le PRCI II a été mis en place en février 2016 pour un montant total de 6.000.000 d'Unités de Compte (UC).

Le Projet d'Appui au Secteur de l'Energie aux Comores (PASEC), avec une enveloppe globale de 13,3 millions d'Unités de Compte (20,5 millions USD), a pour objectif principal de réhabiliter les capacités de production dans le pays. Les objectifs spécifiques sont la contribution à l'amélioration de la gouvernance financière à travers le renforcement des capacités dans le sous – secteur de l'électricité et la préparation de la qualité à l'entrée des futurs projets d'énergies renouvelables grâce à la réalisation des études. Le PASEC dispose de Trois (3) composantes: l'appui à la réhabilitation et la réalisation technique ; l'appui institutionnel et la gestion du projet.

Le projet est entré en vigueur le 27 novembre 2013 pour une durée de 38 mois. Il s'achèvera en février 2017. Il a été restructuré en 2014 pour financer l'approvisionnement en carburant au profit de la Mamwe pour un montant de 1,4 million USD (480 millions KMF, correspondant à 1.215.000 litres de gasoil hors taxes) et en 2015 pour l'achat de 3 groupes Caterpillar et acces-

soires d'un montant de 1,8 million USD. Ces dépenses viennent en réduction des coûts des autres composantes notamment les activités relatives à la réhabilitation des réseaux et la suppression des études portant sur les énergies renouvelables. Les activités suivantes du PASEC sont fortement soumises au recrutement de l'ingénieur Conseil (firme de supervision et de conseil des travaux).

Le Programme d'Appui aux Réformes du Secteur de l'Energie (PARSE) est une aide budgétaire d'un montant de 4 millions UC. L'objectif principal du projet est de contribuer à l'amélioration de la gestion du secteur de l'Energie, à créer les conditions d'une croissance économique inclusive et favorable à une sortie graduelle du pays de sa situation de pauvreté. L'objectif spécifique est l'amélioration du dispositif organisationnel, les performances commerciales du secteur de l'Energie, en particulier du sous – secteur de l'électricité et le cadre de contrôle. L'unique composante du projet est l'amélioration de la gestion du secteur de l'Energie.

En avril 2015, a eu lieu le décaissement de la deuxième tranche de l'aide budgétaire de la BAD, dont le montant s'élève à 1,3 milliard FC (correspondant à 2 millions d'UC). A titre de rappel, la 1ère tranche d'un montant de 1,2 milliard FC correspondant à 2 millions d'UC a été versée en novembre 2014. Le projet prend fin en juin 2016.

Le Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Privé (PRCSP), d'un montant de 625.000 Unités de Compte, a pour objectif d'assister le Gouvernement Comorien à mettre en place les conditions pour une croissance inclusive aux Comores par le renforcement de l'entrepreneuriat et de la création d'emplois. Les composantes du projet sont: l'appui technique à la CCIA (Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture) et à l'AMIE (Association pour la promotion des Micro Entreprises) et l'amélioration du dialogue entre le secteur public et le secteur privé. Il a débuté le 22 mai 2014 et a été prorogé jusqu'en février 2017. En décembre 2015, il a enregistré un taux d'exécution de 10,7%

Le Projet d'Assistance Technique pour l'Elaboration du Plan Directeur de production, transport, et distribution électrique et d'appui (PATEPD), avec un montant de 2 millions d'UC, a pour objectif de contribuer au financement de l'assistance technique ciblée et au renforcement des capacités et au soutien technique dans le domaine de la gestion des finances publiques. Son objectif spécifique unique est la création d'une condition efficiente du secteur de l'Energie en dotant le pays d'un outil de planification des investissements.

Les composantes du projet sont entre autres: l'élaboration d'un Plan Directeur de Production, de Transport, de Distribution de l'Energie et du Développement des énergies renouvelables, la coopération Sud – Sud avec la Cote d'Ivoire et l'Assis



tance technique en matière de réformes du secteur de l'Energie.

Le projet est entré en vigueur le 27 novembre 2015, pour une durée de 15 mois. Il s'achèvera en février 2017.

Le Projet d'alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (PAEPA) vise à assurer durablement l'Accès à l'Eau Potable et aux services d'Assainissement

Ses composantes sont entre autres: étude du Cadre institutionnel et stratégique et programme AEPA, les infrastructures AEPA et l'Appui institutionnel.

Approuvé le 17 décembre 2009, le projet qui s'est vu doté d'un montant de 9.946.000 UC, a été clôturé le 31 décembre 2015. Au cours de cette période, le projet s'est attaché à :

- mettre en place une stratégie nationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement et un cadre institutionnel organisationnel, juridique et financier, définissant les rôles et les attributs des entités étatiques et des intervenants,
- appuyer les structures de l'Etat, par la Formation des acteurs du secteur et par la construction et l'équipement (mobilier, informatique et logistique) des bâtiments administratifs,
- participer à l'audit organisationnel et stratégique de la MA-MWE avec élaboration du plan d'action,
- construire des latrines et citernes d'eau dans les milieux scolaires et sanitaires. Ce volet a été confié à l'UNICEF et exécuté à 75% avant sa clôture en 2014.

Pour l'année 2015, les réalisations ont porté particulièrement sur la réalisation d'infrastructures à Anjouan (Mutsamudu-Mirontsi-Pagé-Ouani-Patsy), à Mohéli (Fomboni Bandar-Salam, Djoiezi) et à Ngazidja (Moroni et Mbéni).

Pour s'assurer de la qualité des travaux, il a été fait appel à un prestataire pour le contrôle, la surveillance et le suivi.

Par ailleurs, le projet a mené une campagne de sensibilisation dans les agglomérations où les travaux ont été effectués, en vue de l'appropriation des ouvrages, d'une bonne gestion et de leur pérennisation.

Le Projet d'Appui à la mise en œuvre de la SCA2D a un budget prévisionnel de 241.000 UC. Son objectif est de contribuer à la

préparation de la SCA2D à travers les composantes suivantes :

- i) l'élaboration d'une évaluation sur la fragilité et d'un plan d'action pour la mise en œuvre du « New Deal » ;
- ii) l'appui à l'amélioration de la transparence, de l'efficacité et de l'efficacéité de la gestion des finances publiques.

Le projet a débuté le 21 novembre 2013 et s'est achevé le 30 décembre 2015. Une seule activité sur les deux prévues a été réalisée : l'appui à l'évaluation de la fragilité et à la préparation d'un plan d'action pour la mise en œuvre du « New Deal » pour un montant de 123 887, 94 UC.

Le Projet d'Appui aux Energies Durables du Fonds des Energies Durables pour l'Afrique (en anglais - Sustainable Energy Fund for Africa -SEFA), avec un budget de 480.000 USD, est entré en vigueur le 14 novembre 2014. Il s'achèvera le 30 juin 2018.

L'objectif principal du projet est le financement de certaines dépenses relatives à la promotion des énergies renouvelables, en créant un environnement favorisant la participation du secteur privé.

En 2015, a eu lieu le recrutement de l'Expert international en passation de marchés, chargé d'appuyer les activités de passation de marchés et de renforcement des capacités du personnel de l'Unité centrale de coordination du projet. Ce projet est en lien avec le PASEC.

3.2.3 Le groupe de la Banque Mondiale

La Stratégie de Partenariat (CPS) du Groupe de la Banque mondiale pour les Comores couvre la période de 2014-2017. Ce programme s'articule autour de deux piliers :

- i) Renforcement des capacités du secteur public,
- ii) Renforcement d'une véritable structure économique et institutionnelle favorisant une croissance économique diversifiée, pérenne et créatrice d'emploi.

Ces priorités stratégiques sont harmonisées avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) et les priorités stratégiques de la Banque à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et l'accroissement de la prospérité partagée.

En 2015, la Banque mondiale a mené plusieurs revues d'assistance technique :

- Revue de Dépenses Publiques et de la Gestion Budgétaire (2008-2014) qui avait pour objectif d'aider le Gouvernement des Comores à

renforcer la base de gestion de leur programme de dépenses publiques,

- Revue des exonérations fiscales et douanières dont l'objectif principal était de proposer des mesures pour augmenter les recettes fiscales de l'Etat et réduire l'assiette exonérable.

La Banque a aussi soutenu les initiatives engagées par la Banque Centrale des Comores (BCC), à travers le Plan de mise en œuvre du développement du secteur financier (PDSF) et l'étude sur les Transferts de la diaspora. L'objectif de cette étude est de mieux comprendre la meilleure façon de canaliser les envois de fonds de la diaspora vers le financement du développement dans le pays en passant par l'amélioration de l'intermédiation financière et le renforcement de la participation du secteur privé.

Outre son projet phare « FADC » (Fonds d'Appui au Développement Communautaire), le portefeuille de la Banque mondiale aux Comores est composé de sept opérations en cours, dont une aide budgétaire. Les engagements s'élèvent à 57 millions de dollars et le décaissement total en fin 2015 est de 14 millions de dollars :

Don pour la réforme de la gouvernance économique (Appui Budgétaire). Un montant de 2,2 millions de DTS (équivalent à 3 millions de dollars) est déboursé en 2015 pour appuyer une série de réformes ayant pour objectif d'améliorer la gestion économique, promouvoir la transparence et améliorer la performance des secteurs des infrastructures clés (TIC et électricité) de l'électricité). Les réformes proposées étaient entre autres :

i) la mise en œuvre effective de la Direction Générale de Comptabilité Publique et du Trésor (GCTP),

ii) l'intégration du programme d'investissement public dans le budget national et la loi des finances 2015,

iii) l'obtention d'un consensus avec la BCC pour la création d'un compte unique du trésor pour faciliter les échanges d'informations entre les deux institutions et la disponibilité des flux financiers à la BCC,

iv) l'adoption d'un système centralisé de gestion de la fonction publique (GISE),

v) le lancement des Appels à manifestation d'intérêt dans les magazines et journaux internationaux et régionaux pour un second opérateur dans le secteur des TIC,

vi) l'approbation du Plan de Redressement et de Développement (PRD) et son adoption par le Conseil d'Administration de MA-MWE.

Le projet d'Appui à la Gouvernance Economique, ABGE (5.3 millions de dollars) est prolongé jusqu'en décembre 2016. L'objectif de cette prolongation est de permettre au Gouvernement Comorien de poursuivre la mise en œuvre effective des réformes.

Des progrès importants ont été réalisés à ce jour en matière d'appui à la gouvernance économique et financière de l'Union des Comores notamment, en ce qui concerne la gestion de la Cellule Informatique du Ministre des Finances pour soutenir le déploiement du logiciel SIM-BA dans la gestion des finances publiques de l'Etat, et la mise en production du système de gestion intégrée de la solde et des effectifs (GISE) et l'intégration des numéros d'identité nationale biométrique pour chaque fonctionnaire, l'auto-évaluation PEFA, l'élaboration de la Stratégie de Réforme de la Fonction Publique et la gestion de la masse salariale en général. Le GISE est désormais la seule application utilisée pour le calcul de la paie et l'édition des états des agents de l'Union et des îles. Des appuis à la demande ont été fournis aux différentes institutions de l'Etat y compris la CREF et l'ARMP pour renforcer la qualité de la transparence budgétaire et l'assainissement des finances publiques en général.

Projet de Redressement du Secteur de l'Electricité (PRSE) – 5 millions de dollars.

Approuvé par le Gouvernement Comorien et adopté par le Conseil d'Administration de MA-MWE, le Plan de Redressement et de Développement (PRD) constitue désormais le cadre de performance entre le Gouvernement et MA-MWE en adoptant un programme de réformes qui sera mis en œuvre au cours d'une période de deux à trois ans. Dans ce contexte, des cadres de directions seniors sont mis à la disposition de la Mamwe pour superviser les départements existants : le « Directeur Technique, le Directeur Commercial, le Directeur Administratif et Financier ».

Le PRSE a pour vocation d'améliorer la performance de la fonction commerciale de la Mamwe. En fin 2015, le taux de recouvrement s'est fortement amélioré, surpassant les objectifs du projet fixés à 70% pour la fin du projet en 2017. Il passe de 55% en 2014 à 82,5% pour l'année 2015 (janvier - septembre). Ce taux devra s'améliorer davantage en 2016, grâce à la mise en œuvre du système de gestion de la clientèle ainsi qu'à la poursuite de l'installation de compteurs à prépaiement (CaPs).

Les pertes totales ont également connu une amélioration significative passant de 45% en 2014 à 34,7% en 2015 (janvier-septembre), en surpassant l'objectif du PRSE qui était fixé pour la fin du projet en 2017 à 37,5%. Ce résultat encourageant est expliqué par le succès des interventions au niveau de la direction commerciale, et moins à la réduction des pertes techniques de transport et de distribution.



Les résultats intermédiaires du projet se sont améliorés grâce au lancement de différentes études prévues dans le cadre du PRSE : Etude d'impact sur la pauvreté et la situation sociale (PSIA), Etude sur la pérennisation de la chaîne d'approvisionnement pétrolière, et Analyse des dettes croisées des entreprises du secteur de l'énergie, Étude réalisée sur les subventions et les tarifs.

Projet RCIP4 – 22 millions de dollars : Entrée d'un second opérateur dans le secteur des TIC de l'Union des Comores.

La réalisation majeure du Projet Régional d'Infrastructure de Télécommunication (RCIP4) était l'octroi d'une licence globale pour un deuxième opérateur de télécommunication, ce qui a été fait avec l'arrivée de TelCo dans le secteur des TIC au Comores. Ce processus a été conduit par l'ANRTIC, avec l'assistance technique internationale fournie dans le cadre du Projet RCIP-4.

Le Projet CoReCSuD (2,73 millions de dollars) a connu une phase de restructuration en fin 2015. Les activités du projet continuent à être mises en œuvre à un rythme soutenu. Les retards rencontrés au début du projet ne sont cependant pas rattrapés, le taux de décaissement n'est que de 59% et le taux d'engagement de 72%. L'objectif de développement du projet est d'accroître l'accès aux revenus et aux services sociaux de base dans les communautés de pêche. Le projet a bénéficié d'une prolongation de sa date de clôture au 30 avril 2017.

SWIOFish1 (13 millions de dollars) : Le projet SWIOFish1 aux Comores a pour objectif d'améliorer l'effectivité de la gestion des pêcheries prioritaires au niveau régional, national et communautaire. Le projet est entré en vigueur le 28 octobre 2015 et toutes les conditions sont désormais réunies pour une mise en œuvre efficace. Après quelques retards initiaux, la mise en œuvre des premières activités du projet continue à avancer à un rythme soutenu.

Protection sociale

Le projet de Filet Sociaux de Sécurité Protection sociale (6 millions de dollars) est entré en vigueur. Ce projet est géré par le projet FADC et en partenariat avec l'Unicef. Dans le cadre de ce partenariat, un montant d'un million de dollars est alloué à l'Unicef pour la composante nutrition afin de tirer profit de l'expérience de l'institution dans ce secteur spécifique. Quant à la FADC, elle met en œuvre les activités de protection sociale au bénéfice des ménages les plus démunis.

3.2.4 Le FMI

Le bureau du FMI en Union des Comores couvre l'ensemble des missions traditionnelles du Fonds Monétaire International, dont notamment la surveillance macroéconomique et financière multilatérale, le conseil aux autorités dans la mise en œuvre de leur politique

macroéconomique et l'accompagnement en assistance technique.

Concernant plus particulièrement ce dernier domaine, le FMI a maintenu son assistance à l'Union des Comores au rythme soutenu de plus d'une mission par mois, en moyenne, sur toute l'année 2015. La cellule des réformes économiques et financières, les services des douanes, l'AGID, le trésor, la direction du budget et la BCC ont été les principaux bénéficiaires de ces missions.

Programme SMP/FCR. Trois missions ont été conduites par le département Afrique (AFR) au cours de l'année 2015, les autorités ayant sollicité l'appui du FMI au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) combinée avec un programme de référence (SMP, Staff Monitored Program). Les discussions avaient porté sur les moyens de combler l'important déficit de financement de l'année budgétaire 2015 (déficit prévu en début d'année 2015). Ces missions ont notamment contribué à la poursuite des réformes structurelles et à une meilleure mobilisation des ressources plus particulièrement celles provenant des sociétés d'Etat. Mais le versement d'une importante aide budgétaire saoudienne survenue en fin d'année 2015, a éteint le besoin de financement.

Douanes. Trois missions ont été effectuées par AFRITAC-SUD au profit des services des douanes. Deux d'entre elles ont permis d'assister les douanes dans l'harmonisation du code des douanes avec le code des douanes du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA – « Common Market for Eastern and Southern Africa »). Le code harmonisé a été adopté par l'assemblée. La troisième mission conduite au mois d'octobre était ciblée sur les droits d'accises et la collecte de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

AGID. A la demande des autorités, une mission du département des finances publiques (FAD) du FMI est intervenue au mois d'avril pour revoir l'ensemble des dispositions d'incitations et d'exonérations fiscales et les conditions générales d'application de la fiscalité.

Compte unique du trésor (CUT). Trois missions financées par AFRITAC Sud et FAD ont été effectuées en 2015 (janvier, mars et mai) pour appuyer la mise en place des dernières modalités nécessaires à l'ouverture effective du CUT intervenue le 1er septembre 2015. Avec le CUT, les autorités disposent désormais d'un instrument centralisé de suivi de la trésorerie de l'Etat, ce qui en facilite la gestion et améliore la transparence.

3.2.5 L'Union Européenne

Les Comores font partie des états ACP qui bénéficient du Fond Européen de Développement (FED), dans le cadre de l'Accord de Cotonou révisé en 2005 et en 2010. La mise en œuvre des actions prioritaires définies par les parties et la gestion de ce

Chapitre III

fonds sont définies par un Programme Indicatif National (PIN) du 11ème FED qui couvre la période 2014-2020. Il s'inscrit dans la droite ligne de la stratégie de croissance accélérée et de développement Durable (SCA2D) et de son plan d'action prioritaire.

L'action de l'UE appuie donc la stratégie de développement des Comores, en ciblant les principaux leviers permettant au pays de consolider les bases d'un développement durable. Ainsi, le 10e Fonds européen de développement (FED) a contribué à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté (SCR, 2008-2014), tandis que le 11e FED, signé en octobre 2015 et dont l'enveloppe s'élève à 68 millions d'euros, s'aligne sur les priorités de la nouvelle Stratégie de Croissance Accélérée et Développement Durable (SCA2D, 2015-2019).

Ce 11ème FED cible prioritairement les infrastructures de transport routier et maritime (36M€), la formation technique et professionnelle (10 M€), la justice, les finances publiques et la consolidation de la paix et démocratie (17 M€) ainsi que les Mesures d'appui (5M€).

En 2015, le reliquat à décaisser au titre de ces divers appuis encore en cours jusqu'en 2019 s'élevait à 32,8 millions d'euros. Les principaux programmes en activité concernent les secteurs des transports (27 millions d'euros), de la formation professionnelle (6,6 millions d'euros), de l'éducation (4,7 millions d'euros), de l'eau potable (4,5 millions d'euros), de la résilience au changement climatique (3 millions d'euros), des énergies renouvelables (2,3 millions d'euros), de l'appui aux processus électoraux (2,1 millions d'euros)

ros) ainsi que d'autres projets dans le domaine du renforcement des capacités et du développement local (4,3 millions d'euros).

Dans le domaine des **transports**, l'UE appuie l'entretien et la réhabilitation du réseau routier et le renforcement des capacités des institutions et du secteur privé, afin d'assurer de façon durable la préservation du patrimoine routier existant. En ce qui concerne l'éducation, le soutien de l'UE vise à la fois à améliorer la qualité et la performance du système éducatif et à appuyer le développement d'une formation technique et professionnelle, adaptée aux besoins du marché de l'emploi.

Les autres projets en cours concourent à l'atteinte des Objectifs du Millénaire, à la gestion durable des ressources naturelles et à la consolidation de la bonne gouvernance politique, financière et administrative, tout en promouvant la participation citoyenne au développement du pays.

Par ailleurs, l'UE finance plusieurs projets régionaux d'envergure à travers notamment la Commission de l'Océan Indien, le COMESA et Afritac-sud, actions dont l'Union des Comores bénéficie également. Enfin, dans le cadre de l'Accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et l'Union des Comores et du protocole de 3 ans en vigueur, l'Union des Comores doit percevoir 1,8 millions d'euros entre 2014 et 2016, dont 900.00 euros au titre de la redevance annuelle 2015. La moitié de cet appui est consacrée à la gouvernance sectorielle du secteur de la pêche.



Des domaines d'interventions de partenaires au développement



DES PARTENAIRES
AU DEVELOPPEMENT





CHAPITRE I

L'évolution du système
bancaire et financier

Chapitre II

Activités de la supervision
bancaire

Chapitre III

La lutte contre
le blanchiment d'argent
et le financement
du terrorisme



L'évolution du système bancaire et financier

Consolidation du dynamisme
du secteur bancaire et financier
entre décembre 2014 et décembre 2015 :

- Accroissement de 12,5% du total de bilans consolidés,
- Hausse de 13,6% des dépôts,
- Consolidation de 7,5% des fonds propres,
- Renforcement du financement bancaire de l'économie,
avec un encours brut de crédit en hausse de 16,3% sur la période,
- Progression du Produit Net Bancaire consolidé
de 1 milliard FC par rapport à 2014, pour atteindre
10 milliards FC au 31 décembre 2015
- Hausse de 80 millions FC du résultat net du système bancaire.





1.1 STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire et financier continue de consolider son dynamisme, en termes de structure, d'activité, d'innovations de produits et de services proposés à la clientèle.

Au 31 décembre 2015, aucune nouvelle institution financière n'a été agréée par la Banque Centrale des Comores et le système bancaire et financier compte dix institutions réparties comme suit :

Quatre banques

- La Banque de Développement des Comores (BDC), engagé dans un processus de privatisation, est détenue par l'Etat comorien (37,5%), l'IPAE (37,5%), l'AFD (12,5%) et la BEI (12,5%).
- La Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC-Comores), banque généraliste détenue à 51% par BNP-Paribas, 34% par l'Etat comorien et 15% par le secteur privé comorien,
- L'Exim Bank – Comores, banque généraliste détenue entièrement par des non-résidents, 99% par Exim-Bank Tanzanie, 1% par les particuliers.
- La Banque Fédérale de Commerce (BFC). Entièrement détenu par de non-résidents Koweïtiens,

Trois Institutions Financières Décentralisées (IFD)

- L'Union des Meck (U-Meck), établissement mutualiste détenu à 100% par ses membres, résidents comoriens,
- L'Union des Sanduk d'Anjouan (URSA), établissement mutualiste détenue à 100% par ses membres, résidents comoriens,

- L'Union des Sanduk de Mohéli (USM), établissement mutualiste détenu à 100% par ses membres, résidents comoriens,

Trois Intermédiaires financiers

- La Société Nationale des Postes et des Services Financiers (SNPSF), détenue à 100% par l'Etat comorien,
- La Maison Comorienne des Transferts et des Valeurs (MCTV-SA), société privée Transferts d'argent et opérations de change, détenue à 100% par des résidents comoriens,
- Comores Assistance internationale (CASI SA) - Transferts d'argent et opérations de change, société détenue à 10% par des résidents comoriens et 90% par des non-résidents. Ce dernier intermédiaire a obtenu sa licence fin 2013 et a commencé ses activités en 2014.

A fin décembre 2015, le système bancaire comorien compte 120 guichets, y compris les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national, dont 13 pour les 4 banques (BIC-Comores, BFC, EXIM BANK et BDC), 63 pour les 3 réseaux de micro finance (U-Meck, URSA et USM) et 44 pour les services financiers et postaux (SNPSF).

1.2 SITUATION FINANCIERE

Le total de bilans consolidés des huit établissements de crédit s'est accru de 12,5%, passant de 96,1 milliards FC en décembre 2014 à 108,1 milliards FC en décembre 2015. Cette progression est essentiellement expliquée d'une part par l'accroissement des dépôts (+13,6%) et la consolidation des fonds propres (+7,5%) et d'autre part, par le renforcement du financement bancaire de l'économie, avec un encours brut de crédit passé de 59 milliards FC à 68,8 milliards FC sur la période.

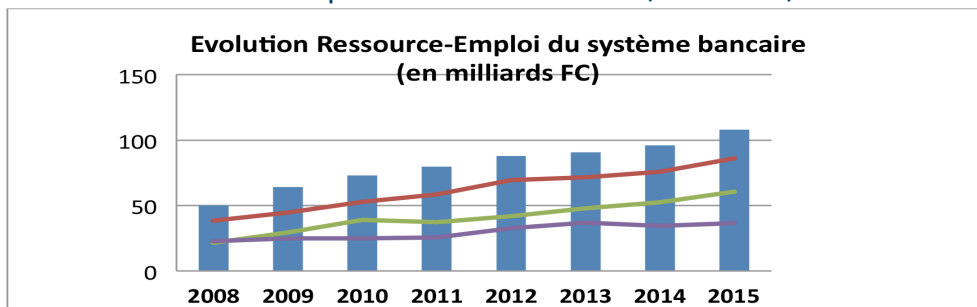


Bilan consolidé des établissements de crédit (en millions FC)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Actif | | | | | | |
| Trésorerie nette | 25 555 | 32 536 | 36 640 | 34 103 | 34 472 | 36 613 |
| Crédit net | 39 010 | 37 204 | 42 012 | 47 819 | 52 450 | 60 748 |
| Titres et divers | 4 299 | 5 189 | 3 558 | 3 407 | 2 972 | 4 053 |
| Immobilisations nettes | 4 228 | 4 717 | 5 553 | 5 422 | 6 206 | 6 754 |
| Total | 73 092 | 79 646 | 87 763 | 90 751 | 96 100 | 108 168 |
| Passif | | | | | | |
| Trésorerie passif | 3 578 | 2 973 | 2 988 | 2 936 | 3 169 | 2 434 |
| Dépôts | 53 009 | 58 571 | 69 480 | 71 739 | 75 685 | 86 010 |
| Titres et divers | 2 823 | 3 038 | 3 137 | 3 214 | 2 955 | 4 339 |
| Fonds propres | 13 682 | 15 064 | 12 158 | 12 862 | 14 291 | 15 386 |
| Total | 73 092 | 79 646 | 87 763 | 90 751 | 96 100 | 108 168 |

Source : BCC, Direction de la Surveillance Bancaire et de la Réglementation (DSBR)

Evolution des Ressources et des Emplois des établissements de crédit (en milliards FC)



Source : BCC, DSBR

1.2.1 Evolution de l'épargne du système bancaire

En 2015, l'épargne du système bancaire a connu une progression significative de 14% contre 5,6% en 2014, pour venir s'établir à 86 milliards FC.

Cette épargne est essentiellement portée par les particuliers et les entreprises privées, qui représentent respective

ment 72% et 17% du total des dépôts au 31 décembre 2015.

Notons que les dépôts constitués par les entreprises publiques ont connu une forte progression et retrouvent leur niveau de fin 2013, soit 5,5 milliards de FC.

Evolution des dépôts par catégorie de clientèle (en millions FC)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Administration | 1 003 | 1 879 | 1 783 | 1 842 | 2 024 | 2 565 |
| Entreprises publiques | 1 299 | 1 723 | 5 933 | 5 324 | 2 835 | 5 470 |
| Entreprises privées | 10 505 | 11 474 | 11 543 | 13 420 | 14 408 | 14 824 |
| Particuliers | 38 912 | 42 126 | 48 524 | 49 969 | 54 847 | 61 923 |
| Autres | 1 289 | 1 116 | 1 698 | 1 184 | 1 571 | 1 228 |
| Total dépôts | 53 009 | 58 320 | 69 480 | 71 739 | 75 684 | 86 010 |

Source : BCC, DSBR

Répartition des dépôts par catégorie de clientèle en 2015



Source : BCC, DSBR

1.2.2 Liquidité du système bancaire

Evolution de la liquidité du système bancaire (en millions FC et en %)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Trésorerie Actif | 28 845 | 37 893 | 42 396 | 38 136 | 38 268 | 41 173 |
| Trésorerie interbancaire Passif | 3 289 | 5 357 | 5 756 | 4 033 | 3 796 | 4 560 |
| Trésorerie nette | 25 556 | 32 536 | 36 640 | 34 103 | 34 472 | 36 613 |
| Taux de liquidité (très. Nette/dépôts) | 48,2% | 55,8% | 52,7% | 47,5% | 45,5% | 42,6% |

Source : BCC, DSBR

Suite à une régularisation des arriérés de salaires des fonctionnaires en fin d'année 2015, les ressources du système bancaire se sont consolidées à 41 milliards FC contre 38 milliards FC en 2014.

Parallèlement, la trésorerie nette se trouve en hausse de 6% par rapport à 2014, passant de 34 milliards FC

à 37 milliards FC à fin 2015.

Cependant, le taux de liquidité du système bancaire a reculé de 6% pour s'établir à 42,6% en 2015. En dépit de ce repli, le secteur bancaire présente un niveau de liquidité confortable.

1.2.3 Evolution du crédit

N.B : Dans la présente section, les chiffres sur le crédit brut sont obtenus par une simple agrégation des situations comptables déclarées par les établissements de crédit, à l'inverse de ceux indiquées dans les « contreparties de la masse monétaire », obtenus à la suite d'une consolidation avec les opérations de la BCC.



En 2015, l'activité de crédit a été soutenue avec un encours de 68,8 milliards FC en progression de 16% par rapport à 2014.

Cette progression s'est faite en faveur des particuliers, dont la part du crédit brut a augmenté de 21 % contre 14 % pour les entreprises privées. Sur les cinq dernières années, on observe

que la répartition du crédit brut s'est équilibrée entre les entreprises privées et les particuliers qui obtiennent respectivement 51% (contre 56% en 2010) et 46% (contre 34% en 2010).

Cette répartition ne tient pas compte des entreprises individuelles évoluant dans l'informel.

Evolution du crédit brut par catégorie de clientèle (en millions FC)

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Administration | 1 606 | 797 | 852 | 961 | 1 077 | 1 116 |
| Entreprises publiques | 2 232 | 1 178 | 512 | 2 811 | 861 | 797 |
| Entreprises privées | 23 779 | 22 150 | 25 572 | 27 238 | 30 722 | 35 092 |
| Particuliers | 14 379 | 15 814 | 20 636 | 22 731 | 26 126 | 31 539 |
| Autres | 153 | 318 | 86 | 226 | 411 | 260 |
| Crédits bruts | 42 149 | 40 258 | 47 658 | 53 968 | 59 233 | 68 804 |

Source : BCC, DSBR

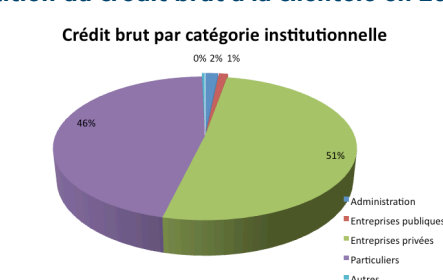
Historiquement en faveur du financement à court terme, la répartition du financement bancaire par échéance se présente comme suit à fin 2015 :

Les financements à court terme ont augmenté passant de 30,4 milliards FC en décembre 2014 à 34,9 milliards FC en 2015. Leur part dans le total des crédits bruts représente 50,7% contre 51,4 % en 2014.

Les financements à moyen terme sont passés de 16,2 milliards FC en 2014 à 17,4 milliards FC à fin 2015 soit une augmentation de 7%. Leur part dans le financement total s'établit à 28%.

Les financements à long terme représentent 5% du crédit brut et connaissent une forte progression pas-

Répartition du crédit brut à la clientèle en 2015



sant de 1 milliard FC en 2014 à 3 milliards FC en 2015.

La qualité du portefeuille de crédit du système bancaire comorien se dégrade. Les créances en souffrance ont en effet augmenté plus que proportionnellement au crédit brut, passant de 11,1 milliards FC à 13,2 milliards FC à fin 2015 soit une progression de 18%, avec un taux de créances en souffrance s'établissant à 19,1%. Les provisions, quant à elles, augmentent de 19% pour constituer un taux de provisionnement de 61,2%.

Evolution de la qualité du portefeuille (en millions FC et en %)

| Qualité du portefeuille | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Crédits bruts | 42 147 | 40 257 | 47 658 | 53 968 | 59 233 | 68 804 |
| <i>dont douteux</i> | <i>5 138</i> | <i>6 283</i> | <i>8 526</i> | <i>9 377</i> | <i>11 162</i> | <i>13 157</i> |
| Provisions | 3 138 | 3 607 | 5 648 | 6 149 | 6 784 | 8 056 |
| Taux de créances douteuses | 12,20% | 15,60% | 17,90% | 17,40% | 18,80% | 19,10% |
| Taux de provision | 61,10% | 57,40% | 66,20% | 65,60% | 60,80% | 61,23% |

1.2.4 La rentabilité

Le produit net bancaire consolidé du système bancaire a progressé de 1 milliard FC par rapport à 2014, pour atteindre 10 milliards FC au 31 décembre 2015. Cette progression est principalement enregistrée par les IFD, qui totalisent +850 millions FC par rapport à décembre 2014.

Globalement, le résultat net du système bancaire a connu une légère hausse de 80 millions FC en 2015. Six établissements de crédit sur huit ont réalisé des résultats bénéficiaires.

Cependant, en dépit de cette nette amélioration, la tendance

générale est à la baisse pour la rentabilité des banques, dont le résultat net consolidé a chuté de 54%, en liaison avec les contreperformances d'un établissement qui réalise un résultat négatif en 2015 et une contraction du résultat net d'un autre.

Le PNB des banques est resté stable en 2015. Toutefois, ces contreperformances ont fortement impacté le taux de rentabilité (ROE) et le taux de marge net qui passent respectivement de 4,2% à 2% et de 14,1% à 6,4%.

Activités de la supervision bancaire

- Adoption de nouveaux règlements dans le cadre de la modernisation du cadre réglementaire d'exercice des activités bancaires et financières, et en conformité avec la nouvelle loi bancaire et le décret sur les moyens de paiement :

- * Règlement sur l'agrément des institutions financières, des dirigeants responsables et des commissaires aux comptes,
- * Règlement sur la nouvelle organisation des institutions financières décentralisées (IFD),
- * Règlement sur le paiement partiel et le pré barrement des chèques.

- Consolidation des effectifs de la Direction de la Supervision Bancaire et de la Réglementation (DSBR),

- Renforcement des missions de contrôle permanent, avec la mise en place d'un comité de sanction, en vue de maîtriser le risque juridique associé à la mission de contrôle bancaire et de sanction dévolue à la BCC et de rendre transparente la procédure de sanction disciplinaire,

- Poursuite des travaux relatifs au recouvrement des créances bancaires et à l'amélioration des procédures juridiques,

- Rencontres régulières avec les directeurs généraux des institutions financières agréées pour examiner les différents sujets relatifs à l'amélioration du cadre de l'exercice de l'activité bancaire et financière (fonctionnement de la centrale des risques et incidents de paiement, réflexion pour faire évoluer le système de compensation, abandon par la BCC des opérations de change manuel avec la clientèle occasionnelle, mise en place du RIB national par tous les établissements de crédit,...





2.1 CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

L'activité de réglementation

Au cours de l'année 2015, la BCC a émis les règlements suivants :

- **Règlement sur l'agrément des institutions financières, des dirigeants responsables et des commissaires aux comptes** : dans le cadre de la modernisation du cadre réglementaire d'exercice des activités bancaires et financières en conformité avec la nouvelle loi bancaire et le décret sur les moyens de paiement, la Banque Centrale a émis de nouveaux règlements portant notamment sur les conditions d'agrément d'une société en tant qu'une institution financière, des commissaires aux comptes et des dirigeants responsables. Ces nouveaux règlements définissent l'ensemble des obligations et des informations nécessaires en vue du dépôt et de l'étude de la demande d'agrément pour l'exercice d'une activité bancaire, pour être dirigeant ou pour exercer la profession de commissaires aux comptes dans une institution financière.

En vue de se conformer à ces nouvelles dispositions réglementaires, la BCC a agréé, par des décisions réglementaires, l'ensemble des premiers et deuxièmes dirigeants responsables des établissements de crédit.

- **Une nouvelle organisation des institutions financières décentralisées (IFD)** : la nouvelle loi bancaire abroge l'ensemble des comités qui existaient sous l'ancien décret 04/069 qui régissait les activités des IFD. Ce nouveau règlement n°19 autorise les IFD à prendre toutes les formes juridiques de sociétés, notamment les sociétés coopératives avec conseil d'administration. Ce texte a été conçu pour accompagner le développement des activités des IFD et de leur permettre de continuer dans leurs efforts de professionnalisation de leurs réseaux.

- **Le paiement partiel et le pré barrement des chèques** : ce nouveau règlement n°14 est pris en application du décret n°15-026/PR du 3 mars 2015, visant à renforcer ces deux obligations indispensables à la bonne circulation du chèque et l'amélioration de la confiance de la population sur ce moyen de paiement.

L'ensemble de la réglementation régissant les activités bancaires et financières est disponible sur le site internet de la Banque Centrale, www.banque-comores.km, mais également sous forme de recueil de textes.

Nouveau corpus réglementaire

| N° | Objet | Création |
|--------------|---|---------------|
| Règlement 15 | Obligation de paiement partiel et de barrement d'avance des chèques | Nouveau texte |
| Règlement 16 | Agrément des institutions financières | Nouveau texte |
| Règlement 17 | Agrément des dirigeants responsables | Nouveau texte |
| Règlement 18 | Agrément des commissaires aux comptes | Nouveau texte |
| Règlement 19 | Dispositions sur l'organisation des IFD | Nouveau texte |

Source : BCC, DSB

2.2 CONTRÔLE BANCAIRE

Dans le cadre de son plan de renforcement de la supervision bancaire, la Direction de la Supervision Bancaire et de la Réglementation (DSBR) a bénéficié d'une consolidation de ses effectifs par le recrutement de deux nouveaux cadres, sélectionnés à l'issue d'un processus de recrutement réalisé avec l'appui de la Banque de France. Ainsi, les effectifs de la direction sont passés de 4 à 6 personnes au 1er octobre 2015, y compris le directeur.

2.2.1 Contrôle permanent

Mise en place d'un Comité des sanctions

En référence au Chapitre 2 « Sanctions disciplinaires » de la loi bancaire, la BCC a travaillé un projet de règlement intérieur portant mise en place d'un comité de sanction, en vue de maîtriser le risque juridique associé à la mission de contrôle bancaire et de sanction dévolue à la BCC et de rendre transparente la procédure de sanction disciplinaire.

Le Conseil d'administration de la BCC de décembre 2015 a validé le texte et les membres du comité seront désignés courant 2016.

Recouvrement des créances bancaires et amélioration des procédures juridiques

Après la réunion du 23 avril 2015 présidée par le Chef de l'Etat, une deuxième réunion s'est tenue le 20 août 2015 à Beit-Salam pour valider les propositions faites précédemment et définir un plan d'action pour la mise en œuvre des décisions suivantes :

- Mise en place des audiences collégiales de la chambre commerciale,
- Mise en place d'un juge de la mise en état pour faciliter l'enrôlement des dossiers avec équipement en moyens matériels,
- Immunité de saisie des comptes des établissements de crédits ouverts à la BCC,
- Rédaction des décisions de justice dans les délais, en dépit des changements de magistrats instructeurs,
- Mise en place du Conseil de la Magistrature,
- Recyclage des magistrats en exercice et formation des nouveaux magistrats dans le domaine bancaire et financier et contre la délinquance financière. La Banque Centrale mène des actions pour la recherche d'un appui technique et de son financement.

Réunion BCC – directeurs généraux des institutions financières agréées

Au cours de l'année 2015, le Gouverneur a réuni à trois reprises les directeurs généraux des établissements de crédit pour examiner les différents sujets relatifs à l'amélioration du cadre de l'exercice de l'activité bancaire et financière. Au cours de ces différentes rencontres, les sujets suivants ont été débattus :

- Le fonctionnement de la centrale des risques et incidents de paiement depuis son lancement en novembre 2014, en particulier l'aspect déclaration des incidents par les établissements de crédit,
- Réflexion pour faire évoluer le système de compensation, notamment la prise en compte du paiement partiel et la tenue des séances de compensation dans les Iles d'Anjouan et de Mohéli,
- Le transfert des opérations de change manuel avec la clientèle de la BCC vers les institutions financières,
- Le fonctionnement de l'APBEF,
- La mise en place du RIB national par tous les établissements de crédit,
- Le suivi des décisions issues de la réunion de Beit-Salam sur le recouvrement des créances bancaires,
- La formation à l'endroit des cadres des institutions financières en vue de la divulgation de la nouvelle réglementation,
- Les mesures à prendre en vue de l'accompagnement des institutions financières au respect de la loi fiscale transnationale américaine dite FATCA.

2.2.2 Contrôle sur place

Conformément à ses prérogatives, la BCC a dirigé deux missions de contrôle sur place auprès de deux établissements de crédit.

Le premier contrôle a porté sur l'analyse des dix plus gros engagements de l'établissement. La mission d'inspection a relevé un certain

nombre de dysfonctionnements sur la gestion de ces engagements. La BCC a communiqué le rapport de mission accompagné de la lettre de suite mettant en exergue l'ensemble des manquements et les recommandations à mettre en œuvre.

La deuxième mission de contrôle sur place a concerné plusieurs thèmes : l'adéquation des fonds propres, la rentabilité, la qualité du portefeuille et l'organisation du contrôle interne.

A l'issue des travaux, la solvabilité, la rentabilité et le management ont été jugés satisfaisants. Toutefois, la qualité des actifs et l'organisation du contrôle interne restent à améliorer pour être adéquation avec les normes et le développement des activités de l'établissement. La lettre de suite de la BCC a demandé la présentation par l'établissement d'un plan de mise œuvre des recommandations formulées pour corriger ces insuffisances.

2.3 COOPERATION INTERNATIONALE

FMI et AFRITAC SUD

Suite à la mission d'assistance technique du FMI de mars 2015 sur l'élaboration d'indicateurs de Solidité Financière conformes aux standards internationaux, une première déclaration a été faite le 21 juin 2016. Cette première communication requiert les observations des services techniques du FMI avant validation par le Gouvernement BCC et communication officielle au département statistique (STA) en second semestre 2016. Du 11 au 22 janvier, 2016, la BCC a bénéficié d'une assistance technique conjointe FMI/AFRITAC SUD qui a porté sur la définition d'un cadre de rédaction des procédures sur le contrôle bancaire et sur l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation des risques des établissements de crédit.

La Banque de France





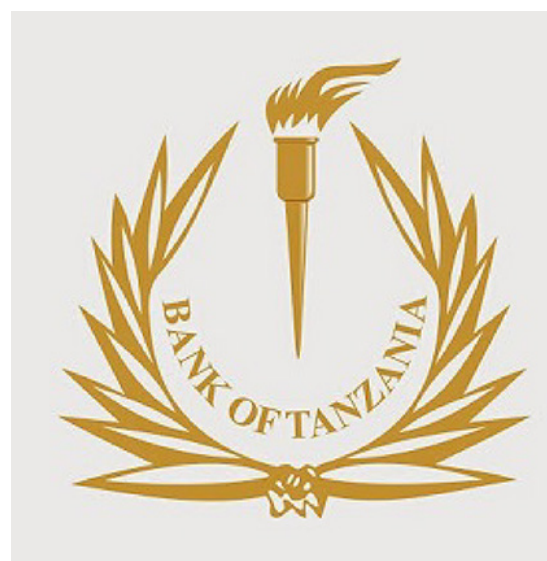
La BDF continue à apporter son soutien technique à la BCC. Au-delà de l'appui technique reçu en matière de renforcement des capacités en particulier dans le domaine du contrôle bancaire, la BCC a bénéficié, en mars 2015, de l'assistance technique des services de recrutement de la BDF pour l'organisation d'un concours afin de renforcer les effectifs des directions de la supervision bancaire, du contrôle interne, de la comptabilité et du secrétariat général. A l'issue de ce concours quatre cadres ont intégré la banque.

Bank of Tanzania

Dans le cadre de la convention sur la supervision bancaire signé en 2009 entre la BCC et la BoT, une inspection conjointe BCC/BoT s'est déroulée au siège d'Exim Bank Comores, filiale d'Exim Bank Tanzania du 28 septembre au 9 octobre 2015. Cet exercice a permis aux évaluateurs de partager leurs expériences dans les différents domaines d'intervention.

BCEAO

Dans le cadre de son vaste chantier de réformes du dispositif légal et réglementaires régissant le système bancaire et financier comorien, la Banque a sollicité une coopération bilatérale avec la BCEAO, en vue de bénéficier de leur expérience. En mars 2015, un projet de texte sur les systèmes et moyens de paiement a été transmis aux experts de la BCEAO pour observations. Deux cadres de la BCC ont également visité la BCEAO et ont pu bénéficier de l'expérience en matière de gestion des incidents de paiement. Cette coopération a permis une adoption rapide du texte et sa validation sous forme de décret présidentiel.



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

- Existence d'un Cadre juridique de la LBC/FT en Union des Comores, conformes aux normes internationales,
- Retrait de l'Union des Comores de l'Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group (ESSAMLG) auquel elle avait adhéré en 2010, et adhésion au sein du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest (GIABA), entérinée lors du 48eme Sommet de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu à Abuja au Nigeria les 16 et 17 décembre 2015,
- En 2015, la Banque Centrale des Comores (BCC) a assuré la présidence du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB),
- Participation au programme MASE (Maritime Security) du COMESA.





3.1 CADRE JURIDIQUE DE LA LBC/FT EN UNION DES COMORES ET INSTANCES DE LBC/FT

3.1.1 Evolution du cadre légal et réglementaire

L'Union des Comores a engagé depuis le début des années 2000, à l'instar des pays de la zone franc, un vaste chantier de réforme pour se conformer aux normes internationales. Le dispositif mis en place aux Comores a régulièrement évolué, en suivant les recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI).

Ainsi, une ordonnance 03-002/PR de 2003 a mis en place un dispositif de lutte contre le blanchiment et la confiscation, et a renforcé la coopération internationale en matière de produits de crime. Ce texte a constitué l'une des étapes majeures du pays dans son combat contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Ce dispositif a ensuite été complété par le décret n°03-025/PR, relatif à la mise en place du Service de Renseignements Financiers, puis renforcé en 2009 par l'adoption d'une nouvelle ordonnance (09-002/PR) de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Suite à une mission d'évaluation du dispositif réalisée par le FMI en 2009, une nouvelle loi N°12-008/AU portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été adoptée le 28 juin 2012, se conformant aux 40 recommandations du GAFI révisées en février 2012.

Parallèlement, les instances de lutte contre le blanchiment ont été mises en place. Le décret N°12-041/PR institue le Comité National de Lutte contre le Blanchiment et le Financement du Terrorisme chargé de définir et de piloter les stratégies de lutte dans ces domaines. Le décret N° 12-040/PR a réorganisé le Service de Renseignements Financiers.

D'autre part une nouvelle loi bancaire N° 13-003/AU du 12 juin 2013 a été adoptée et renforce le rôle de la Banque Centrale dans l'exercice de sa mission de régulation du système bancaire et financier comorien.

Enfin, en octobre 2014, l'Assemblée Nationale a adopté un nouveau Code pénal et un code de procédure pénale. Le texte révisé a permis d'introduire de nouvelles infractions, telles que la piraterie, le trafic des stupéfiants, le trafic des êtres humains et le terrorisme, entre autres.

3.1.2 Instances du LBC/FT

3.1.2.1 Le service de renseignement financier (SRF)

Le Service de Renseignements Financiers (SRF) a été mis en place par l'ordonnance de 2003. Le décret 12/040/PR du 18 février 2012 a modifié sa structure par rapport à celle définie en 2003, afin d'améliorer son efficacité dans la conduite de ses missions et de lui donner plus d'autonomie par l'octroi d'une dotation budgétaire propre.

La cellule est désormais composée d'une division opérationnelle et d'un Secrétariat permanent, assuré par la Banque Centrale.

La division opérationnelle est composée de cinq membres justifiant d'une expérience dans le domaine de la recherche et du traitement de l'information financière, nommés par le Ministre chargé des Finances pour une durée de trois ans.

Dans l'exercice de ses attributions, le SRF peut recourir à des correspondants au sein des services de la police, de la gendarmerie, des douanes, ainsi que des services judiciaires de l'Etat et de tout autre service dont le concours est jugé nécessaire dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme. Conformément à la loi 12-008/AU du 28 juin 2012, ce Service sert de « Centre national pour la réception et l'analyse des déclarations suspectes et les autres informations concernant le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées et le financement du terrorisme, et pour la dissémination des résultats de cette analyse ».

3.1.2.2 Le comité national de lutte contre le blanchissement d'argent et le financement du terrorisme

Le Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme institué par le décret N°12-041/PR du 18 février 2012 a pour missions :

- de définir la politique nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,
- de proposer toute réforme législative, réglementaire ou administrative nécessaire à la réalisation de ses objectifs,
- de coordonner les différentes actions à mettre en œuvre, en conformité avec les instances internationales,
- d'assurer un suivi permanent des progrès réalisés dans le domaine,
- d'assurer le suivi des engagements pris par les Comores au niveau international,
- de définir les actions de formation professionnelle indispensables.

Ce Comité est composé des Secrétaires Généraux des Ministères chargés respectivement des Finances et des Relations Extérieures, d'un représentant de l'Autorité chargée de la Défense, d'un représentant du Ministère de l'Intérieur, du Directeur Général des Affaires Judiciaires du Ministère chargé de la Justice, et du Directeur du Service des Renseignements Financiers.

3.1.2.3 La commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption

La lutte anti-corruption est considérée comme un délit sous-jacent au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. En Union des Comores, la lutte anti-corruption est régie par la loi 08/13AU relative à la transparence des activités publiques, économiques, financières et sociales adoptée le 25 juillet 2008 par l'Assemblée Nationale.

Cette loi institue une obligation de déclaration de patrimoine pour certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires. Elle amende le code pénal en renforçant les incriminations et les sanctions et institue une autorité administrative indépendante chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre la corruption dénommée Commission Nationale de Prévention et de Lutte contre la Corruption (CNPLC).

Les membres du CNPLC sont nommés par décret du Président de la République pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois à raison de deux représentants du Président de l'Union et d'un représentant pour les institutions et/ou organisation suivantes : l'Assemblée de l'Union, le Ministère des Finances de l'Union, le Ministère de la Justice de l'Union, les organisations professionnelles du secteur privé et le corps judiciaire.

Par ailleurs, il a été créé en Octobre 2014 par décret N° 14-154/PR du Président de la République la Coordination de la Lutte Anti-Terroriste (CLAT) première responsable de toutes enquêtes et tous renseignements relatifs au terrorisme. La CLAT, sous l'autorité du Chargé de la Défense, a pour missions, entre autres de recevoir des renseignements provenant des services et organes engagés dans la Lutte anti-terroriste, notamment le Service de Renseignements Financiers.

3.2 EVOLUTIONS RECENTES ET COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

Avec le soutien des partenaires, notamment du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque de France (BDF), la BCC a fait intégrer en 2010 l'Union des Comores au sein de l'Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group (ESSAMLG). L'ESSAMLG ou GAB-AOA (Groupe Anti-blanchiment de l'Afrique Orientale et Australe) est un Organisme Régional de Type GAFI (ORTG) qui a pour but la lutte contre le blanchiment de capitaux par la mise en œuvre des recommandations du GAFI en Afrique de l'Est et du Sud. Elle présentait l'avantage d'être proche géographiquement des Comores mais très éloigné du point de vue de la langue. Un point de faiblesse et source de difficultés qui amena les autorités du pays, sous l'impulsion du gouvernement de la Banque et avec l'aide du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB) à demander la migration des Comores vers le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le

Blanchiment en Afrique de l'Ouest (GIABA), une autre ORTG, ayant l'avantage entre autres de disposer du français comme langue de travail. L'adhésion de l'Union des Comores au sein du GIABA a été entérinée lors du 48ème Sommet de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu à Abuja au Nigeria les 16 et 17 décembre 2015. Par ailleurs, en 2015, la Banque Centrale des Comores (BCC) a assuré la présidence du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB).

Le COMESA apporte également son appui à l'union des Comores afin de renforcer le dispositif de LBC/FT.

3.2.1 Adhésion de l'Union des Comores au sein du GIABA

Le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) a été établi en 2000 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Bien qu'elle ne soit pas un Etat membre de la CEDEAO et après un long processus qui a duré plusieurs années marqué notamment par le retrait au sein de l'ESAAMLG, le 48ème Sommet de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la CEDEAO tenu à Abuja au Nigeria les 16 et 17 décembre 2015 a entériné l'adhésion de l'Union des Comores comme membre du GIABA. A cet effet, l'Union des Comores a participé pour la première fois en tant que membre à part entière à la 25e réunion plénière de la commission technique du GIABA tenue à Praia en République de Cap-Vert du 02 au 06 Mai 2016. Selon le calendrier provisoire du Second Cycle des évaluations mutuelles des Etats membres du GIABA adopté lors de cette plénière, la visite sur place des Comores aura lieu en Septembre 2022 pour une discussion en plénière en Mai 2023. Un long travail de mise à niveau du pays en matière de LBC/FT est attendu d'ici cette visite.

3.2.2 Présidence du comité de liaison anti-blanchement de la zone franc (CLAB)

La Banque Centrale des Comores (BCC) a assuré en 2015 la présidence du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB). Le CLAB a été mis en place en 2001, à la suite du constat fait par les Ministres des Finances et les Gouverneurs des Banques centrales des pays de la Zone Franc sur la nécessité d'adopter des normes juridiques conformes aux recommandations du GAFI en vue de préserver l'intégrité et la bonne réputation de la Zone Franc.

Le 12 février 2015 à Moroni, a eu lieu la réunion annuelle du CLAB sous la présidence de la Banque Centrale des Comores (BCC). Le CLAB a recommandé de nouvelles mesures jugées prioritaires et urgentes, afin de renforcer l'efficacité globale des dispositifs en vigueur dans les trois zones d'émission :



- L'obtention rapide du statut d'organisme régional de type GAFI (ORTG) pour le GABAC ;
- L'accélération des travaux de révision des législations et des réglementations en Zone CEMAC afin d'assurer, dans les meilleurs délais, leur conformité avec les nouvelles recommandations du GAFI ;
- La dotation des Cellules Renseignement Financier de moyens de fonctionnement adéquats, leur permettant d'assurer avec efficacité leurs missions ;
- L'achèvement du processus d'adhésion des Comores au groupe GIABA d'ici la fin de l'année 2015 ;
- L'extension de l'application des dispositifs Anti-blanchiment à un grand nombre d'assujettis doit constituer un important défi ;
- Le renforcement des modalités de coopération favorisant les échanges d'information entre les autorités de supervision bancaire, les Cellules de Renseignement Financier et les groupes régionaux ;
- La formation des acteurs clés de la lutte anti-blanchiment notamment dans les secteurs financiers, de la justice et la police doit rester une priorité ;
- La tenue de statistiques sur les opérations suspectes conformément à la recommandation 32 du GAFI, qui accorde une grande importance à ce sujet.

3.2.3 Le COMESA et le programme MASE (Maritime Security)

Le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa) ou Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe apporte son appui dans la lutte contre la criminalité financière aux Comores à travers le programme MASE (Maritime Security). Il s'agit d'un programme visant à lutter particulièrement contre la piraterie maritime (qui est une infraction sous-jacente au blanchiment de capitaux) et ses effets sur les économies de la zone Afrique orientale et australe et océan Indien (AfOA-OI). Il est mis en œuvre par quatre organisations de l'AfOA-OI à savoir l'EAC (East African Community), l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development), la COI (Commission de l'Océan Indien) et le COMESA.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, le COMESA est responsable du renforcement des capacités régionales concernant le financement et l'impact économique de la piraterie dans la région. L'objectif du COMESA est d'appuyer les États membres entre autres, à renforcer leurs capacités à analyser, détecter et tracer les flux financiers relatifs à la piraterie en mettant en place et renforçant les cellules de renseignements financiers.

En Décembre de 2015, des représentants du SRF de l'Union des Comores ont participé en Zambie à un atelier de formation sur l'analyse de base et stratégique à l'intention des analystes des SRF. En mai 2016 le COMESA, avec le soutien technique de la BCC et du SRF prévoit d'organiser à Moroni un atelier de sensibilisation des institutions assujetties à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT).

Encadré

En mars 2011, la BCC a diffusé le modèle de déclaration de soupçons et les directives à toutes les institutions financières et les autres assujettis.

Qui doit déclarer des opérations de soupçon au Service de Renseignements Financiers de l'Union des Comores ? Sont tenus de déclarer au service de renseignements financiers toute opération suspecte conformément à la loi N°12-008/AU et à la circulaire de la BCC du 16 Mars 2011 :

* Toute personne physique ou morale qui dans le cadre de sa profession ou de ses fonctions, réalise, contrôle ou conseille des opérations financières entraînant, notamment, des dépôts, des échanges, des placements, des conversions ou tout autre mouvement de capitaux

et en particulier les établissements de crédit, les institutions financières et intermédiaires agréés ;
* Les entreprises et professions non financières désignées et plus précisément les casinos et établissements de jeux, les agents immobiliers, les négociants en métaux précieux ou en pierres précieuses, les avocats, les notaires, les autres professions juridiques indépendantes, les comptables, les prestataires de services aux sociétés et les trusts;

Que faut-il déclarer ?
Doit faire l'objet d'une déclaration de soupçons toute opération suspecte, c'est-à-dire, portant sur des fonds, valeurs ou actifs paraissant provenir de l'accomplissement de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit.

Le mécanisme de déclaration de soupçons

A quel moment faut-il déclarer ?

Lorsque qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une opération est liée à la perpétration d'une infraction de blanchiment d'argent ou de financement d'activités terroristes, une déclaration doit être transmise au SRF dans les plus brefs délais. Il n'y a aucun montant minimal requis pour la déclaration d'une opération douteuse.

Quelques éléments statistiques sur les DOS
Au niveau opérationnel, le SRF a reçu 5 Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) au cours de l'année 2015 soit un cumul de 23 DOS ou lettres de signalement d'opérations suspectes durant la période 2010-2015 : 12 DOS ont fait l'objet d'enquête, dont 2 transmis au parquet. Il convient de noter qu'à ce jour aucune poursuite ni condamnation pour des faits de LBC/FT n'est enregistrée au niveau du parquet.
Le tableau ci-après présente un récapitulatif des DOS parvenus au SRF depuis son installation.

Traitement des Déclarations des Opérations Suspectes enregistrées par le SRF

| Traitement | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
|--|------|------|------|------|------|------|-------|
| Réception DOS | 4 | 2 | 4 | 1 | 2 | 5 | 18 |
| Réception lettre de signalement LBC/FT | 2 | 1 | - | 1 | 1 | - | 5 |
| Enquête SRF | 4 | 1 | 3 | 2 | 1 | 1 | 12 |
| Transmission au parquet | - | 1 | - | - | 1 | - | 2 |
| Poursuite | - | - | - | - | - | - | - |
| Condamnation | - | - | - | - | - | - | - |

Parallèlement, on peut observer que ces DOS sont globalement transmises par les Etablissements de Crédit (EC), notamment les Banques, comme présenté dans le tableau ci-dessous :

Transmissions des DOS par catégories d'assujettis

| Assujettis | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | Total |
|------------|------|------|------|------|------|------|-------|
| EC | 5 | 3 | 4 | 2 | 2 | 5 | 21 |
| IFD | - | - | - | - | 1 | - | 1 |
| Autres | - | - | 1 | - | - | - | 1 |

Sur les 23 DOS ou lettres de signalement reçues, 21 l'ont été par des Etablissements de crédit et 1 par une Institution Financière Décentralisée (IFD). Cela indique que les EC sont suffisamment au fait de la problématique LBC/FT que les autres assujettis. Il convient de noter que seule la Douane des Comores a fait une DOS lors de la découverte d'un cas de LBC/FT relatif à une affaire de trafic d'or.



L'ORGANISATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE

CHAPITRE I L'organisation

Chapitre II Les activités

Chapitre III Les Comptes annuels

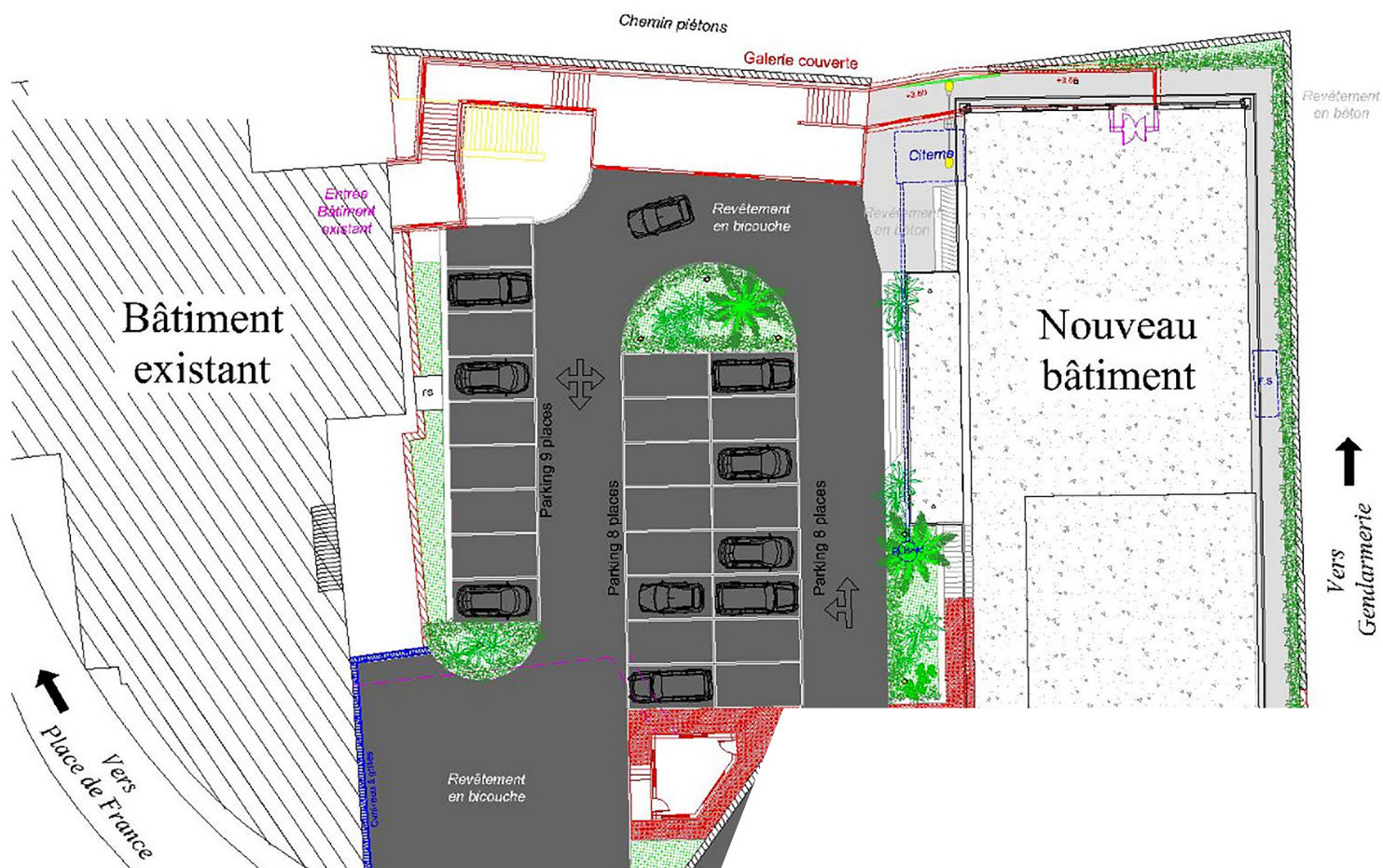


L'organisation

L'organisation de la Banque a évolué avec le développement de l'activité bancaire et financière.

De nouvelles directions ont été créées en vue de renforcer notamment les missions de surveillance bancaire, d'information et de communication, d'audit et de contrôle interne, tout en veillant à séparer les opérations bancaires des activités comptables.

- Réunions régulières du CA de la BCC,
- Renforcement des effectifs, avec le recrutement de cadres, venant renforcer les directions suivantes :
Direction de la Supervision bancaire et de la Réglementation, Direction financière et de la Comptabilité, Direction du contrôle interne et de l'audit.





1.1 HISTORIQUE ET MISSIONS DE LA BANQUE

L'origine de la Banque Centrale des Comores est étroitement liée à l'évolution historique de l'administration coloniale et de la Zone Franc. Les Comores sous dépendance française étaient rattachées administrativement à Madagascar. Créée le 16 novembre 1950, la Banque de Madagascar et des Comores (BCM) assurait le service de l'émission monétaire ayant cours légal à Madagascar et aux Comores jusqu'au 21 décembre 1973, date à laquelle ce privilège lui a été retiré.

Le 31 décembre 1974, l'Institut d'Émission des Comores, dont le siège social est fixé à Moroni et le siège administratif à Paris, a été mis en place.

Le 1er juin 1975, l'Institut d'Émission des Comores a pris en charge le service de l'émission monétaire, un mois avant l'accession des Comores à l'indépendance.

Le 23 novembre 1979, le Ministre des finances, de l'économie et du plan de la République Fédérale Islamique des Comores (RFIC) et le Ministre français de l'Économie ont procédé à la signature de l'accord de coopération monétaire, ratifié par le Président de la République comorien le 26 juin 1980. Cette convention prévoit l'ouverture au nom de la Banque Centrale des Comores d'un compte d'opérations dans les livres du Trésor français ainsi que les conditions de fonctionnement de ce compte.

Le 1er juillet 1981, la Banque Centrale des Comores a été créée et a pris naturellement en charge le service de l'émission monétaire autrefois assuré par l'Institut d'Émission des Comores.

En décembre 2008, les statuts de la BCC ont été rénovés et modernisés, afin de renforcer son indépendance, améliorer sa gouvernance, consolider son dispositif de contrôle et renforcer la transparence. Ces nouveaux statuts confèrent à la Banque centrale, seule autorité monétaire, les missions fondamentales suivantes :

- garantir la stabilité de la monnaie de l'Union des Comores, en

définissant et en mettant en œuvre la politique monétaire de l'Union,

- assurer le bon fonctionnement du système bancaire, en exerçant la surveillance et le contrôle des banques et établissements financiers qu'elle agréé et en veillant à l'application de la réglementation de la profession bancaire. Elle dispose pour cette mission de pouvoirs réglementaire, administratif et disciplinaire,

- émettre la monnaie ayant cours légal et pouvoir libérateur en Union des Comores,

- veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement et de règlement.

En outre, la BCC a des missions accessoires et d'intérêt général. Elle est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque et conseiller économique et financier du Gouvernement.

La BCC a également une mission d'information économique et est responsable de la confection des statistiques sur la monnaie, le crédit, la balance des paiements et la position extérieure de l'Union des Comores.

1.2 LES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE GOUVERNANCE ET DE CONTRÔLE

1.2.1 Le Conseil d'Administration

Conformément à ses statuts, « le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Banque ». A fin 2015, il était composé de :

Madame Siti Soifiat ALFEINE TADJIDDINE,

Madame Salima HAMIDI,

Mr. Salim AHMED ABDALLAH, Président du Conseil,

Mr. Jacques BIAU,

Mr. Samuel GOLDSTEIN,

Mr. Daniel LUBETH

Mr. Christian MASSON,

Mr. Ali MLAHAILI.





Les participants au CA du 08 décembre 2015

De gauche à droite au 1er rang: Mr Romain Ragot, Mr Ali Mlahaili, Mme Salima Hamidi, Mr Boinariziki Djohar, Mr Mzé Abdou Mohamed Chanfiou, Mr Salim Ahmed Abdallah, Mr Michel Kahn

De gauche à droite au 2nd rang: Mr Daniel Lubeth, Mr Yahaya Houmadi, Mr Madi Ahamada, Mr Christian Masson, Mr Samuel Goldstein, Mr François Lesprit, Mr Pascal Fourcaut

En 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois en séance ordinaire, le 16 juin à Paris et le 08 décembre à Moroni. Dans chacune de ses réunions, le conseil examine la situation économique du pays et l'environnement international, la politique monétaire et ses évolutions, la situation du secteur bancaire et la gestion de la Banque. Encas de nécessité, les membres du CA peuvent être consultés à domicile.

1.2.2 Le gouvernement de la Banque

Le Gouverneur de la Banque est nommé par décret du Président de la République sur proposition du Ministre chargé des finances de l'Union des Comores après avis conforme du Conseil d'administration. Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et organise et dirige l'ensemble des services de la Banque. Le Gouverneur gère les avoirs extérieurs de la Banque dans le cadre défini par le Conseil d'administration. Dans le cadre de sa mission, le Gouverneur doit notamment veiller au respect de la législation relative à la monnaie et au contrôle des banques et des Assurances. Le Gouverneur est assisté d'un Vice-Gouverneur, nommé par le Conseil d'administration sur proposition du Ministre en charge des Finances.

Le Gouvernement de la Banque est composé de :
M. Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU, Gouverneur,

M. Madi AHAMADA, Vice-Gouverneur

1.2.3 Le comité d'audit

Dans le cadre d'amélioration du dispositif de contrôle de la Banque, un Comité d'Audit a été mis en place par le Conseil d'administration du 07 juin 2007. Il est composé d'un administrateur, des deux censeurs et d'un expert auditeur. Sa composition au 31 décembre 2015 était la suivante :

Présidente : Mme Siti Soifiat A. Tadjidine,
M. Djohar Boinariziki,
M. Pascal FOURCAUT,
M. Jean-Charles NORMAND, Expert auditeur.

Les missions du Comité d'Audit sont définies par l'article 59 des statuts et par l'article 5 du règlement intérieur de la Banque, et peuvent être résumées comme suit : Le contrôle de comptes et de l'information financière, en s'assurant notamment que les comptes sont arrêtés selon les méthodes comptables préalablement définies, La maîtrise des risques et le contrôle interne, en s'assurant notamment de l'existence de procédures de conformité aux obligations légales et réglementaires.



Le Comité d'Audit se réunit au moins une fois par an et remet un rapport au Conseil d'administration à l'issue de chaque réunion.

1.3 LES RESSOURCES HUMAINES ET RENFORCEMENT DES CAPACITES

Afin 2015, la Banque comptait un effectif de 59 salariés confirmés, hormis le Gouvernement et le conseiller du Gouverneur. Cet effectif est reparti entre le siège à Moroni (46) l'agence d'Anjouan (8) et celle de Mohéli (5).

Evolution des effectifs

| CATEGORIE | 2015 | 2014 | 2013 | 2012 | 2011 | 2010 |
|----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| HORS CATEGORIE | 02 | 02 | 02 | 02 | 02 | 01 |
| CATEGORIE IV | 07 | 07 | 07 | 03 | 03 | 03 |
| CATEGORIE III | 24 | 19 | 19 | 23 | 23 | 17 |
| CATEGORIE II | 24 | 26 | 27 | 26 | 27 | 27 |
| CATEGORIE I | 04 | 05 | 05 | 06 | 06 | 06 |
| TOTAL | 59 | 59 | 60 | 60 | 61 | 54 |

Source : BCC, Secrétariat Général,

A l'issue de ce concours, organisé avec l'appui de la Banque de France, 4 candidats ont été retenus, venant renforcer les directions suivantes : Direction de la Supervision bancaire et de la Réglementation (1), Direction financière et de la Comptabilité (1), Direction du contrôle interne et de l'audit (2).

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de ses capacités, la Banque participe au Programme BCEAO/BEAC/BCC de Renforcement des Capacités, dont l'objectif principal est de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des Administrations Economiques et Financières (AEF) des pays membres.

L'architecture opérationnelle du programme est organisée en trois pôles de compétences gérés chacun par l'une des Banques Centrales :

- Pôle n°1 « Gestion Macroéconomique » géré par la BCEAO ;
- Pôle n°2 « Gestion de la Dette Publique et Politiques Financières »

géré par la BEAC ;

- Pôle n° 3 « Gestion du secteur Financier et de l'Environnement des Affaires » géré par la BCC.

Afin de permettre à la BCC d'assurer efficacement la gestion du pôle de compétence qui lui incombe, la BCC devra se doter d'une unité opérationnelle de renforcement des capacités, à l'instar de la BCEAO et de la BEAC qui ont en leurs propres centres de formation. Pour ce faire, le Comité de Gestion dudit programme a dépêché auprès de la BCC en juillet 2015, une mission dont l'objectif principal était de procéder au diagnostic de l'existant en matière de formation et d'élaborer les termes de références (TDR) relatifs à la mise en place d'une unité dédiée au renforcement des capacités et au développement des compétences au sein de la BCC.

Il convient de rappeler que la BCC a prévu dans le nouveau bâtiment une salle dédiée à la formation.

ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES AU 31 DECEMBRE 2015

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mr. Salim AHMED ABDALLAH,
Président du Conseil,

Mme Siti Soifiat ALFEINE TADJIDINE,
Mme Salima HAMIDI,
Mr. Ali MLAHAILI.

Mr. Jacques BIAU,

Mr. Samuel GOLDSTEIN,
Mr. Daniel LUBETH
Mr. Christian MASSON,

M. Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU,
Gouverneur,

M. Madi AHAMADA,
Vice-gouverneur.

COMITE D'AUDIT

Mme Siti Soifiat A. Tadjidine,
Présidente

M. Djohar Boinariziki, Censeur
M. Pascal FOURCAUT, Censeur
M. Jean-Charles NORMAND, Expert auditeur.

Mr François LESPRI
Conseiller du Gouverneur

GOUVERNEMENT DE LA BANQUE

| | | | | | | | |
|--|---|---|---|--|---|---|--|
| Secrétariat général Mme Faouzia ALI | Direction des études économiques, monétaires et financières Mr Omar SOILHI | Direction de la supervision bancaire et de la réglementation Mr Abdoulhakim SAID AHMED | Direction financière et de la comptabilité Mme Zainaba MZE MOUIGNI | Direction de la caisse et des opérations bancaires Mme Aida AMADA | Direction de l'organisation, du contrôle et de l'audit Mr Fahar-eddine MOHAMED | Direction des systèmes d'information Mr Riadh CHOUZOUR | Direction des projets Mme Roukiat ANSALY-SOIFFA |
|--|---|---|---|--|---|---|--|

Les activités

L'émission des billets et pièces, ayant cours légal et pouvoir libératoire aux Comores, est l'une des missions fondamentales la Banque centrale.

Soucieuse d'offrir à la population une circulation fiduciaire de qualité et fortement sécurisée, elle a investi ces dernières années plus de 3 milliards FC, en renouvelant complètement sa gamme des billets et de pièces, et en émettant une nouvelle pièce de 250 FC.

En termes d'activités, la circulation fiduciaire s'est fortement accrue, s'élevant à 30,4 milliards FC en 2015 contre 24,3 milliards FC en 2014, tandis qu'au niveau de la Chambre de Compensation, toutes opérations confondues, les chèques et les virements présentés se sont élevés à 108,6 milliards FC contre 96 milliards FC en 2014, soit une hausse de 13,1%.

La Banque poursuit les réformes structurantes internes et celles du secteur bancaire.





2.1 LES EMISSIONS DE BILLETS ET DE PIÈCES

L'émission des signes monétaires, billets et monnaies métalliques, ayant cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de l'Union des Comores est un privilège exclusif accordé à la Banque Centrale des Comores, conformément à l'article 8 de ses statuts.

Dans un souci de renforcer la qualité et la sécurité des signes monétaires mis à la disposition du public, la Banque Centrale des Comores a renouvelé sa gamme de billets et pièces au cours de la décennie écoulée.

Cette gamme a bénéficié d'une nouvelle technologie de fabrication en termes de durabilité et de sécurité contre la falsification, permettant à la BCC de maintenir une circulation fiduciaire sécurisée et de bonne qualité.

Par ailleurs, simultanément à l'émission de la pièce de 250 FC, la Banque a procédé à la mise en circulation de nouvelles pièces de 25 FC, 50 FC et de 100 FC, utilisant de nouveaux alliages en vue d'accroître leur résistance et de s'assurer de leur utilisation adéquate. Ces nouvelles pièces demeurent identiques, quant à leur taille et leurs caractéristiques visuelles, aux pièces de même dénomination antérieures, avec lesquelles elles circulent concurremment.

En revanche, la pièce de 2 FC a été retirée de la circulation au mois

de juin 2015, conformément à la décision du Conseil du 11 décembre 2014 et à l'arrêté signé par le Vice-Président, Ministre des Finances.

A fin 2015, la circulation fiduciaire (hors encaisses détenues par les établissements de crédit) s'est élevée à 30,4 milliards FC contre 24,7 milliards FC en 2014, soit une hausse de 23,1%, en relation notamment avec le paiement de 3 mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires au mois de décembre 2015. A titre de comparaison, la circulation fiduciaire à fin novembre était de 25,2 milliards FC.

Le changement de gamme de billets et la hausse des achats de billets en Euros ont favorisé l'augmentation des émissions de billets neufs ces dernières années.

Au 31 décembre 2010, le montant des billets neufs émis s'était élevé à 11,7 milliards FC, correspondant au remplacement quasi-complet des billets en circulation de l'ancienne gamme. En 2011, la banque a émis pour 3,4 milliards FC de billets, correspondant au rythme normal d'émission d'avant 2005 (en moyenne de 4 milliards FC). Mais le rythme d'émission s'est à nouveau accéléré, en liaison notamment avec l'accroissement des achats de devises et l'afflux des concours extérieurs apportés à l'Etat, et a atteint 11,9 milliards FC à fin 2015.

Gestion de la circulation fiduciaire

| En millions FC | 2014 | | | 2015 | | |
|--------------------------------------|---------|--------|--------|---------|--------|--------|
| | Billets | Pièces | Total | Billets | Pièces | Total |
| Stock disponible en début de période | 34 041 | 707 | 34 748 | 37 938 | 955 | 38 893 |
| Emissions réalisées | 10 225 | 248 | 10 473 | 11 887 | 19 | 11 906 |
| Destructions | -6 328 | 0 | -6 328 | -4 482 | 0 | -4 482 |
| Stock disponible en fin de période | 37 938 | 955 | 38 893 | 45 343 | 974 | 46 317 |

Source : BCC, Direction de la Caisse et des Opérations Bancaires

Au niveau de l'activité de tri des billets, la Banque a enregistré une amélioration des taux récupération sur l'année 2015, et plus particu-

lièrement sur le billet de 500 FC, confortant ainsi l'émission de la nouvelle pièce de 250 FC, qui a permis de « soulager » la coupure de 500 FC.

Activité de tri : taux de récupération des billets par coupure sur la période 2010-2015 (en %)

| Année | 10 000 | 5 000 | 2 000 | 1 000 | 500 |
|---|--------|-------|-------|-------|-------|
| 2010 | 96,99 | 89,05 | 56,26 | 42,46 | 27,93 |
| 2011 | 95,33 | 83,71 | 62,02 | 39,93 | 23,06 |
| 2012 | 96,11 | 88,01 | 67,58 | 47,11 | 29,38 |
| 2013 | 95,29 | 86,06 | 66,23 | 45,14 | 30,50 |
| 2014 | 93,84 | 86,12 | 63,93 | 43,15 | 27,46 |
| 2015 | 97,81 | 95,93 | 66,72 | 47,99 | 36,10 |
| Taux de récupération moyen sur la période | 95,89 | 88,15 | 63,79 | 44,30 | 29,07 |

Source : BCC, Direction de la Caisse et des Opérations Bancaires

2.2 LA COMPENSATION DES VALEURS

La chambre compensation regroupe sept établissements (BCC, BIC, Exim-Bank, BDC, BFC, SNPSF, Meck-Moroni) qui participent tous les jours ouverts aux séances de compensation des chèques et des virements.

Toutes opérations confondues, les valeurs présentées en compensation se sont élevées à 108,6 milliards FC contre 96 milliards FC en 2014, en hausse de 13,1%, pour un nombre d'opérations en hausse également de 4,8%, passant de 61.618 opérations en

2014 à 64.560 opérations en 2015. Ces chiffres, en augmentation régulière, montrent une amélioration des paiements scripturaux. La mise en place effective de la centrale des risques et

des incidents de paiement ainsi que la validation par décret présidentiel du nouveau texte réglementant les moyens et les systèmes de paiement concourent à la consolidation de cette tendance.

Statistiques de la chambre de compensation (valeurs en milliards FC)

| Rubriques | 2013 | | 2014 | | 2015 | |
|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur |
| Chèques | | | | | | |
| présentés à la compensation | 54.985 | 54,1 | 54.200 | 53,1 | 53.144 | 52,4 |
| dont Chèques Rejetés | 1.673 | 1,8 | 1.412 | 1,1 | 1.201 | 1,1 |
| Virements | | | | | | |
| présentés à la compensation | 5.632 | 45,4 | 7.418 | 42,9 | 11.416 | 56,2 |
| dont Virements Rejetés | 74 | 0,1 | 102 | 0,5 | 197 | 0,3 |

Source : BCC, Direction de la Supervision Bancaire et de la Réglementation

Pour l'année 2015, l'activité de la chambre se présente comme suit :

- Une baisse du nombre des chèques présentés, qui sont passés de 54.200 à 53.144 en 2014, soit une baisse de 1,9%, les valeurs correspondantes se contractant de 1,3%, représentant respectivement 52,4 milliards FC et 53,1 milliards FC sur la période ;

- Le nombre de chèques rejetés a sensiblement diminué également : 1.201 rejets, pour un montant de 1,1 milliard FC, soit 2,1% du montant total présenté contre 1.412 chèques rejetés en 2014 d'une valeur totale de 1,1 milliard FC (2,1% du montant). L'insuffisance de provisions demeure le principal motif de rejet ;

- Une augmentation des opérations de virements, passant de 7.418 opérations à 11.416, soit une hausse de 53,9%. En valeur, le montant s'est accru de 31%, passant de 42,9 milliards FC en 2014 à 56,2 milliards FC en 2015 ;

- 197 virements, représentant une valeur de 289 millions FC ont fait

l'objet de rejets, contre 102 virements en 2013, d'un montant total de 485 millions FC.

2.3 LES OPERATIONS DE CHANGE

Les opérations d'achat de devises aux guichets de la Banque centrale ont accusé une baisse de 22%, tandis que les opérations de vente se sont accrues de 20%.

Les achats de devises dans les guichets de la BCC se sont élevés à 16,2 milliards contre 20,8 milliards FC en 2014, soit une baisse de 22%. Cette évolution s'explique par l'utilisation de plus en plus fréquente par la diaspora, des voies formelles (virements internationaux, organismes de transferts d'argent type Money gram ou Western Union) au détriment des voies informelles (voyageurs).

Au niveau des ventes, en revanche, une forte hausse est observée, les ventes s'élevant à 10,6 milliards FC contre 8,9 milliards FC en 2014, en relation avec la demande accrue des opérateurs économiques de voyager avec du cash.

Evolution annuelle des opérations de change à la BCC (en millions FC)

| | Achats | | | Ventes | | |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|
| | 2013 | 2014 | 2015 | 2013 | 2014 | 2015 |
| Moroni | 14.466,3 | 17 296,8* | 13 589,9* | 7.293,4 | 8 123,7* | 9 430,4* |
| Mustamudu | 1.833,6 | 3.273,8 | 2.374,8 | 403,9 | 551,2 | 897,4 |
| Fomboni | 326,8 | 258,9 | 278,0 | 297,7 | 180,9 | 306,7 |
| Total | 16.626,7 | 20 829,5 | 16 242,8 | 7.995,0 | 8.855,8 | 10.634,5 |

* y compris Dollars US

Source : BCC, Direction Financière et de la Comptabilité,

2.4 REFORMES ENGAGEES PAR LA BANQUE

La Banque Centrale a engagé d'importantes réformes pour le secteur bancaire comorien. Les réalisations de l'année sont les suivantes :

- L'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation prudentielle,
- L'adoption par voie de décret du texte réglementant le système et les moyens de paiement, notamment la monétique et les paiements

électroniques,

- L'adoption d'un nouveau règlement obligeant les établissements de crédit à calculer un Taux Effectif Global (TEG) et à le communiquer à sa clientèle, dans un souci de transparence et de renforcement de la concurrence. A terme, en fonction de la typologie des TEG appliqués, la Banque centrale détermin



era des taux d'usure qui remplaceront le taux plafond actuel,

- L'adoption par les établissements de crédit du nouveau Relevé d'Identité Bancaire comorien (RIB), conforme aux normes internationales (IBAN), permettant de faciliter les transactions nationales et internationales de la clientèle des établissements de crédit,
- La montée en puissance progressive de la Centrale des Risques et des Incidents de paiement, lancé le 29 octobre 2014

2.5 QUELQUES EVENEMENTS MARQUANT L'ANNEE

- Le raccordement de la Banque centrale à la fibre optique et la connexion intersites des agences d'Anjouan et de Mohéli,
- L'opérationnalisation en octobre 2015 du système de visioconférence lancé en 2014,
- Le lancement des travaux d'extension du siège : suite à un appel d'offres restreint lancé au mois de mars 2015 au niveau du pays, la pose de la 1ère pierre a été réalisée le 2 mai par le Vice-président en charge des finances, en présence du Vice-président en charge de l'aménagement du territoire, du Président du Conseil, du Gouverneur, du personnel de la banque et des personnalités civiles et diplomatiques. Prévus pour une durée prévisionnelle de 12 mois, des travaux de terrassements et de fondations imprévus ont retardé le planning initial, sans conséquence toutefois sur le coût du projet. En janvier 2016, le gros œuvre a été réalisé à hauteur de 43%.
- La Banque Centrale a réalisé ces dernières années d'important travaux d'investissement dans les 2 agences, notamment pour le renforcement du dispositif de sécurité et l'amélioration des services informatiques :

a) Sécurité

- Construction d'un sas et d'un guichet institutionnel afin de sécuriser les approvisionnements des valeurs.

(CDR-IP) : à mi-mai 2015, sur l'ensemble du système bancaire, près de 30.000 clients et 15.000 crédits ont été déclarés,

- L'opérationnalisation du Compte Unique du Trésor (CUT) depuis le 1er septembre 2015, suite à la convention signée le 27 novembre 2014 entre le Ministère des Finances et la Banque centrale et un arrêté ministériel du mois d'août 2015. Cet outil permet de faire ressortir à tout moment la situation consolidée des disponibilités financières de l'Etat et d'optimiser la gestion de sa trésorerie

- Transfert des images : les images de vidéosurveillance installées dans les agences sont visibles au siège via les liaisons spécialisées.

- Installation et mise en service d'un système d'énergie solaire en vue d'assurer une alimentation permanente des agences en énergie (lumière, serveurs...)

- Mise à niveau des installations électriques,

- Mise en service des alarmes incendies,

b) informatique

De nouvelles connexions avec le siège ont été mises en place :

- Les agences sont maintenant reliées au siège par fibre optique de bout en bout,

- La mise en place de la visioconférence a amélioré la communication avec le siège, les chefs d'agences participent désormais aux comités de direction,

- Le système d'information comptable de la BCC (GCF) dans les agences leur permet de saisir en temps réel les opérations comptables, générant ainsi des gains de productivité et permettant d'offrir un meilleur service à la clientèle, notamment pour les prélèvements (consultation des comptes immédiate).



Les comptes annuels

Le bilan de la Banque à fin 2015 présente un total de 111,2 milliards FC contre 93,4 milliards FC à fin 2014, soit une hausse de 19%.

Au niveau du résultat, après deux hausses successives, les bénéfices passant de 324 millions FC en 2013 à 515 millions FC en 2014 après 279 millions FC en 2012, une baisse de 50% est observée, pour s'élever à 257 millions FC en 2015, la forte hausse de 2014 ayant résulté d'opérations exceptionnelles, de la cession d'actifs, de reprise de provisions et de gains de change sur les DTS



Les comptes de la Banque sont arrêtés au 31 décembre de chaque fin d'exercice et sont audités par un cabinet international. Ils sont ensuite soumis au contrôle du comité d'audit, avant leur approbation par le Conseil d'Administration de la Banque.

3.1 LE BILAN

Le bilan de la Banque à fin 2015 présente un total de 111,2 milliards de FC contre 93,4 milliards à fin 2014, soit une hausse de 19%. Cette évolution est expliquée essentiellement par l'accroissement des avoirs extérieurs (+30,8%), des titres de participation (+6,7%) et des immobilisations (+8,2%) d'une part et des engagements à vue, notamment la circulation fiduciaire (+22%), les dépôts des administrations publiques (+121,7%) et ceux des entreprises publiques non financières (+116%) d'autre part.

3.1.1 Actif

La valeur des avoirs en or est passée de 308 millions FC en 2014 à 304 millions FC en 2015, soit une baisse de 1,3%, imputable à la baisse des cours de l'or pendant la période, le stock restant inchangé.

Les avoirs en DTS ont progressé de 288 millions FC entre 2014 et 2015, en liaison avec l'appréciation du DTS par rapport au franc comorien entre 2014 (1DTS = 587,07 FC) et 2015 (1DTS = 626,19 FC), et ce en dépit de la baisse de l'encours

en DTS, suite au prélèvement effectué de 258.429 DTS pour honorer le règlement des échéances de 2015 des prêts FMI.

L'encours **des placements en compte d'opérations au Trésor français** a enregistré une hausse de 43%, passant de 57,3 milliards FC en 2014 à 81,8 milliards FC en 2015, en relation avec l'aide budgétaire saoudienne et l'encaissement de la vente de la licence téléphonique.

Les créances à l'Etat ont diminué de 27,7%, revenant de 15,3 milliards FC en décembre 2014 à 11 milliards FC en décembre 2015, en relation avec le remboursement de 5 milliards FC effectué en fin d'année 2015.

Les autres créances ont augmenté de 103 millions FC entre 2014 et 2015, en liaison avec la hausse des prêts consentis au personnel, tandis que les titres de participations, composés uniquement des bons du trésor au profit du FMI, ont enregistré une augmentation de 6,7% entre 2014 et 2015, en liaison avec l'appréciation du DTS par rapport au franc comorien.

Les actifs immobilisés nets ont augmenté de 8,2% entre 2014 et 2015, atteignant 3 milliards FC à fin décembre 2015. Cette hausse provient de la livraison du matériel d'émission en 2015.

Cérémonie d'extension
du siège de la Banque dont la
pose de la première pierre
a eu lieu le 2 mai 2015



- 1: Mohamed Ali Soilihi Vice-président, en charge des Finances
- 2: Nouridine Bourhane Vice-président, en charge des Infrastructures
- 3: Salim Ahmed Abdallah, Président du Conseil d'Administration de la BCC
- 4: Mzé Abdou Mohamed Chanfiou, Gouverneur de la BCC

Bilan aux 31 décembre 2014 et 2015 (en millions de FC)

| Actif | 2014 | 2015 | Ecart | Passif | 2014 | 2013 | Ecart |
|---|---------------|----------------|-----------------|--|---------------|----------------|-----------------|
| Avoirs en or | 309 | 304 | - 5 | Billets et pièces en circulation | 27.217 | 33.204 | + 5.987 |
| Avoirs en devise | 62.000 | 82.977 | + 20.977 | Engagements en devise | 108 | 171 | + 63 |
| - Encaisses en devises | 4.735 | 1.117 | - 3.619 | | | | |
| - Comptes en devise | 57.625 | 81.860 | + 24.596 | | | | |
| Relations avec le FMI | 11.958 | 12.594 | + 636 | Relations avec le FMI | 17.414 | 18.412 | + 998 |
| - Avoirs en DTS | 6.733 | 7.021 | + 288 | - Allocations DTS | 4.992 | 5.325 | + 333 |
| - Quote-Part FMI | 5.225 | 5.573 | + 348 | - Emprunts FMI | 7.532 | 7.872 | + 340 |
| | | | | - Comptes du FMI | 4.890 | 5.216 | + 326 |
| Créances sur les banques | 0 | 0 | 0 | Comptes des banques résidentes | 25.826 | 28.110 | + 2.284 |
| Créances sur le Trésor | 15.293 | 11.056 | - 4.237 | Comptes du Trésor | 6.548 | 14.518 | + 7.970 |
| - Avances à l'Etat | 6.880 | 2.733 | - 4.147 | | | | |
| - Prêts FMI | 7.532 | 7.872 | + 340 | Comptes des entreprises publiques | 874 | 1.886 | + 1.012 |
| - Allocation DTS utilisées | 421 | 449 | + 28 | | | | |
| - Prêt portage des actions BDC | 460 | 3 | - 458 | Autres dépôts | 23 | 63 | + 40 |
| Autres créances | 638 | 741 | + 103 | Comptes de régularisation et divers | 1.190 | 406 | - 784 |
| Comptes de régularisation divers | 307 | 365 | + 58 | Capitaux propres | 13.696 | 14.155 | + 459 |
| Actifs immobilisés | 2.905 | 3.144 | + 239 | | | | |
| - Immobilisations | 2.905 | 3.144 | + 239 | | | | |
| - Titres de participations BDC | 0 | 0 | 0 | Résultat | 515 | 257 | - 258 |
| Résultat | 0 | 0 | 0 | | | | |
| Total | 93.411 | 111.182 | + 17.771 | Total | 93.411 | 111.182 | + 17.771 |

Source : BCC, Direction Financière et de la Comptabilité

3.2.1 Passif

La circulation fiduciaire a augmenté de 22%, atteignant 33 milliards FC en décembre 2015 contre 27,2 milliards FC en décembre 2014, en relation avec le paiement de 3 mois d'arriérés de salaires des fonctionnaires en fin d'année et l'augmentation des achats d'Euros. Les dépôts de la clientèle institutionnelle se sont consolidés, passant de 34,3 milliards FC en 2014 à 45,1 milliards FC en 2015, soit une hausse de 31,6%. Ainsi, les dépôts des établissements de crédit sont passés de 25,8 milliards FC à 28,1 milliards FC (+8,8%), ceux des administrations publiques de 6,5 milliards FC à 14,5 milliards FC (+121,7%) et ceux des entreprises publiques, de 0,9 milliard FC à 1,9 milliard FC (+115,9%).

Les engagements extérieurs sont en hausse de 5,5%, suite à la réévaluation en fin d'année des emprunts en DTS par l'Etat auprès du FMI.

Le total des comptes de régularisation crédit ont diminué de près de 39% suite à la baisse des postes concernant les fournisseurs et divers opérations d'attente.

En revanche, d'autres postes sont en hausse :

- Les chèques en compensation, qui se dénouent le jour suivant.
- Les transferts reçus pour la clientèle et en attente d'affectation.

3.2 LE COMPTE DE RESULTAT

Alors qu'elle présentait depuis 2010 des bénéfices croissants, passant de 78 millions FC en 2010 à 515 millions FC en 2014, la Banque a enregistré en 2015 un résultat de 257 millions FC, soit une baisse de 50 % par rapport à celui 2014. Cette évolution s'explique essentiellement par le caractère exceptionnel de l'année 2014, qui a enregistré notamment une plus-value suite à la vente des actions BDC et de DTS ou encore une reprise de provisions.

Nonobstant ces opérations, les résultats respectifs des exercices 2014 et 2015 seraient de 188 millions FC et de 257 millions FC.

Le résultat dégagé sur les opérations sur **avoirs extérieurs** a augmenté de 63 millions FC par rapport à l'année dernière (+4,6%), en liaison essentiellement avec la hausse des intérêts perçus sur les placements en Euros, suite à la consolidation du solde courant du compte d'opération en 2015 (55,6 milliards FC en 2015 en moyenne journalière 48 milliards FC en 2014), le taux de rémunération restant inchangé.

En dépit de l'absence de service sur les **opérations avec la clientèle** (l'EONIA, taux d'indexation de la BCC, étant entré en territoire négatif depuis octobre 2014), le résultat sur les opérations avec la clientèle a légèrement diminué de 0,6% entre 2014 et 2015, en liaison avec la baisse des **intérêts perçus** sur les concours apportés à l'Etat, reflétant d'une part la baisse de l'encours du prêt à long terme, et ce en dépit du tirage de 700 millions FC sur les avances statutaires effectué en février 2015, et d'autre part, la tendance baissière de l'EONIA.

En revanche, les autres produits, notamment les **commissions** (essentiellement sur les transferts et la vente de devises) ont enregistré une hausse de 3% en 2015.

Au niveau des **frais généraux**, il est observé une hausse de 10,6% qui a concerné notamment les « charges de personnel » suite au recrutement de 5 agents en septembre 2015 et à l'avancement de certains agents, ou encore les « fournitures et services extérieurs », en liaison avec les dépenses liées à l'étude, à la réalisation de l'appel d'offre et au choix des entreprises pour la construction du nouveau bâtiment ou encore à la consommation de « carburants » suite à la crise énergétique.

Au niveau des autres charges, les dotations aux amortissements, conformément au budget alloué, sont en hausse de 9 millions FC par rapport à 2014, tandis que les frais d'émission ont diminué de 50%. Les charges exceptionnelles sont en hausse de 20 millions FC par rapport à 2014, traduisant l'indemnisation d'un départ anticipé à la retraite d'un agent et de quelques redressements d'écritures de l'exercice 2014.

Au total, le résultat net de l'exercice 2015 s'est élevé à 257 millions FC, en baisse de 50% par rapport à 2014 (515 millions FC). Conformément aux statuts de la Banque, ce résultat est affecté ainsi : 50% au fonds général de réserve et 50% comme dividendes versées au seul actionnaire qu'est l'Etat.

Compte de résultats 2013 à 2015 (en millions de FC)

| | 2013 | 2014 | 2015 | Ecart |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|
| (+) Intérêts perçus sur le compte d'opération et le compte spécial | 1.336 | 1.217 | 1.402 | + 185 |
| (+) Intérêts perçus sur les autres placements et dépôts | 93 | 164 | 40 | - 124 |
| (-) Charges d'intérêts sur le compte FMI | 4 | 4 | 3 | - 1 |
| (-) Charges sur opérations de marché | 3 | 0 | 0 | 0 |
| (1) Résultat sur avoirs extérieurs | 1.422 | 1.376 | 1.439 | +63 |
| (+) Intérêts perçus sur concours au Trésor | 125 | 126 | 115 | - 11 |
| (+) Intérêts perçus sur compte clientèle | 2 | 5 | 5 | 0 |
| (+) Autres produits reçus de la clientèle | 219 | 201 | 207 | + 6 |
| (-) Intérêts versés aux établissements bancaires | 0 | -3 | 0 | - 3 |
| (-) Charges sur opérations avec la clientèle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| (2) Résultat sur opération avec la clientèle | 345 | 329 | 327 | - 2 |
| Produit Net Bancaire (1 + 2) | 1.767 | 1.705 | 1.767 | + 62 |
| (-) Frais Généraux | 1.191 | 1.149 | 1.271 | + 122 |
| Charges d'exploitation | 621 | 637 | 631 | - 6 |
| Charges de matériel d'émission | 343 | 278 | 373 | +95 |
| Autres Charges | 227 | 234 | 268 | + 34 |
| (+) Autres produits d'exploitations financières | 17 | 197 | 26 | - 171 |
| (-) Autres charges d'exploitations financières | 0 | 7 | 3 | - 4 |
| (-) Dotations aux amortissements et provisions | 385 | 436 | 306 | - 130 |
| (+) Reprise de provision | 116 | 116 | 52 | - 64 |
| Résultat d'exploitation | 324 | 427 | 263 | - 163 |
| (+) Produits exceptionnels | 2 | 90 | 15 | - 75 |
| (-) Charges exceptionnelles | 1 | 1 | 21 | + 20 |
| Résultat exceptionnel | 1 | 89 | -6 | - 95 |
| Résultat de l'exercice | 324 | 515 | 257 | - 258 |

Source : BCC, Direction Financière et de la Comptabilité



Une partie du personnel du siège de la Banque centrale, exceptés les numéros 1, 2, 3 et 4

3.2 L'AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Tel : +230 202 3000
Fax: +230 202 9993
www.bdo.mu

10, Frère Félix de Valois Street
Port Louis, Mauritius
P.O. Box 799

BANQUE CENTRALE des COMORES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS

Ce rapport est destiné aux membres du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores "la Banque". Nos travaux d'audit ont été effectués afin de nous permettre de faire état des éléments requis dans notre rapport d'audit et dans aucun autre but. Nous n'acceptons et n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que la Banque Centrale des Comores et l'ensemble des membres du Conseil d'Administration pour nos travaux d'audit, pour notre rapport, ainsi que les opinions qui y sont formulées.

Rapport sur les états financiers

Nous avons examiné les états financiers de la Banque Centrale des Comores, figurant aux pages 2 à 22 qui comprennent le bilan au 31 décembre 2015 et le compte de résultat, le tableau de variation des fonds propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, et un résumé des principaux principes comptables et autres notes explicatives.

Responsabilités du Conseil d'Administration

D'après les statuts de la Banque, il est de la responsabilité des membres du Conseil d'Administration de tenir des registres comptables adéquats qui reflètent avec suffisamment d'exactitude et à tout moment la situation financière de la Banque et de s'assurer que les états financiers sont conformes au Référentiel Comptable de la Banque. Le Conseil d'Administration est également responsable de la protection des biens de la Banque et par conséquent, il se doit de prendre des mesures raisonnables pour la prévention et la détection des fraudes et autres irrégularités. Cette responsabilité inclut: la mise en place, l'application et la gestion de contrôles internes pertinents à l'élaboration et à une présentation sincère des états financiers, ne comportant pas d'anomalies significatives, dues à des fraudes ou des erreurs; la sélection et l'application de normes comptables appropriées; et l'émission d'estimations comptables raisonnables par rapport aux circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il est de notre responsabilité d'exprimer, sur la base de notre audit, une opinion sur ces états financiers. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales de vérification et de certification des comptes ("International Standards on Auditing"). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux exigences d'éthique et que nous planifions et effectuons notre audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste en un examen au moyen de contrôles, des justificatifs relatifs aux montants et aux renseignements contenus dans les états financiers. Le choix des contrôles dépend du jugement des commissaires aux comptes, y compris l'évaluation des risques d'anomalies significatives, dues à des fraudes ou des erreurs. En procédant à ces évaluations des risques, les commissaires aux comptes prennent en compte les contrôles internes pertinents à l'élaboration et une présentation sincère des états financiers permettant la mise en place de procédures d'audit appropriées, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité des contrôles internes de la Banque. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables et les estimations significatives retenues par le Conseil d'Administration ainsi que la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis lors de notre audit constituent une base suffisante et appropriée pour exprimer notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers figurant aux pages 2 à 22 reflètent fidèlement et sincèrement la situation financière de la Banque Centrale des Comores au 31 décembre 2015, le résultat de ses opérations ainsi que le flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et sont conformes aux Référentiel Comptable propre à cette Banque.


BDO & CO

Experts Comptables



Ameenah Ramdin, FCCA, ACA
Agrée par la FRC

ANNEXES

Annexe I: Listes des institutions financières agréées au 31 décembre 2015

(conformement à la loi 80-07, art 6 et à l'instruction n° 004/2004/COB, art 4)

1 - les Banques, telles que définies aux articles 4et 5 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,

- **BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES (BIC-C)**
Place de France
B.P 175 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 02 43 / Fax : (269) 773 12 29
Tél : (269) 771 01 71 / Fax : (269) 771 10 64
- **BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES COMORES (BDC)**
Place de France
B.P 298 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 08 18 / Fax : (269) 773 03 97
Tél : (269) 771 04 84
Tél : (269) 772 10 69 / Fax : (269) 772 49 99
- **EXIM BANK**
Place de France
B.P 8298 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 94 01 / Fax : (269) 773 94 00
Tél : (269) 771 12 68
- **BANQUE FEDERALE DU COMMERCE (BFC)**
Place de France
B.P 6274 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 88 80 / 81 / 82

2 - les Institutions Financières Décentralisées, telles que définies par le décret n° 04-069/PR portant réglementation des Institution Financières Décentralisées du 22 juin 20

- **UNION DES MECK (13 MECK de base affiliées)**
B.P 1234 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 36 40 / Fax : (269) 773 36 40
- **UNION REGIONALE DES SANDUK D'ANJOUAN (32 caisses affiliées)**
B.P 47 Domoni, Union des Comores
Tél : (269) 771 95 20 / 771 04 93
- **UNION REGIONALE DES SANDUK DE MOHELI (4 caisses affiliées)**
B.P 54 Fomboni, Union des Comores
Tél : (269) 772 02 24 / 762 40 53

3 - les Intermédiaires Financiers, tels que définis à l'article 2 de la loi n°80-07 portant réglementation des banques et établissements financiers,

- **SOCIETE NATIONALE DES POSTES ET DES SERVICES FINANCIERS (SNPSF)**
Moroni Port
Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 774 43 01 / Fax : (269) 773 80 30
* CAISSE NATIONALE D'EPARGNE (CNE) - COMPTES CHEQUES POSTAUX (CCP)
* TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARGENT
* OPERATIONS DE CHANGE EN EURO
- **MAISON COMORIENNE DES TRANSFERTS ET DES VALEURS (MCTV)**
B.P 1360 Moroni, Union des Comores
Tél : (269) 773 88 06 / 773 87 85 / 763 50 54
- **COMORES ASSISTANCE INTERNATIONALE (CASI)**
B.P 117 Mustamudu, Union des Comores
Tél : (269) 771 17 67

Evolution du Taux de croissance du PIB*(variation en %, sauf indications contraires)*

| | 2013 | 2014* | 2015* |
|----------------|------|-------|-------|
| Etats-Unis | 1,5 | 2,4 | 2,4 |
| Japon | 1,6 | 0,0 | 0,5 |
| Zone-Euro | -0,3 | 0,9 | 1,6 |
| Royaume-Uni | 1,7 | 2,9 | 2,2 |
| Chine | 7,7 | 7,3 | 6,9 |
| Afrique | | | |
| UEMOA | 6,1 | 6,5 | 6,6 |
| CEMAC | 1,3 | 4,9 | 2,5 |

(variation en %, sauf indications contraires)

| | 2013 | 2014* | 2015* |
|----------------------------------|------|-------|-------|
| Etats-Unis | 1,5 | 1,6 | 0,1 |
| Japon | 0,3 | 2,7 | 0,8 |
| Zone-Euro | 1,3 | 0,4 | 0,0 |
| Royaume-Uni | 2,6 | 1,5 | 0,1 |
| Chine | 2,6 | 2,1 | 1,5 |
| Afrique (en moy annuelle) | | | |
| UEMOA | 1,5 | -0,1 | 1,0 |
| CEMAC | 2,0 | 3,2 | 2,5 |
| Comores | 1,6 | 1,5 | 1,3 |

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE,

données provisoires*Evolution du Solde budgétaire en % du PIB**

| | 2013 | 2014* | 2015* |
|---|------|-------|-------|
| Etats-Unis | -5,5 | -5,1 | -4,4 |
| Japon | -8,5 | -6,2 | -5,4 |
| Zone-Euro | -3,0 | -2,6 | -2,1 |
| Royaume-Uni | -5,7 | -5,6 | -4,4 |
| Chine | -0,5 | -0,6 | -1,3 |
| Afrique (Solde Budgétaire de Base/PIB**) | | | |
| UEMOA | -3,0 | -3,2 | -4,1 |
| CEMAC | 1,2 | -0,2 | -2,2 |
| Comores | -1,9 | -2,2 | -2,7 |

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE,

données provisoires*** SBB = recettes totales hors dons – dépenses totales hors investissement financé sur ressources extérieures****Evolution du Solde des transactions courantes en % du PIB**

| | 2013 | 2014* | 2015* |
|-------------------|------|-------|-------|
| Etats-Unis | -2,3 | -2,2 | -2,7 |
| Japon | 0,8 | 0,5 | 2,9 |
| Zone-Euro | 2,9 | 3,1 | 3,8 |
| Royaume-Uni | -4,5 | -5,1 | -5,2 |
| Chine | 1,6 | 2,7 | 3,1 |
| Afrique | | | |
| UEMOA (hors dons) | -7,4 | -6,0 | -5,0 |
| CEMAC | -3,9 | -5,3 | -13,0 |
| Comores | -9,6 | -9,1 | 0,6 |

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE,

**données provisoires*

Annexe III: Evolutions mensuelles du franc comorien par rapport à quelques devises en 2015

| Devises | Dollar E.U | Yen Japonais | £. Sterling | Franc suisse | Dollar Canadien | Rand Sud Africain | Yuan (Chine) | D.T.S. |
|--------------|------------|--------------|-------------|--------------|-----------------|-------------------|--------------|--------|
| Moyenne 2014 | 370,84 | 3,52 | 610,32 | 405,06 | 335,64 | 34,17 | 60,19 | 558,94 |
| Janvier | 423,33 | 3,58 | 641,59 | 449,68 | 350,55 | 36,55 | 68,07 | 602,22 |
| Février | 433,47 | 3,65 | 664,37 | 463,21 | 346,49 | 37,40 | 69,33 | 612,29 |
| Mars | 454,01 | 3,77 | 679,90 | 463,71 | 360,14 | 37,62 | 72,75 | 628,97 |
| Avril | 456,21 | 3,81 | 681,29 | 473,90 | 368,59 | 37,95 | 73,55 | 631,43 |
| Mai | 441,24 | 3,65 | 464,74 | 473,44 | 362,61 | 36,85 | 71,13 | 619,80 |
| Juin | 438,74 | 3,55 | 682,55 | 470,57 | 355,11 | 35,66 | 70,70 | 616,34 |
| Juillet | 447,08 | 3,63 | 696,00 | 468,91 | 348,32 | 35,92 | 72,05 | 624,32 |
| Août | 441,37 | 3,59 | 474,97 | 456,50 | 336,10 | 34,21 | 69,66 | 619,20 |
| Septembre | 438,43 | 3,65 | 672,74 | 450,81 | 330,59 | 32,14 | 68,84 | 616,48 |
| Octobre | 437,88 | 3,65 | 671,29 | 452,08 | 335,02 | 32,46 | 68,96 | 615,89 |
| Novembre | 458,24 | 3,74 | 696,27 | 454,14 | 345,28 | 32,42 | 71,93 | 633,12 |
| Décembre | 452,34 | 3,72 | 677,69 | 454,40 | 330,09 | 30,14 | 70,09 | 626,42 |
| Moyenne 2015 | 443,53 | 3,67 | 641,95 | 460,95 | 347,41 | 34,94 | 70,59 | 620,54 |

Parité fixe de l'Euro par rapport au Franc CFA et au Franc comorien :

1 Euro = 655,957 F CFA
1 Euro = 491.96775 FC

Sources : Banque Centrale des Comores, Directions des Etudes Economiques Monétaires et Financières

Banque de France

Annexe IV: Evolution du budget de l'Etat

| | (en millions de FC) | | | | | |
|-----------------------------|---------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015** |
| Recettes intérieures | 28 875 | 34 793 | 45 989 | 37 416 | 36 752 | 44 324 |
| - Fiscales | 22 449 | 23 520 | 26 849 | 29 236 | 29 940 | 30 567 |
| - Non-fiscales | 6 426 | 11 273 | 19 139 | 8 180 | 6 812 | 13 757 |
| Dépenses courantes | 30 667 | 30 911 | 32 581 | 33 360 | 38 519 | 43 173 |
| - Traitements et salaires | 18 500 | 18 409 | 18 278 | 18 582 | 21 423 | 23 713 |
| - Biens et Services | 7 553 | 7 662 | 8 932 | 9 047 | 11 808 | 12 099 |
| - Transferts | 3 578 | 3 889 | 4 394 | 5 227 | 5 087 | 6 896 |
| - Intérêts sur la dette | 1 036 | 952 | 977 | 504 | 200 | 465 |
| Solde | -1 792 | 3 882 | 13 407 | 4 056 | -1 767 | 1 151 |

Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale

* A partir de 2003, Anjouan inclus

** : Chiffres provisoires

Annexe V: Evolution des principaux taux d'intérêts

| 2013 | Jan | Fév | Mar | Avr | Mai | Jun | Jul | Aut | Sep | Oct | Nov | Déc |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Avances à l'Etat (EONIA+1,5) | 1,571 | 1,568 | 1,570 | 1,582 | 1,578 | 1,595 | 1,593 | 1,582 | 1,581 | 1,592 | 1,606 | 1,669 |
| Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)* | -0,054 | -0,057 | -0,055 | -0,043 | -0,047 | -0,030 | -0,032 | -0,043 | -0,045 | -0,033 | -0,019 | 0,044 |
| Dépôts des BEF soumises Res.Obligatoires | | | | | | | | | | | | |
| - Réserves libres (EONIA - 1/8) | -0,054 | -0,057 | -0,055 | -0,043 | -0,047 | -0,030 | -0,032 | -0,043 | -0,045 | -0,033 | -0,019 | 0,044 |
| - Réserves obligatoires (EONIA -1,25) | -1,179 | -1,182 | -1,180 | -1,168 | -1,172 | -1,155 | -1,157 | -1,168 | -1,170 | -1,158 | -1,144 | -1,081 |
| Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5) | 1,571 | 1,568 | 1,570 | 1,582 | 1,578 | 1,595 | 1,593 | 1,582 | 1,581 | 1,592 | 1,606 | 1,669 |
| Comptes sur livret | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme inférieurs à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme supérieures à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Taux débiteurs | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 |
| EONIA | 0,071 | 0,068 | 0,070 | 0,082 | 0,078 | 0,095 | 0,093 | 0,082 | 0,081 | 0,092 | 0,106 | 0,169 |
| Prêt Marginal | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,500 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | 0,750 | 0,750 |
| EURIBOR 1 mois | 0,112 | 0,120 | 0,118 | 0,118 | 0,112 | 0,120 | 0,125 | 0,128 | 0,128 | 0,128 | 0,132 | 0,216 |
| EURIBOR 6 mois | 0,343 | 0,363 | 0,330 | 0,324 | 0,302 | 0,320 | 0,335 | 0,342 | 0,340 | 0,341 | 0,327 | 0,372 |
| EURIBOR 12 mois | 0,573 | 0,596 | 0,546 | 0,529 | 0,485 | 0,506 | 0,525 | 0,543 | 0,543 | 0,541 | 0,506 | 0,544 |
| 2014 | Jan | Fév | Mar | Avr | Mai | Jun | Jul | Aut | Sep | Oct | Nov | Déc |
| Avances à l'Etat (EONIA+1,5) | 1,710 | 1,660 | 1,690 | 1,750 | 1,760 | 1,578 | 1,543 | 1,522 | 1,504 | 1,493 | 1,501 | 1,461 |
| Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)* | 0,085 | 0,035 | 0,065 | 0,125 | 0,135 | -0,048 | -0,083 | -0,103 | -0,121 | -0,132 | -0,124 | -0,164 |
| Dépôts des BEF soumises Res.Obligatoires | | | | | | | | | | | | |
| - Réserves libres (EONIA - 1/8) | 0,085 | 0,035 | 0,065 | 0,125 | 0,135 | -0,048 | -0,083 | -0,103 | -0,121 | -0,132 | -0,124 | -0,164 |
| - Réserves obligatoires (EONIA -1,25) | -1,045 | -1,090 | -1,060 | -1,000 | -0,990 | -1,173 | -1,208 | -1,228 | -1,246 | -1,257 | -1,249 | -1,289 |
| Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5) | 1,710 | 1,660 | 1,690 | 1,750 | 1,760 | 1,578 | 1,543 | 1,522 | 1,504 | 1,493 | 1,501 | 1,461 |
| Comptes sur livret | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme inférieurs à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme supérieures à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Taux débiteurs | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 |
| EONIA | 0,210 | 0,160 | 0,190 | 0,250 | 0,260 | 0,078 | 0,043 | 0,022 | 0,004 | -0,007 | 0,001 | -0,039 |
| Prêt Marginal | 0,750 | 0,750 | 0,750 | 0,750 | 0,750 | 0,400 | 0,400 | 0,400 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 |
| EURIBOR 1 mois | 0,224 | 0,225 | 0,231 | 0,253 | 0,259 | 0,150 | 0,096 | 0,085 | 0,016 | 0,008 | 0,010 | 0,023 |
| EURIBOR 6 mois | 0,396 | 0,387 | 0,406 | 0,430 | 0,418 | 0,333 | 0,305 | 0,292 | 0,197 | 0,183 | 0,182 | 0,176 |
| EURIBOR 12 mois | 0,562 | 0,550 | 0,576 | 0,604 | 0,593 | 0,510 | 0,487 | 0,469 | 0,360 | 0,337 | 0,335 | 0,329 |
| 2015 | Jan | Fév | Mar | Avr | Mai | Jun | Jul | Aut | Sep | Oct | Nov | Déc |
| Avances à l'Etat (EONIA+1,5) | 1,460 | 1,470 | 1,451 | 1,425 | 1,402 | 1,381 | 1,382 | 1,380 | 1,364 | 1,361 | 1,365 | 1,461 |
| Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)* | -0,165 | -0,155 | -0,174 | -0,200 | -0,223 | -0,244 | -0,243 | -0,245 | -0,261 | -0,264 | -0,260 | -0,164 |
| Dépôts des BEF soumises Res.Obligatoires | | | | | | | | | | | | |
| - Réserves libres (EONIA - 1/8) | -0,165 | -0,155 | -0,174 | -0,200 | -0,223 | -0,244 | -0,243 | -0,245 | -0,261 | -0,264 | -0,260 | -0,164 |
| - Réserves obligatoires (EONIA -1,25) | -1,290 | -1,280 | -1,299 | -1,325 | -1,348 | -1,369 | -1,368 | -1,370 | -1,386 | -1,389 | -1,385 | -1,289 |
| Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5) | 1,460 | 1,470 | 1,451 | 1,425 | 1,402 | 1,381 | 1,382 | 1,380 | 1,364 | 1,361 | 1,365 | 1,461 |
| Comptes sur livret | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme inférieurs à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Dép. à terme supérieures à 3 mois | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 | 1,750 |
| Taux débiteurs | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 | 7,0/14 |
| EONIA | -0,040 | -0,030 | -0,049 | -0,075 | -0,098 | -0,119 | -0,118 | -0,120 | -0,136 | -0,139 | -0,135 | -0,039 |
| Prêt Marginal | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 | 0,300 |
| EURIBOR 1 mois | 0,006 | 0,001 | -0,010 | -0,028 | -0,049 | -0,064 | -0,071 | -0,087 | -0,105 | -0,116 | -0,140 | 0,023 |
| EURIBOR 6 mois | 0,153 | 0,126 | 0,097 | 0,074 | 0,057 | 0,049 | 0,049 | 0,044 | 0,035 | 0,020 | -0,016 | 0,176 |
| EURIBOR 12 mois | 0,300 | 0,255 | 0,213 | 0,182 | 0,166 | 0,163 | 0,167 | 0,162 | 0,154 | 0,129 | 0,078 | 0,329 |
| Sources : Banque Centrale des Comores, Directions des Etudes Economiques Monétaires et Financières | | | | | | | | | | | | |
| Banque de France | | | | | | | | | | | | |

Annexe VI: Evolution des échanges commerciaux

| | 2013 | | 2014 | | 2015* | |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | En Tonne | En Millions FC | En Tonne | En Millions FC | En Tonne | En Millions FC |
| Exportations | | | | | | |
| Vanille | 89 | 1 413 | 27 | 640 | 34 | 1 087 |
| Girofle | 1 422 | 3 380 | 3 058 | 5 145 | 1 690 | 3 057 |
| Ylang-Ylang | 39 | 797 | 29 | 900 | 26 | 862 |
| Autres essences | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres produits | 1 434 | 1 400 | 4 060 | 4 195 | 1 375 | 2 105 |
| Total | 2 984 | 6 989 | 7 174 | 10 879 | 3 125 | 7 111 |
| | | | | | | |
| | 2013 | | 2014* | | 2015* | |
| | En Tonne | En Millions FC | En Tonne | En Millions FC | En Tonne | En Millions FC |
| Importations | | | | | | |
| Riz | 51 815 | 10 770 | 51 358 | 11 890 | 61 700 | 12 137 |
| Viande, poisson | 8 692 | 4 555 | 11 721 | 6 300 | 13 212 | 7 064 |
| Farine | 10 201 | 2 412 | 11 250 | 2 579 | 12 039 | 2 676 |
| Sucre | 5 138 | 1 461 | 1 347 | 332 | 8 328 | 1 899 |
| Produits laitiers | 3 972 | 2 086 | 4 118 | 2 287 | 7 197 | 2 486 |
| Autres produits alimentaires | 9 667 | 2 329 | 9 732 | 2 209 | 12 247 | 3 154 |
| Produits pharma | 248 | 700 | 501 | 1 645 | 205 | 782 |
| Tissus confection | 1 575 | 729 | 1 042 | 702 | 1 215 | 563 |
| Produits pétroliers | 60 480 | 26 244 | 53 934 | 20 791 | 58 305 | 17 873 |
| Ciment | 144 686 | 6 007 | 147 755 | 6 786 | 147 492 | 6 772 |
| Véhicules | 5 871 | 10 003 | 6 211 | 12 299 | 5 881 | 7 911 |
| Fer, fonte, acier | 14 395 | 4 563 | 10 315 | 3 423 | 12 693 | 4 095 |
| Autres produits | 63 315 | 33 556 | 65 204 | 31 940 | 62 458 | 27 323 |
| Total | 380 054 | 105 416 | 374 490 | 103 183 | 402 972 | 94 735 |

* : Données provisoires

Source: Direction Générale des Douanes

Traitement: Banque Centrale

Annexe VII: Evolution de la masse monétaire et des contreparties

[illegible]

Annexe VIII: Evolution de la situation monétaire et financière

[illegible]

Annexe IX: Indicateurs macro-économiques des Comores - en millions FC, sauf autre indication

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| PIB au prix du marché | 197 056 | 207 485 | 218 582 | 229 234 | 239 514 | 246 782 |
| <i>Taux de croissance réel du PIB</i> | 2,2% | 2,6% | 3,0% | 3,5% | 2,1% | 1,0% |
| Taux d'inflation | 3,8% | 1,8% | 6,2% | 1,6% | 1,5% | 1,3% |
| Masse Monétaire | 68 747 | 75 327 | 87 373 | 89 862 | 97 139 | 113 759 |
| <i>Croissance de la masse monétaire</i> | 19,4% | 9,6% | 16,0% | 2,8% | 8,1% | 17,1% |
| Epargne brute (Quasi-Monnaie) | 26 097 | 26 506 | 30 871 | 32 985 | 34 886 | 37 380 |
| <i>Epargne brute / PIB</i> | 13,2% | 12,8% | 14,1% | 14,4% | 14,6% | 15,1% |
| Crédit Intérieur | 43 704 | 45 845 | 49 330 | 59 694 | 67 525 | 64 337 |
| <i>Crédit Intérieur / PIB</i> | 22,2% | 22,1% | 22,6% | 26,0% | 28,2% | 26,1% |
| Crédits à l'économie | 37 961 | 39 829 | 47 726 | 54 183 | 59 068 | 68 600 |
| <i>Crédits à l'économie / PIB</i> | 19,3% | 19,2% | 21,8% | 23,6% | 24,7% | 27,8% |
| Créances nettes à l'Etat par le système bancaire | 5 743 | 6 016 | 1 604 | 5 511 | 8 457 | 4 264 |
| <i>Créances nettes à l'Etat / Crédit Intérieur</i> | 13,1% | 13,1% | 3,3% | 9,2% | 12,5% | -6,6% |
| Avoirs extérieurs Nets | 45 974 | 53 860 | 62 737 | 56 567 | 57 566 | 79 360 |
| Réserves de change (en mois d'importation de marchandises et de services) | 5,5 | 5,9 | 6,1 | 5,4 | 5,6 | 8,2 |
| Fourchette des taux d'intérêt des crédits | 7 - 14 | 7 - 14 | 7 - 14 | 7 - 14 | 7 - 14 | 7 - 14 |
| Taux d'intérêt minimum sur les dépôts | 1,75 | 1,75 | 1,75 | 1,75 | 1,75 | 1,75 |
| Taux d'escompte | 1,93 | 2,37 | 1,78 | 1,59 | 1,60 | 1,60 |
| Exportations de biens et services (BDP) | 32 478 | 35 264 | 34 798 | 37 412 | 40 530 | 47 669 |
| Importations de biens et services (BDP) | 100 786 | 107 305 | 123 948 | 124 849 | 123 642 | 116 584 |
| Achats de devises par le système bancaire | 18 169 | 21 076 | 21 073 | 23 864 | 23 660 | 22 727 |
| Transferts formels | 14 210 | 17 526 | 21 126 | 22 235 | 26 070 | 28 538 |
| Apports en nature | 2 120 | 2 810 | 2 458 | 2 784 | 3 155 | 3 030 |
| Billets euro thésaurisés (estimations) | 6 056 | 8 430 | 8 429 | 9 546 | 9 464 | 9 091 |
| TOTAL Envois des migrants | 40 555 | 49 842 | 53 086 | 58 429 | 62 348 | 63 386 |
| <i>Envois des migrants / PIB</i> | 20,6% | 24,0% | 24,3% | 25,5% | 26,0% | 25,7% |
| Déficit/excédent du compte courant | 14 597 | 19 615 | 15 606 | 21 928 | 21 743 | 1 557 |
| <i>Déficit/excédent du compte courant en % du PIB</i> | -7,4% | -9,5% | -7,1% | -9,6% | -9,1% | 0,6% |
| Recettes de l'Etat | 58 869 | 50 907 | 65 971 | 55 061 | 60 450 | 82 526 |
| <i>Recettes de l'Etat / PIB</i> | 29,9% | 24,5% | 30,2% | 24,0% | 25,2% | 33,4% |
| Recettes intérieures | 28 875 | 34 793 | 45 989 | 37 416 | 36 752 | 43 089 |
| <i>Recettes intérieures / PIB</i> | 14,7% | 16,8% | 21,0% | 16,3% | 15,3% | 17,5% |
| Dépenses de l'Etat | 44 703 | 47 793 | 58 192 | 57 025 | 61 789 | 69 497 |
| <i>Dépenses de l'Etat / PIB</i> | 22,7% | 23,0% | 26,6% | 24,9% | 25,8% | 28,2% |
| Dépenses courantes de l'Etat | 33 115 | 35 785 | 41 898 | 35 403 | 41 513 | 45 227 |
| <i>Dépenses courantes de l'Etat / PIB</i> | 16,8% | 17,2% | 19,2% | 15,4% | 17,3% | 18,3% |
| Déficit / Excédent de l'Etat (SBB) | 4 307 | 2 165 | 6 810 | 4 360 | 5 236 | 7 509 |
| <i>Déficit / Excédent global de l'Etat en % du PIB</i> | -2,2% | 1,0% | 3,1% | -1,9% | -2,2% | -3,0% |
| Solde Primaire | 3 271 | 3 417 | 8 637 | 2 556 | 5 036 | 3 548 |
| <i>Solde Primaire en % du PIB</i> | -1,7% | 1,6% | 4,0% | -1,1% | -2,1% | -1,4% |
| Taux d'endettement public | 64,2% | 56,0% | 52,0% | 29,6% | 28,2% | 30,1% |

Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale, Banque Centrale des Comores, et Commissariat Général au Plan

Periode 1er janvier au 31 décembre

| | 2014 | 2015* |
|--|----------------|----------------|
| Compte des transactions courantes | -21 743 | 1 557 |
| Biens | -79 471 | -74 480 |
| credit | 9 603 | 7 519 |
| debit | -89 074 | -81 999 |
| <i>Marchandises generales</i> | -80 153 | -74 887 |
| <i>Exportations FAB</i> | 8 921 | 7 112 |
| <i>Importations FAB</i> | -89 074 | -81 999 |
| <i>Biens importes ou exportes pour transformation</i> | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Reparations de biens</i> | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Achats de biens dans les ports par les transporteurs</i> | 682 | 407 |
| credit | 682 | 407 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Or non monetaire</i> | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| Services | -5 165 | 468 |
| credit | 31 599 | 37 123 |
| debit | -36 764 | -36 655 |
| <i>Transports</i> | -17 784 | -16 611 |
| credit | 2 416 | 2 380 |
| debit | -20 200 | -18 991 |
| Transports maritimes | -12 373 | -10 668 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | -12 373 | -10 668 |
| Transports aeriens | -5 410 | -5 943 |
| credit | 2 416 | 2 380 |
| debit | -7 827 | -8 323 |
| Autres transports | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Voyages</i> | 8 678 | 9 311 |
| credit | 17 684 | 17 934 |
| debit | -9 006 | -8 624 |
| Voyages a titre professionnel | 165 | 1 221 |
| credit | 1 225 | 1 447 |
| debit | -1 060 | -226 |
| Voyages a titre personnel | 8 512 | 8 090 |
| credit | 16 459 | 16 487 |
| debit | -7 946 | -8 397 |
| <i>Services de communication</i> | 7 143 | 7 083 |
| credit | 8 034 | 8 102 |
| debit | -891 | -1 019 |
| <i>Services de construction</i> | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Services d'assurance</i> | -3 502 | -3 088 |
| credit | 50 | 50 |
| debit | -3 553 | -3 139 |
| <i>Services financiers (autres qu' assurances)</i> | 0 | 0 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| <i>Services informatique et d'information</i> | -1 038 | -1 740 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | -1 038 | -1 740 |
| <i>Redevances et droits de licence</i> | -115 | 6 893 |
| credit | 0 | 7 010 |
| debit | -115 | -117 |
| <i>Autres services aux entreprises</i> | -1 822 | -2 466 |
| credit | 0 | 99 |
| debit | -1 822 | -2 565 |
| <i>Services personnels, culturels et recreatifs</i> | -92 | -96 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | -92 | -96 |
| <i>Services fournis ou recus par les administrations publiques, n.c.a.</i> | 3 367 | 1 183 |
| credit | 3 414 | 1 548 |
| debit | -48 | -364 |

| | | |
|--|----------------|----------------|
| Revenus | 1 426 | 1 708 |
| credit | 2 362 | 2 461 |
| debit | -936 | -753 |
| <i>Remuneration des salaries</i> | 868 | 901 |
| <i>(y compris frontaliers, saisonniers et autres salaries)</i> | | |
| credit | 868 | 901 |
| debit | 0 | 0 |
| Revenus des investissements | 558 | 807 |
| credit | 1 494 | 1 561 |
| debit | -936 | -753 |
| Revenus des investissements directs | -871 | -265 |
| credit | 0 | 0 |
| debit | -871 | -265 |
| Revenus des investissements de portefeuille | 102 | 107 |
| credit | 102 | 107 |
| debit | 0 | 0 |
| Autres investissements | 1 328 | 965 |
| credit | 1 392 | 1 454 |
| debit | -64 | -489 |
| Transferts courants | 61 467 | 73 861 |
| credit | 82 469 | 97 602 |
| debit | -21 003 | -23 740 |
| Administrations publiques | 11 560 | 27 032 |
| credit | 11 760 | 27 217 |
| debit | -200 | -186 |
| Autres secteurs (secteur prive) | 49 906 | 46 830 |
| credit | 70 709 | 70 384 |
| debit | -20 803 | -23 555 |
| Compte de capital et d'operations financieres | 20 548 | 4 267 |
| Compte de Capital | 22 218 | 16 484 |
| credit | 22 218 | 16 484 |
| debit | 0 | 0 |
| Transferts de capital | 22 208 | 16 484 |
| credit | 22 208 | 16 484 |
| debit | 0 | 0 |
| Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits | 10 | 0 |
| credit | 10 | 0 |
| debit | 0 | 0 |
| Compte des operations financieres | -1 670 | -12 217 |
| Investissements directs | 1 735 | 2 087 |
| A l' etranger (par des residents) | 0 | 0 |
| Dans l'economie declarante (par des non-residents) | 1 735 | 2 087 |
| Investissements de portefeuille | 0 | 0 |
| Avoirs | 0 | 0 |
| Engagements | 0 | 0 |
| Produits financiers derives (net) | 0 | 0 |
| Produits financiers derives, avoirs | 0 | 0 |
| Produits financiers derives, engagements | 0 | 0 |
| Autres investissements | 4 087 | 6 961 |
| Avoirs | 5 161 | -1 444 |
| Credits commerciaux | -704 | -463 |
| Prets | 0 | 0 |
| Monnaie fiduciaire et depots | 0 | 0 |
| Autres avoirs | 5 865 | -981 |
| Engagements | -1 074 | 8 405 |
| Credits commerciaux | 1 614 | 1 488 |
| Prets | -2 832 | 6 808 |
| Monnaie fiduciaire et depots | 254 | 395 |
| Autres engagements | -110 | -286 |
| Avoirs de reserve | -7 492 | -21 264 |
| Or monetaire | -36 | 5 |
| Droits de tirages speciaux | 1 212 | -288 |
| Position de reserve au FMI | -22 | -23 |
| Devises etrangeres | -8 416 | -20 977 |
| Autres creances | -231 | 18 |
| Erreurs et omissions nettes | 1 195 | -5 825 |

Sources : Banque Centrale des Comores, Directions des Etudes Economiques Monétaires et Financières

BANQUE CENTRALE D

